



Building a fair world

RAPPORT FINAL

Projet « Appui au Développement Agricole de la Province Kirundo »

Code navision : BDI 06 031 11

Code DGCD : 3002770

INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION.

Pays : Burundi

Secteur et sous –secteur CAD : 31120

Institution nationale ou régionale chargée de l'exécution : Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE)

Agences d'exécution : CTB, Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage (DPAE)

Nombre d'experts en coopération internationale de la CTB : 73 hommes+femmes/mois AT + 44 hommes+femmes/mois AJ

Durée de la prestation (selon AS/CS) : 48 mois pour l'exécution (60 mois à partir de la signature de la CS le 27 octobre 2006) avec 9 mois d'extension à 26/7/2012

Date de démarrage de la prestation
Selon AS/CS : 26 octobre 2007
Effective : début octobre 2008

Date de clôture de la prestation :
Selon AS/CS : 26 octobre 2011 prolongé à 26/7/2012
Effective : 31/3/2012

Modalités de gestion de la prestation : Co-gestion

Budget total de la prestation : 3 725 000 € dont 225 000 € contribution nationale et 3 500 000 € Contribution belge

Période couverte par le rapport : octobre 2008 à mars 2012

Annexes	Oui	Non
1. Résumé des résultats	X	
2. État des recettes et dépenses et affectation des reliquats	X	
3. Taux de déboursement de la prestation	X	
4. Personnel de la prestation	X	
5. Sous-traitance et appels d'offres	X	
6. Équipements	X	
7. Formations	X	
8. Bailleurs de fonds		X

TABLE DES MATIERES

PREMIÈRE PARTIE : APPRÉCIATION.....	4
DEUXIÈME PARTIE : RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION... 7	7
TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET ANALYSES.	12
QUATRIEME PARTIE : ANNEXES.....	18
ANNEXE 1-1. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS ET DES ACTIVITÉS (EN FONCTION DU CADRE LOGIQUE)ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
ANNEXE 1-2. FICHES DE CAPITALISATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ANNEXE 2. ÉTAT DES DÉPENSES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ANNEXE 3. TAUX DE DÉBOURSEMENT DE LA PRESTATION.	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ANNEXE 4. PERSONNEL DE LA PRESTATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ANNEXE 5. SOUS-TRAITANCE ET APPELS D'OFFRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ANNEXE 6. LISTE DES ÉQUIPEMENTS ACQUIS PAR LA PRESTATION ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
ANNEXE 7. FORMATIONS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AJ	Assistant Junior
ASZH	Agro-Sylvo-Zoologique-Halieuistique
ATI	Assistant Technique International
BIF	Francs Burundais
BV	Bassins versants
CAI	Centre d'Appui aux Initiatives
CCL	Centre de Collecte de Lait
CTB	Coopération Technique Belge
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DELCO	Délégué à la cogestion
DI	Directeur d'intervention
DPAE	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage
DTF	Dossier technique et financier
FIT	Financial Information Tool
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
IMF	Institut de Micro-Finance
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
MP	Micro-Projet
MTR	Évaluation à mi-parcours
OP	Organisation Paysanne
PADAP-Kirundo	Projet d'Appui au Développement Agricole dans la Province de Kirundo
PAI-MINAGRIE	Projet d'Appui Institutionnel au MINAGRIE
PAIOSA	Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole (programme agricole du nouveau PIC 2010-2013 – en cours de formulation)
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PPCDR	Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PV	Procès Verbal
RAD	Recherche Action Développement
RH	Ressources Humaines
S&E	Suivi et Évaluation
SAN	Stratégie agricole nationale
SIP	Système d'information sur les prix
SMCL	Structure mixte de concertation locale
SPPLNE	Syndicat de Pêcheurs et de Pisciculteurs dans les Lacs de Nord-Est
TDR	Terme de références
UCODE-MF	Institut de micro-finance de la place
UGP	Unité de Gestion de Projet

PREMIÈRE PARTIE : APPRÉCIATION

Appréciez la pertinence et la performance de la prestation en utilisant les appréciations suivantes:

- 1. - *Très satisfaisant*
- 2. - *Satisfaisant*
- 3. - *Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs*
- 4. - *Non satisfaisant*
- X. - *Sans objet*

Inscrivez vos réponses dans la colonne correspondant à votre rôle dans l'exécution de la prestation :

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERTINENCE¹		
1. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport aux priorités nationales de développement?	1	1
2. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport à la politique belge de développement?		
Indiquez votre score par rapport aux trois thèmes ci-dessous :		
a) Genre	3	3
b) Environnement	1	1
c) Économie sociale	3	3
3. Les objectifs de la prestation étaient-ils toujours pertinents ?	1	2
4. La prestation a-t-elle répondu aux besoins des groupes cibles?	2	2
5. En fonction de ses objectifs, la prestation s'est elle appuyée sur les organes locaux d'exécution appropriés?	Résultat I: 2 Résultats II et III: 3	2(plupart)/3(CAI)

¹ Selon le PRIMA, §70, p.19, il s'agit "d'apprécier si les choix des objectifs, les choix des groupes cibles et des organes locaux d'exécution restent pertinents et cohérents par rapport aux principes généraux relatifs à une aide efficace et efficiente, ainsi que par rapport à l'application des politiques et stratégies locales, régionales, internationales et belges de développement ».

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERFORMANCE² (PRIMA, §71, pp.19-20)		
1. Les résultats obtenus par la prestation ont-ils contribué à la réalisation de ses objectifs ³ ? (efficacité)	2	2
2. Appréciez la qualité des résultats intermédiaires (efficacité)	2	2
3. Les modalités de gestion de la prestation ont-elle été appropriées? (efficacité)	2	2
4. Les ressources de la prestation ont-elles été suffisantes sur le plan de (efficacité) :		
a. Ressources financières?	2	1
b. Ressources humaines ?	2	3
c. Matériel et équipements ?	1	1
5. Les ressources de la prestation ont-elles été utilisées efficacement et optimisées pour obtenir les résultats attendus? (efficacité)	1	1
6. La prestation a-t-elle été satisfaisante sur le plan coût-efficacité par rapport à des interventions similaires? (efficacité)	1	1
7. Sur base du planning d'exécution, appréciez la rapidité d'exécution de la prestation. (respect des délais)	3	3

Indiquez votre appréciation globale de la prestation *en utilisant les appréciations suivantes*:

- | |
|---|
| <p>1 - Très satisfaisant
 2 - Satisfaisant
 3 - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs
 4 - Non satisfaisant
 X - Sans objet</p> |
|---|

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Appréciation globale de la prestation	2	2

² Selon le PRIMA, §71, pp. 19-20, il convient « d'apprécier et de mesurer les performances convenues dans les phases de préparation selon les 4 critères et les indicateurs établis pendant la formulation. (Les 4 critères sont efficacité, efficacité, respect des délais et qualité du personnel).

³ voir annexe 1 pour plus de détails

Expliquez les raisons de votre appréciation, qui peut dépasser le cadre strict des critères de pertinence et de performance ci-dessus et être différente de l'appréciation donnée pour ceux-ci.

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
<p>Le projet a pris du temps pour le démarrage qui est en soit une activité difficile pour un nouveau projet avec une approche nouvelle. A côté de cela, le projet a souffert d'un manque d'une assistance technique internationale avec le départ de cette dernière la première année, 2009. Le recrutement tardif de cette assistance (ex l'Assistant technique international et l'Assistante Junior auprès du CAI après une année) n'ont pas facilité l'exécution efficiente du projet.</p> <p>Après une longue guère qui a secoué le pays et une sécheresse qui a frappé particulièrement la province de Kirundo, toutes les interventions ont été orientées essentiellement vers l'humanitaire. Il en est sorti que:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les Intervenants donnaient des gratuités sous forme de dons, food for work ou cash for work. Ils demandaient l'autorisation à l'administration et aucune coordination entre les interventions n'était observée. 2. La population s'est habituée à cette approche de gratuités qui a influencé très négativement sur les mentalités de la population de l'approche développement. <p>Avec l'appui à la DPAAE par le projet, il y a un réel dynamisme pour la coordination de tous les intervenants et le changement de mentalité de la population vers l'approche développement à travers les rencontres des intervenants et la mobilisation de la population pour la conservation et la bonne gestion de la récolte.</p> <p>L'approche développement initiée par le projet à travers les crédits octroyés par l'IMF contribue à booster cette dernière, mais il reste beaucoup de choses à faire pour persuader les gens à rembourser leurs crédits.</p> <p>L'implication de l'administration provinciale et de la DPAAE dans les activités de protection et de la gestion des lacs à travers le comité provincial de gestion des lacs de la province Kirundo mis en place grâce à l'appui du PADAP a eu un impact très visible sur l'augmentation des ressources halieutiques.</p>	<p>Les multiples changements de personnel de l'UGP n'ont pas contribué à une bonne exécution du projet, d'autant plus que la qualité du personnel engagé n'était pas toujours adéquate.</p> <p>Le renforcement des capacités de la DPAAE dans ses fonctions régaliennes et l'appui au monde rural et aux filières ont été très pertinents. En ce qui concerne le renforcement à la DPAAE, ceci se traduit dans l'amélioration de son rôle de coordination et de suivi des activités de la multitude des intervenants avec l'appui aux réunions de coordination provinciale, la mise en place d'une base de données agricoles et l'élaboration d'un plan provincial agricole et d'un plan d'action pêche.</p> <p>La pertinence du projet est surtout observable sur les aspects d'impact, d'appropriation et de durabilité : le renforcement de la DPAAE comme évoqué ci-dessus, l'appui à la pêche et la protection de bassins versants, et l'amorçement vers un climat économique dans l'agriculture en sortant d'un environnement de dons.</p> <p>Le projet disposait des ressources adéquates en finances et matériel, bien qu'il faut mentionner les dépenses élevées de déplacements dans le cadre de contrats.</p> <p>Le CAI n'a pas bien démarré : les OP étaient assez faibles et la MTR a conclu que le processus du CAI n'était pas pertinent, pour le moment, sous ces conditions. À fin de résoudre cela, le projet a décidé de contracter un bureau pour accompagner et renforcer un groupe sélectionné des OPs et de mettre en place un fonds de microprojets pour appuyer leurs initiatives.</p> <p>L'appui à l'IMF n'a pas connu un résultat concluant : des crédits ont été donnés, mais les agents de l'IMF se montraient faibles dans toute la procédure de suivi et de traitement de dossiers, ce qui se montre grave où règne parmi les OP une culture de ne pas rembourser.</p>

DEUXIÈME PARTIE : RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION.

3. Si nécessaire, décrivez l'objectif Spécifique et les Résultats Intermédiaires de la prestation, tels que mentionnés dans le document de projet ainsi que les changements opérés (quand, comment et pourquoi)

L'équipe du projet, ensemble avec la DPAAE, avait analysé le cadre logique. Les conclusions étaient que quelques résultats devraient être mieux formulés, tandis que les indicateurs devraient être plus quantifiables. Une telle proposition a été soumise à la MTR, qui ne trouvait pas pertinent de modifier le cadre logique, vu le temps restant du projet. Quand même, la MTR, sans échanges avec le projet, dans son rapport final avait formulé quelques adaptations possibles au niveau des indicateurs.

4. Dans quelle mesure l'objectif spécifique de la prestation a-t-il été atteint, en fonction des indicateurs retenus ?

Pour rappel, les indicateurs de l'objectif spécifique :

- Les productions ASZH sont augmentées de 10%.
- La transformation et commercialisation maîtrisée des produits agricoles augmente de 10%.

Comme évoqué ci-haut, le projet a trouvé des difficultés à travailler sur base des indicateurs présentés dans le cadre logique : dans ce cas des objectifs spécifiques, il manque la situation de référence.

Sans que le lien cause à effet soit toujours clair dans le domaine de l'agriculture, on peut reconnaître que les acquis du projet ont contribué à

- une amélioration de la production agricole à travers l'appui aux filières riz, pêche/pisciculture et lait, aux activités innovatrices de légumes/fruits et de miel, à l'activité crédit agricole et dans le domaine de protection de bassins versants ;
- une augmentation de la transformation des produits agricoles à travers le financement de micro-projets de petites unités de transformation, la construction d'un centre de collecte de lait, des formations et le crédit ;
- une amélioration de la commercialisation des produits agricoles à travers la promotion de stockage de produits agricoles (sensibilisation et construction des hangars), les fonds de roulement, les actions de crédit et warrantage et la diffusion sur la radio de messages importants pour les producteurs et commerçants sur les prix des denrées à des marchés différents.

Bien qu'une partie considérable du budget a été alloué au renforcement de la DPAAE, ceci ne figure pas parmi les indicateurs au niveau de l'objectif spécifique. Néanmoins, le projet pense avoir contribué significativement au renforcement de son rôle régalién.

5. Dans quelle mesure les résultats intermédiaires de la prestation ont-ils été atteints, en fonction des indicateurs retenus ?

Pour rappel, les indicateurs des résultats intermédiaires dans le tableau ci-dessous :

Résultat intermédiaire	Indicateur
Résultat 1.1: La DPAE est renforcée dans ses fonctions régaliennes	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de réunions régulières des agents de la DPAE. - Plan de travail annuel de la DPAE. - Existence d'un système de suivi-évaluation du secteur agricole de la Province. - Adéquation des profils et des fonctions des agents de la DPAE. - Nombre de cas de maladies détectées. - Nombre de centres semenciers effectivement transférés aux OP.
Résultat 1.2: La DPAE est renforcée dans ses fonctions d'appui à l'innovation paysanne	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'innovations techniques testées et adoptées par les paysans. - Nombre de formations des agents. - Nombre de messages de vulgarisation diffusés.
Résultat 1.3: Des synergies dans le secteur agricole de la Province sont établies	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et périodicité des réunions des acteurs du secteur. - Un plan annuel concerté de développement agricole provincial existe. - Nombre d'activités menées en collaboration.
Résultat 1.4: Les expériences locales sont valorisées au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de leçons provinciales valorisées au niveau national.
Résultat 2.1: Les OP sont professionnalisées	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et type d'OP actives dans la Province. - Nombre de membres dans ces OP. - Chiffre d'affaire des OP appuyées.
Résultat 2.2 : Les services d'appui aux OP et aux autres acteurs sont développés	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et nature des services fournis par le CAI. - Niveau de satisfaction des OP vis à vis du CAI. - Nombre d'OP actives dans le CAI.
Résultat 2.3. : Le financement du secteur agricole est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> - % des paysans parmi les bénéficiaires de services financiers. - % de paysans ayant accès à des services financiers. - Nombre d'outils de financement testés.
Résultat 3.1. : Des filières prioritaires sont renforcées par PADAP	<ul style="list-style-type: none"> - Pour la filière lait, poisson, riz : nombre d'OP, nombre de paysans, nombre d'infrastructures et quantité de produit commercialisé / transformé. - Pour le stockage : Nombre de centres de stockage créés, quantité stockée.
Résultat 3.2. : La structuration des filières est engagée	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de réunions de concertation. - Nombre de filières ayant mis en place des structures de concertations.

DPAE : La coordination des interventions dans la province a été améliorée par la mise en place d'un système rigoureux de coordination : quatre réunions trimestrielles sont désormais organisées par an. La mise en place d'une base de données agricoles, l'élaboration d'un plan provincial agricole et l'appui institutionnel au service de planning et suivi de la DPAE contribuent fortement à cet effet. De même, l'appui à la mise en place d'un point focal pêche va dans le même sens pour la filière pêche, auquel va contribuer fortement la formulation d'un Plan d'Action pour la pêche.

En général, les formations fournies et l'appui en matériel ont contribué au renforcement de capacités de la DPAE. Concernant la réhabilitation des Centre Vétérinaires, il n'était pas prévu au début de les équiper, ni de développer une stratégie de leur mise en fonctionnement : assez récemment les priorités d'insémination artificielle et de vaccination ont été exprimées.

OP : Après un démarrage laborieux du CAI, la MTR est venue avec la recommandation de ne plus poursuivre cette idée de structure de CAI. À partir de ce moment, le PADAP a choisi de contracter un bureau pour un accompagnement rapproché des OP sélectionnées sur base de critères établies à cet effet, pour les renforcer. Parallèlement, le PADAP a mis en place un fonds au profit des OP et privés, afin de financer de micro-projets pour supporter les initiatives des OPs et privés sous forme de cofinancement, jusqu'à un montant plafonné à dix millions BIF. De plus, afin d'assurer un suivi rigoureux des interventions une bonne communication et une présence sur le terrain, le PADAP a recruté quatre agents de suivi. Dans le but de rendre service au monde rural (dans l'esprit de recommandations de la MTR), un appui aux boutiques d'intrants a été élaboré afin de promouvoir la vente décentralisée des intrants agricoles, surtout des engrais. Dans le même sens, il est à noter aussi la diffusion hebdomadaire par la radio de prix des produits agricoles et d'émissions mensuelles d'un magazine agricole sur des thèmes d'intérêt.

Chronologie du processus de la mise en place du CAI

La mise en place d'une ligne de crédit au sein d'un IMF de la place a permis d'améliorer l'accès au crédit par les bénéficiaires. Cette ligne de crédit a connu en général les conditions habituelles de l'IMF : taux d'intérêt de 2,5%, garantie de 10%, etc. ; seulement le PADAP avait identifié au début les bénéficiaires et avait appuyé l'IMF dans l'analyse de dossiers et le suivi technique agricole par un contrat conclu avec la DPAE. Dans ce domaine, l'attitude non-professionnelle des agents de l'IMF bien comme la culture de non-remboursement de la population n'ont pas favorisé un bon déroulement de cette activité : des fonds non remboursés par les débiteurs, la sous-utilisation des fonds par les guichets de crédit. Les nouvelles données de l'IMF montrent que il ne lui manque plus de liquidité, alors un éventuel appui dans le futur devra viser plutôt le renforcement de capacités.

Stockage : la construction de quinze magasins de stockage contribue fortement à l'amélioration de revenus des paysans : ceci facilite la vente des produits à un moment plus favorable et peut à terme favoriser le système de crédit de warrantage.

Filières : L'appui aux différentes filières a contribué, à différents degrés, au renforcement des chaînes de valeurs. Une mission d'appui a été accueillie en 2010 pour initier ces appuis ; malheureusement la plupart de recommandations ne concernait que la production et très peu les autres maillons. Le projet a fait son mieux pour couvrir ce dernier aspect.

La chaîne de valeur de lait a bénéficié des formations différentes comme au niveau de l'hygiène ; aussi la construction d'un centre de collecte de lait et la prévision d'un deuxième pourra améliorer fortement des revenus au long de la chaîne. Pour ce deuxième qui se devra situer à Vumbi (le projet PAIRB prendra en

charge deux laiteries à resp. Bugabira et Kirundo), le PADAP n'avait pas encore identifié un gestionnaire fiable.

Dans la filière riz très peu d'interventions ont eu lieu : une étude sur la gestion de marais a été faite mais celle-ci n'a pas donné des entrées pour une intervention afin d'améliorer cette gestion (il faut signaler aussi la multitude des intervenants dans les marais) ; l'autre activité dans ce domaine a été la construction de quatre magasins de stockage avec aires de séchage ; par le fonds de micro-projets, le PADAP a cofinancé quelques décortiqueuses.

Dans la filière pêche, le PADAP a cofinancé l'achat de filets réglementaires et financé de gilets pour les pêcheurs ; également, la mise en place d'un point focal pêche a été appuyé ; avec le syndicat provincial de pêcheurs et le point focal, deux activités de reboisement de bords de lacs ont été réalisées. Pendant des réunions avec les pêcheurs, il est ressorti que les priorités des pêcheurs n'étaient pas telles comme identifiées dans le DTF : plutôt un appui en hangar, fumage et bateaux a été exprimé. L'appui à l'amélioration de pratique de fumage n'a pas pu être réalisé par manque de spécialistes du domaine.

Les pisciculteurs ont bénéficié d'une formation qui a permis l'élaboration de micro-projets avec accompagnement rapproché du formateur.

Filières porteuses : comme pour les pisciculteurs, les interventions n'ont concerné qu'une amélioration de la production : construction de serres de tomates (cf la note de capitalisation en annexe H), introduction de ruches modernes pour l'apiculture.

L'appui pour stocker les produits agricoles, notamment les grains secs, a contribué fortement à la sécurité alimentaire ainsi qu'à la commercialisation et à l'accès au crédit, comme cela a été évoqué ci-dessus.

6. Décrivez le système de suivi-évaluation qui a été mis en place lors de la mise en œuvre de la prestation.

Le système de S&E est basé d'un côté sur le cadre logique et de l'autre côté sur le guide de mise en œuvre de projets au Burundi.

Point de vue S&E des activités avec partenaires et personnel, un système des réunions hebdomadaires avec le staff du projet, de réunions mensuelles avec la DPAAE et des réunions trimestrielles avec tous les intervenants dans la province a été installé et donné des résultats appréciables. En plus le calendrier de Microsoft Outlook a servi comme outil.

Situation de référence et indicateurs du cadre logique : La situation de référence n'a pas été établie jusqu'à mi 2011 quand un consultant avait mis en place une base de données pour la DPAAE.

Par rapports aux deux objectifs spécifiques, la situation de référence n'était pas connu, ce qui a contrait le projet de se baser sur des données globales, voire estimatives de la production. Par rapport à la situation de la transformation, il n'y a pas de données chiffrées, et de la commercialisation quelques études menées par de différents intervenants (e.a. Concern, PADAP) ont révélé un taux considérable de commercialisation de produits, sans qu'une évolution fût mesurée.

En 2010, le projet avait déjà fait une analyse approfondie du cadre logique pour adapter les indicateurs aux besoins et pour les rendre plus appropriés aux réalités du terrain. Malheureusement, la MTR n'est arrivée qu'un an après, et elle a constaté que ce n'était plus opportun de changer le cadre logique six mois avant la clôture du projet (à cette date-là toujours prévue pour 26 octobre 2011). Par ailleurs, ce travail en 2010, a aussi permis très vite de s'apercevoir que la structure du cadre logique par composantes avec correspondance à des résultats n'était pas très opérationnelle. Cette structure a néanmoins été conservée dans les toutes les matrices de suivi-évaluation pour des besoins de comparaison au DTF, mais la programmation a avant tout suivi la logique de dossiers / chantiers prioritaires dans chacun des domaines d'intervention du projet.

Pour répondre mieux aux besoins de ce dernier aspect de suivi, le PADAP a mis en place une équipe d'agents de suivi pour l'aider en collecte de données et d'être les yeux et oreilles du projet sur le terrain.

Programmation et Suivi des activités : Un outil en Microsoft Excel a été mis en place dès le début 2010, auquel a été ajouté un nouvel outil, plus élaboré, proposé par la représentation de la CTB après le premier trimestre 2010. Cet outil s'est avéré assez efficace en termes de programmation et suivi de l'exécution, et a été utilisé comme base de présentation de progrès et de planning à la SMCL. Un autre outil disponible via intranet de la CTB ne pouvait pas être téléchargé à cause de bas débit de connexion internet à Kirundo. A noter qu'un rapport annuel compilant les réalisations a été préparé chaque année depuis 2009.

Budget et suivi administratif et financier : D'un point de vue Financier, l'outil de base est bien sûr le FIT que le projet a utilisé sans problème majeur, pour les contrôles financiers mensuels, trimestriels, annuels et cumulés ainsi que la planification financière actualisée par trimestre. Cependant, l'imputation des engagements et la simulation de modifications budgétaires n'étaient pas réalisées. De plus le projet a suivi les formulaires proposés par la représentation de la CTB en matière de suivi administratif (personnel, marchés publics, contrats, accords).

Évaluation MTR : Cette évaluation réalisée en avril 2011 selon la méthodologie de la CTB (5 critères classiques + critères « Déclaration de Paris ») est intervenue tardivement. Bien que le projet a démarré ces activités en retard et de ce point de vue la mission est arrivée sur le terrain à un moment où les activités ont pris bon train, le temps qui restait au projet n'a pas inspiré la mission à contribuer très positivement à la mise en œuvre du projet.

Évaluation finale : L'évaluation finale, prévue en fin du projet, a été reporté pour être exécutée joint avec celle du projet APV de Ruyigi, la MTR du PADAP-Cibitoke et la mise en place de la situation de référence pour le PAIOSA. Cette évaluation aura lieu en Q3 de l'année 2012.

Capitalisation : L'un des résultats les plus intéressants de l'expérience PADAP-Kirundo, et surtout pour la mise en œuvre du PAIOSA, réside certainement dans les leçons et les recommandations que l'on peut en tirer. Une liste des dossiers de capitalisation se trouve en annexe. Les principales leçons et recommandations sont respectivement reportées en réponses aux questions 3 et 6 de la partie III de ce rapport final. Il est néanmoins recommandé pour une bonne compréhension de cet exercice important et *nous l'espérons utile et utilisé* de se reporter à l'annexe 1-2 fiches de capitalisation par dossier d'activité.

TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET ANALYSES.

Comme introduction à cette partie du rapport final, le projet vous présente le résultat d'une analyse SWOT sur la province, effectuée au sein d'équipe du projet.

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
<p>Les lacs, permettant pêche ; Grande surface marais ; Main d'œuvre disponible en quantité ; Bon réseau magasins stockage ; Bonne infrastructure ; Production grande de sorgho et haricot et favorable à élevage ; Présence de centres de formation.</p>	<p>Saison A Bugesera : manque d'adaptation à la sécheresse périodique ; Manque de dynamisme : Faible innovation ; Très dépendante de Bujumbura ; Emprise politique sur business ; Manque d'intelligentsia ; Réseau rodoviaire mal entretenu ; Services techniques : faible encadrement ; Pratique agricole archaïque ; Approche intervenants pas coordonnée ; IMF : manque adaptation au milieu rural/agricole ; OP : faibles ; Faible niveau de électrification ; Faible niveau de transformation ; Faible niveau de information ; Non utilisation de position de carrefour.</p>	<p>Climat favorable ; Variété de cultures ; Existence lacs : tourisme ; Proximité de Rwanda (aéroport) et Ngozi ; Marché d'intrants croissant ; Stabilisation prix par stockage ; Repeuplement cheptel : lait, fumure organique ; HIMO ; Mutwenzi ; Services techniques déconcentrés niveau colline ; Microcrédit décentralisé ; Petits artisans présents ; Micro-irrigation ; Qq initiatives de transformation.</p>	<p>Manque coordination des interventions ; Culture de dons ; Peu de perspectives pour les jeunes ; Déboisement ; Morcellement des parcelles ; Démographie ; Destruction zones tampon marais ; Grands marchands contrôlent les marchés ; Concurrence Tanzania et Rwanda ; Nombreux intervenants ; VIH/SIDA croissant en milieu rural.</p>

1. Quels sont les problèmes et questions majeurs qui ont influencé l'exécution de la prestation et comment la prestation a-t-il tenté de les résoudre ?

- a. Un recrutement mal fortuné de personnel international comme national ;
- b. Traitement de cash calls et transferts : plusieurs fois que le projet se retrouvait sans argent, même maintenant en pleine clôture, les cash calls sont parfois, sans argumentation voire sans informer le projet, diminuer ou bloquer le cash call, les transferts de fonds n'ont pas eu lieu parfois par l'absence du responsable à l'administration Burundaise (cette dernière cause a été résolue par mandater une deuxième personne de signer les transferts) ;
- c. Lourdeur de procédures, causé par un contrôle ex-ante excessif de la part de la CTB ;

2. Quelles sont les causes des écarts par rapport aux résultats attendus ?

- a. Le projet a perdu un an et demi à cause de conflits internes ;
- b. Le DTF ne donnait pas une base de référence, puis à cause de conflits sous a), le projet n'avait pas non plus fait ça au début ;
- c. Le projet a été pilote pour beaucoup des activités, par exemple : appui à la DPAAE, accord avec un IMF, CAI, fonde de micro-projets, accompagnement des OP, etc ;
- d. Le recrutement de consultants a connu beaucoup de problèmes parce qu'il existe un manque d'experts bien qualifiés au Burundi ;
- e. Le projet a eu une approche économique qui était difficile à mettre en pratique dans un environnement toujours dominé par les dons.

3. Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience de la prestation? Faites une réponse détaillée sur les plans de l'impact et de la durabilité des résultats.

1. Cf les fiches de capitalisation élaborées par le projet (annexe 1-2) ;
2. Un manque de coordination des approches différentes par les intervenants ne facilite pas l'atteinte des objectifs ni les bénéficiaires qui se tournent vers celui qui offre plus de bénéfices au court terme ;
3. Le DTF est trop détaillé ce qui a causé que l'équipe initial du projet n'avait pas élaboré une stratégie d'intervention ;
4. L'appui institutionnel à la DPAAE :
 - a. Doit être mieux visé ;
 - b. Doit être encadré dans un contexte national.

4. Selon vous, comment la prestation a-t-elle été perçue par les groupes cibles ?

Au début le projet était mal perçu par les groupes cibles (-/-), mais graduellement avec un meilleur effort du projet les prestations sont maintenant perçues positivement (+/++): il y a de bénéficiaires réclament encore assez souvent des gratuités ou de paiements additionnels.

5. Quels ont été les résultats du suivi-évaluation ou du monitoring et des éventuels audits et contrôles? Comment les recommandations de ceux-ci ont-elles été prises en compte ?

Audit 2010 recommande :

Recommandations de l'audit 2010 :

- d'archiver toutes les pièces séquentiellement et d'utiliser des séparateurs ;
- de mieux former le comptable du PADAP aux procédures établies par la CTB ;
- à la CTB d'envoyer un Financial Officer à temps partiel, qui serait présent par exemple 2 jours par semaine. Même si nous sommes à la fin du projet, cela est essentiel pour assurer une couverture des risques financiers et administratifs existants et à venir ;
- le respect scrupuleux des procédures de MP ;
- de documenter les décisions importantes dans les PVs signés par le Delco et le DI ;
- d'exiger les preuves de vente ou de « scrap » des articles non-retrouvés, et de l'affectation de la recette ;
- de mettre en place un système adéquat de gestion de stock ;
- d'instaurer un système de suivi des immobilisations, surtout ceux affectés à la DPAAE.
- une réévaluation du partenariat avec la DPAAE ;
- de former et de suivre la SPPLNE aux outils de gestion de base ;
- de préciser le rôle de la présidente du SPPLNE au sein de la DPAAE et si nécessaire de choisir une fonction
- de mettre en place dès le 13/12/2010 un agenda de rencontres avec l'UCODE-MF et de s'assurer que les tranches soient virées immédiatement après.

Toutes les recommandations de l'audit 2010 ont été prises en compte, sauf :

1. La mise à disposition d'un Financial Officer n'a pas eu lieu ;
2. L'appui au SPPLNE est toujours en cours après que la présidente avait démissionné ;
3. La documentation de décisions n'est toujours pas à un niveau de 100%.

L'audit final a eu lieu en février/mars 2012. Au moment de la clôture leur rapport n'était pas encore disponible.

MTR

L'évaluation appuie la demande du Projet pour une prolongation de 5 mois afin d'assurer une continuité avec le PAIOSA 2 programmé à partir du mois d'avril 2012. Ceci est pleinement justifié pour consolider les acquis du PADAP : accroissement de la productivité des productions vivrières et de la pêche avec la mobilisation du crédit, accompagnement des associations dans la gestion des hangars, promotion des associations de producteurs. La prolongation est rendue financièrement faisable vu les ressources qui resteront disponibles au terme initial du Projet en octobre 2010.

Recommandation de la MTR à la DPAE

- Améliorer la programmation mensuelle de l'ensemble de ses activités incluant celles supportées par le Projet. Ceci doit se faire en articulant l'action du PADAP et du PAI-MINAGRIE
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation afin d'harmoniser les méthodes et trouver des synergies au niveau des appuis.
- Être plus rigoureux dans la gestion des conventions signées avec le PADAP-Kirundo.

Ces recommandations ont été prises en compte et les activités y relatives sont en cours.

Recommandation de la MTR au PADAP-Kirundo

- Accompagner encore plus la DPAE afin qu'elle progresse dans la maîtrise des procédures administrative et financières et puisse dans l'avenir satisfaire, dans ces domaines, aux exigences de ses futurs partenaires.
- Tenir les réunions mensuelles prévues dans la convention quadripartite relative aux activités de recherche-action et s'assurer que toutes les conditions sont réunies pour garantir les résultats attendus.
- De limiter les futurs essais avec l'ISABU aux seuls aspects variétaux relatifs au maïs, haricot, sorgho et pomme de terre (abandon de transfert de technologie : compost ou aménagement de bassins versants) et de rechercher une plus grande efficacité du dispositif de mise en œuvre.

Ces recommandations ont été prises en compte de manière que de plus en plus la coopération avec ISABU va se limiter aux filières prioritaires identifiées dans le cadre du PAIOSA.

Recommandations de fond de la MTR pour s'orienter vers le PAIOSA 2

- Continuer à travailler avec la DPAE exclusivement dans le cadre de conventions spécifiques centrées sur des thèmes très précis : formation, S&E, approvisionnement intrants, expertise spécialisée,....
- Confier à l'opérateur privé qui sera recruté très prochainement l'ensemble des appuis aux associations de producteurs : conseil technique, conseil organisationnel, conseil de gestion.
- Différer la mise en place du CAI en attendant que la formulation du PAIOSA 2 se prononce à ce sujet et continuer à gérer les appuis aux producteurs dans le cadre du Projet.
- Développer une méthode de travail participative avec les associations et les outils correspondant. Le dispositif global de S&E du Projet doit se fonder sur l'auto-évaluation. L'évaluation a noté que cette recommandation visant à développer une telle méthode de travail était déjà inscrite dans les termes de référence de l'opérateur en cours de recrutement
- Définir une procédure pour l'instruction et l'agrément des projets portés par les associations et préciser un code de financement. Harmoniser son intervention avec celle du PRODEMA afin d'impliquer les communes et la DPAE (usage commun des Comités d'approbation communaux et provinciaux des sous-projets).
- Réviser l'accord avec l'UCODE relatif au fonds de garantie pour le mutualiser au niveau de la province de Kirundo.

Toutes ces recommandations ont été prises en compte et sont en cours d'implémentation.

Recommandations de la MTR à l'encontre de la formulation du PAIOSA 2

- Préciser la nature des bénéficiaires : Il est clair que les producteurs sont les principaux bénéficiaires finaux du PAIOSA 2. La formulation devra préciser si les opérateurs économiques (statut de commerçant) doivent être considérés eux-aussi comme bénéficiaires finaux. Si ils devaient l'être, il faudrait préciser la nature des appuis qui pourraient leur être apportés et les flux financiers correspondants.
- Apprécier la pertinence du CAI : L'analyse du PADAP-Kirundo a conclu sur la non pertinence d'un CAI instance professionnelle agricole chargée de faciliter l'accès aux d'appui pour les producteurs. En conséquence l'évaluation recommande ne pas poursuivre cette orientation dans le cadre du PAIOSA2.
- L'évaluation considère que la gestion des appuis aux producteurs est de la compétence interne du PAIOSA 2. La Stratégie agricole nationale (à son § 248) prévoit la création de « Centre de service tenus par certaines OPs », cette perspective doit s'envisager dans le long terme dans la province de Kirundo et probablement au Burundi.
- Confier l'ensemble des fonctions d'appui aux producteurs à un opérateur de proximité privé.
- Ne travailler avec les DPAE que dans le cadre de conventions spécifiques limitées dans le temps et centrées sur des thèmes très précis : formation, approvisionnement intrants, expertise spécialisée,....
- Développer une stratégie d'intervention basée sur des relations contractuelles : Une telle stratégie a été identifiée comme un point fort du PADAP-Kirundo, elle est à retenir et à généraliser pour le PAIOSA2.
- Produire un manuel de procédure et code de financement détaillé pour les projets portés par les associations. Il est recommandé que les communes et les DPAE soient étroitement associées à la décision pour l'agrément de ces projets (donc éligibles au financement du PAIOSA). Harmoniser les procédures et mode de financement avec les autres interventions. Il est recommandé de se rapprocher du PRODEMA.
- Accroître les capacités des associations de producteurs (garantie de durabilité)
- Afin de créer une dynamique durable le PAIOSA 2 devrait inscrire dans son cadre logique le résultat suivant : « Les associations ont acquis un niveau de compétence et de capitalisation qui leur permet de poursuivre durablement leurs activités ».
- Articuler étroitement les dispositifs de S&E interne du PAIOSA 2 et ceux des DPAE : Cette recommandation s'inscrit dans le cadre des fonctions régaliennes du MINAGRIE dont l'une est de suivre les diverses interventions en milieu rural et l'évolution des systèmes agraires afin d'orienter les investissements.
- Prioriser les productions vivrières classiques et le petit élevage : Dans le cadre d'un objectif de réduction de la pauvreté en milieu rural dans la province de Kirundo il est proposé de travailler prioritairement sur l'amélioration de la productivité des productions vivrières qui contribuent à satisfaire les besoins alimentaires et financiers des populations rurales. Il s'agit du bananier, du haricot, du sorgho, du maïs, du manioc, du riz, de la patate douce, de la colocase, du petit élevage (caprins) et de la pêche. Ce sont ces filières qui doivent être considérées comme les véritables « filières porteuses » car elles sont très efficaces par rapport à l'objectif de réduction de la pauvreté pour le plus grand nombre de ménages ruraux. Le PAIOSA 2 devrait donc prioritairement travailler sur ces filières dans un contexte global de l'exploitation intégrant la conservation des sols et la fertilité.
- L'appui aux autres filières (pomme de terre, bovins, fruitiers, apiculture, pisciculture,...) n'est évidemment pas à exclure, mais leur efficacité par rapport à l'objectif de réduction de pauvreté est moindre car elles sont plus localisées et concernent moins de producteurs.
- Valoriser les activités de post-récolte : Il est recommandé d'inscrire au PAIOSA 2 un important volet de construction de hangars qui permet la valorisation des récoltes par le stockage et la transformation et qui permet une véritable approche filière. A travers ces activités post-récolte, les associations peuvent aussi jouer un rôle important dans la production et l'approvisionnement en graines de qualité à planter (semences).
- Préciser les activités qui pourraient être inscrites au PAIOSA 2 relatives à l'aspect, genre, VIH/SIDA et droit des enfants sachant que ces thèmes ne sont pas centraux dans son intervention.
- Poursuivre la réhabilitation des infrastructures des DPAE quand cela est nécessaire
- Dans la province de Kirundo, envisager la réhabilitation des pistes (Gitobe-Busoni, Ntega, Kirundo-Mutwenzi). et éventuellement améliorer l'approvisionnement en eau et en électricité du centre de Kirundo.

Comme ces recommandations sont adressées au PAIOSA, le message a été transmis.

NB : Une évaluation finale est prévue pour le troisième trimestre 2012, pour servir aussi comme base de référence au PAIOSA avec l'évaluation de plusieurs autres projets agricoles de la CTB-Burundi.

6. Quelles recommandations faites-vous pour la consolidation et l'appropriation de l'après-projet (les politiques à suivre ou à mettre en œuvre, les ressources nationales nécessaires, la responsabilisation des groupes cible, la manière d'appliquer les recommandations...)?

- a. Travailler en synergie à différents niveaux. Pour l'appui institutionnel à l'administration, l'appui au niveau provincial devrait être mieux défini et encadré par un appui au niveau national renforçant les liens entre les niveaux ; aussi le rôle de la commune doit être spécifié. Quant aux appuis au secteur privé, une organisation du monde rural doit accompagner l'appui aux OP, privés etc., de préférence encadrer cet appui par la mise en place des organisations faitières.
- b. Renforcer beaucoup plus la DPAE dans son rôle de coordination des interventions dans la province ; la mise en place d'une stratégie ou d'un plan provincial peut encadrer ces interventions quand il faut donner à la DPAE le pouvoir d'interdire les interventions qui se trouvent en dehors de ce cadre du plan provincial.
- c. Conjointement avec la recommandation b), il est impératif que les approches des différents intervenants soient harmonisées, et ceci aussi sous l'égide de la DPAE ;
- d. Dans ce sens, l'ownership et la responsabilisation de la DPAE sont renforcés ; ceci doit être accompli aussi concernant l'appui au monde rural : augmenter la responsabilisation des acteurs (p. ex. des élus communaux et des conseillers communaux dans le cadre du Fonds Micro-projets) ;
- e. Renforcer les appuis conseils au monde rural de type
- f. Pour que tout cela soit fait, les partenaires locaux devront montrer qu'ils méritent cette confiance.

7. Conclusions

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
<p>Quoi que le projet ait démarré avec des difficultés, les résultats obtenus sont satisfaisants. L'approche développement initié par le projet répond parfaitement aux conditions d'un pays qui se reconstruit après une longue période de crise. Elle cadre aussi avec les priorités du gouvernement. Néanmoins, pour la pérennisation de l'action du projet, les structures décentralisées du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (DPAE), les organisations paysannes et les privés bénéficiaires de l'appui du PADAP, méritent encore d'être renforcés.</p>	<p>Malgré un faux démarrage du projet, l'équipe a pu se redresser et arriver à des résultats assez satisfaisants. Une bonne collaboration avec la DPAE a été établie, et les acteurs du monde rural ont montré leur satisfaction quant aux bénéfices obtenus du projet. Le développement de la province pourra aussi bénéficier si l'état cède sa place au secteur privé en le soutenant et en se limitant aux rôles régaliens.</p>

QUATRIEME PARTIE : ANNEXES.

QUATRIEME PARTIE : ANNEXES.

ANNEXE 1-1. Résumé des résultats et des activités (en fonction du cadre logique) *Indicateurs vers le MTA?*

Résultats Intermédiaires	Indicateurs (prévus ou réalisés)	État de réalisation
RI. 1. Renforcement des services de la DPAAE au monde agricole et synergies des acteurs	<ol style="list-style-type: none"> 1 Nombre de réunions régulières des agents de la DPAAE. 2 Plan de travail annuel de la DPAAE. 3 Existence d'un système de suivi-évaluation du secteur agricole de la Province. 4 Adéquation des profils et des fonctions des agents de la DPAAE. 5 Nombre de cas de maladies détectées. 6 Nombre de centres semenciers effectivement transférés aux OP. 	<ol style="list-style-type: none"> 1 trois par an 2 Existe 3 en construction 4 Existe 5 Non renseigné, indicateur non pertinent 6 Zéro
RI. 2. Les OP sont professionnalisées	<ol style="list-style-type: none"> 1 Nombre et type d'OP actives dans la Province. 2 Nombre de membres de ces OP 3 Chiffre d'affaire des OP appuyées. 4 Nombre et nature des services fournis par le CAI 5 Niveau de satisfaction des OP vis-à-vis du CAI 6 Nombre d'OP actives dans le CAI 7 % de paysans parmi les bénéficiaires de services financiers. 8 % de paysans ayant accès à des services financiers 9 Nombre d'outils de financement testés 	<ol style="list-style-type: none"> 1 > 2000, typologie existe 2 Moyenne de 30 membres 3 0 à 5.000.000 4 CAI abandonné, fonds microprojets installés, formations, informations, boutiques, hangars, etc. 5 OPs bénéficiaires satisfaites 6 Le fonds couvre plus de 100 OPs 7 200 OPs 8 5% 9 Deux
RI. 3. des filières prioritaires sont renforcées	<ol style="list-style-type: none"> 1 lait : nombre d'OP, nombre de producteurs, nombre d'infrastructures, volume transformé/ commercialisé 2 Pêche/pisciculture : nombre d'OP, nombre de producteurs, nombre d'infrastructures, volume transformé/ commercialisé 3 Riz : nombre d'OP, nombre de producteurs, nombre d'infrastructures, volume transformé/ commercialisé 4 Stockage : nombre de centre de stockage, quantités stockées 5 Nombre de réunions de concertation 6 Nombre de filières ayant mis en place des structures de concertations. 	<ol style="list-style-type: none"> 1 Trois formations hygiènes (vendeurs, producteurs, collecteurs), études sur la filière à Kirundo (quantité : 666L/jour sur Kirundo) et identification des lieux à flux importants, micro-projets, centre collecte (documents de gestion et construction CCL), organisation de la première journée mondiale du lait au Burundi avec table ronde des acteurs lait, visite échange centre de collecte au Rwanda 2 204 filets pour 102 OP, formation pisciculture 35 50, 24 Micro projets équipements pour réhabilitation étangs et 2 projets commercialisation. 3 Quatre hangars de stockage, RAD, étude gestion marais, 3 décoratives en micro projets 4 En cours, 205 tonnes 5 Plusieurs de différents cercles 6 Le projet a choisi de renforcer d'abord les acteurs

Activités planifiées	État de réalisation des activités (avec commentaires et remarques)
<p>RI.1.</p> <p>Activité 1 La DPAE est renforcée dans ses fonctions régaliennes.</p> <p>Activité 2 La DPAE est renforcée dans ses fonctions d'appui à l'innovation paysanne</p> <p>Activité 3 Des synergies dans le secteur agricole de la Province sont établies.</p> <p>Activité 4 Les expériences locales sont valorisées au niveau national</p>	<p>Par des formations en management, en informatique, en comptabilité etc., par la réhabilitation des édifices et par la fourniture des équipements, le renforcement de la DPAE est accompli à 75% ;</p> <p>Par des formations en techniques agricoles, par la mise en œuvre de Recherche-Action-Développement et par des études pertinentes, la DPAE a été renforcée dans ses fonctions d'appui à hauteur de 75%.</p> <p>Par l'appui aux réunions de coordination, la mise en place d'une base de données agricoles, l'élaboration d'un plan provincial agricole, l'appui à la mise en place d'un point focal pêche et l'élaboration de son plan d'action, les synergies ont été établies à 90%</p> <p>Cette activité n'a pas connu une vraie mise en œuvre.</p>
<p>RI.2.</p> <p>Activité 1 Les Ops sont professionnalisés.</p> <p>Activité 2 Les services d'appui aux OP et aux acteurs privés sont développés</p> <p>Activité 3 Le financement du secteur agricole est amélioré</p>	<p>Par l'accompagnement rapproché le noyau des Op bénéficiant de l'appui du PADAP-Kirundo, une amélioration nette de leur gouvernance et de leurs activités génératrices de revenus est en cours de route.</p> <p>Par la facilitation de l'accès aux informations cruciales pour les OP, par la mise en place du fonds de financement de micro-projets et plusieurs autres activités les services d'appui aux OP ont été réalisés ; malheureusement, dans la province de Kirundo se trouve peu d'acteurs dans le domaine de service.</p> <p>Un appui à un IMF, accompagné par des activités d'accompagnement aux bénéficiaires, a amélioré l'accès au crédit ; en ce qui concerne le remboursement par les débiteurs et le renforcement des capacités de l'IMF, beaucoup reste à faire.</p>

<p>RI.3.</p> <p>Activité 1 Des filières prioritaires sont renforcées.</p>	<p>La filière lait a été renforcée par des formations, surtout en hygiène, et la construction d'un centre de collecte de lait ; la filière pisciculture a connu un renforcement par des formations et un accompagnement d'amélioration de technique production, la filière riz a bénéficié de la construction de quatre hangars de stockage avec aires de séchage et le cofinancement de plusieurs décortiqueuses (l'appui à la production était déjà assuré par beaucoup d'autres intervenants) ; la filière pêche, au contraire, a rencontré des contraintes évoquées dans le rapport d'audit et aussi le problème de trouver des experts compétents ; néanmoins la filière a bénéficié de fourniture filets et gilets. Le stockage de produits agricoles renforcé par la construction d'une quinzaine de magasins de stockage, a renforcé les capacités des producteurs de mieux gérer leurs récoltes pour une augmentation de sécurité alimentaire et une meilleure accès au crédit.</p>
<p>Activité 2 La structuration des filières est engagée</p>	<p>L'appui à la commémoration de journée mondiale de lait est le principal acquis dans ce cadre ; les autres activités ont été ralenties, surtout, par cause de lent démarrage du projet.</p>

ANNEXE 1-2. Fiches de Capitalisation : A - J

A. Capitalisation de l'action coordination des intervenants dans le secteur agricole de la province de Kirundo

I. Contexte

Dans l'objectif de coordonner les activités des intervenants dans le secteur agricole, la DPAE Kirundo avec l'appui du PADAP-Kirundo a organisé une série de rencontres des Intervenants dans le secteur agricole dans la province Kirundo pour harmoniser leur intervention et éviter des chevauchements souvent observés sur le terrain.

Les rencontres ont été organisées respectivement à Bujumbura et à Kirundo. Les Intervenants ont tous reconnus la nécessité de cette coordination et se sont convenus de signer un pacte d'adhésion à la coordination mis en place par la DPAE. Il a été prouvé par ailleurs qu'au cours de ces rencontres, certains problèmes qui surgissent sur terrain entre l'administration, les services techniques de la DPAE et des bailleurs dans l'exécution des différentes missions trouvent des solutions.

Les raisons de ce manque de coordination provenaient essentiellement de l'agrément et de la gestion des différentes ONGs. Les ONGs du secteur agricole sont agréées par le Ministère de l'Intérieur et sont gérées par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Il a été observé que certaines ONGs une fois arrivées sur terrain, ne se mettent jamais en collaboration avec la DPAE. Elles ne donnent pas de rapport à la DPAE et celle-ci éprouve des difficultés pour évaluer leurs inputs dans le développement de l'agriculture.

Il a été constaté que les approches sur terrain des différents intervenants quelques fois étaient contradictoires et se détruisaient mutuellement. Comme la province est en train de sortir d'une longue crise, il a été recommandé de privilégier plus l'approche développement par rapport l'approche humanitaire.

Un autre problème non moins important est que certaines de ces ONGs utilisent le personnel technique décentralisé de la DPAE au niveau des communes et zones dans la réalisation de leurs activités sans informer ou demander de l'autorisation de la Direction de la DPAE.

II. Objectif

Coordonner les activités et harmoniser les approches des différents intervenants dans le secteur agricole de la province de Kirundo

III. Résultats

1. Les plans d'action et la matrice d'intervention des différents intervenants sont connus et coordonnés par la DPAE,
2. Les différentes approches des différents intervenants sont harmonisées et contrôlées par la DPAE.

IV. Déroulement de l'activité

Grâce à l'appui du PADAP, il est installé au niveau de la province de Kirundo, un système de rencontres trimestrielles organisées par la DPAE sensibiliser tous les intervenants autour de la sécurité alimentaire. Une des rencontres a été organisée à Bujumbura, les autres ont été organisées à Kirundo. Sur invitation de la DPAE, les intervenants participent à ces rencontres où

ils exposent leurs interventions et leur approche. Les différents problèmes observés sur le terrain sont aussi exposés.

Après les différentes rencontres, les participants ont accepté:

- a) d'être coordonnés et ont signé un pacte d'adhésion,
- b) d'harmoniser leur approche,
- c) d'orienter leur approche vers l'approche développement;
- d) de collaborer avec la DPAE dans l'élaboration et l'exécution des plans d'action.

Dans le cadre du renforcement de cette coordination, la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage a organisé deux ateliers à Kirundo dans lesquels étaient conviés tous les intervenants dans le secteur agriculture de la province Kirundo. Des conseils ont été donnés par la Ministre concernant surtout: (1) le respect du calendrier agricole dans les activités des différents intervenants, (2) l'attention qu'il faut porter sur le ciblage des bénéficiaires des interventions dans le but d'éviter les doublons observés ici et là.

V. Problèmes rencontrés

Les problèmes rencontrés sont liés à la représentativité des intervenants à ces ateliers organisés par la DPAE. Le constat est que souvent, les bailleurs ne sont pas représentés au plus haut niveau, ce qui fragilise les décisions prises au cours ces réunions.

L'autre problème est que beaucoup d'intervenants disposent des plans d'actions rigides et ne peuvent pas s'éloigner de leur document de projet, ce qui rend difficile de se conformer à la planification de la DPAE.

VI. Leçons tirées

- La coordination des interventions dans le secteur agriculture est au stade d'implémentation. La province de Kirundo est dans la phase pilote et beaucoup d'efforts devraient encore être consentis pour arriver à des résultats palpables.
- Certains intervenants ne veulent pas dévoiler leur budget et leur plan d'action. Ils restent flexibles quant à la dotation de leur budget et à la réalisation de leurs activités ce qui rend difficile l'intégration de leurs plans, dans le plan d'action de la DPAE et mettre en place un système de suivi-évaluation,
- La coordination des primes octroyées par certains bailleurs aux agents décentralisés de la DPAE reste problématique. Ces agents ne sont plus contrôlés totalement par la direction de la DPAE.
- Un basket-fund qui rassemblerait toutes les incitations octroyées par les différents bailleurs s'avère nécessaire et seraient géré au niveau central de la DPAE.
- Pour arriver à une coordination effective de tous les intervenants, des appuis à la DPAE resteront nécessaires pour une longue période: mise en place « d'une base de données et un plan provincial agricole ».

B. Capitalisation de l'action du point focal pêche de la province de Kirundo

I. Contexte

Le point focal pêche a été initié après une visite réalisée au Rwanda à la suite de laquelle, il a été bien remarqué qu'au Rwanda, la pêche était bien structurée et les lacs frontaliers avec le Burundi (le lac COHOHA et le lac RWERU) bien protégés.

Par contre les lacs à côté de la province Kirundo sont très mal gérés. Ils ne sont pas protégés, les zones de frayères sont détruites ce qui a conduit à la forte diminution de la production halieutique. Les engins utilisés dans la pêche sont essentiellement constitués par du matériel prohibé. Ils s'agit des moustiquaires, des tricots etc.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage qui a la gestion des lacs dans ses attributions a lancé une campagne contre l'utilisation des engins de pêche prohibés dans les lacs sur COHOHA et en a fait appel aux projets dont PADAP pour aider dans la lutte contre la pêche non sélective.

Après la visite d'échanges d'expériences au Rwanda, le PADAP a mené des consultations pour mettre en place point focal un pêche chargé de la gestion des lacs dans la province de Kirundo.

La faîtière constituée par les organisations des pêcheurs existe mais elle accuse des défaillances dans sa structure que dans son organisation. Elle mérite d'être soutenue par ledit comité pour la gestion durable de ces lacs.

II. Objectif

Un point focal pêche pour assurer le suivi et la gestion durable de la pêche dans les lacs de la province de Kirundo.

III. Résultats attendus

1. Une gestion durable de la pêche;
2. La population est sensibilisée pour la libération des 20 m des bords pour qu'ils soient protégés;
3. Les lois et réglementations sont respectées;
4. Des visites d'échanges d'expériences au Rwanda des membres du point focal pêche sont organisée.

Les activités en rapport avec la protection du littoral des lacs COHOHA, RWERU et KANZIGIRI ont été réalisées par le SPPLNE grâce à l'appui du PADAP-Kirundo. La production et la plantation arbres agro-forestiers ont été effectuées par les associations des pêcheurs (SPPLNE) en collaboration avec la DPAAE et le PADAP.

IV. Description de l'activité

La première activité a concerné la mise en place du point focal pêche. La deuxième activité a visé le fonctionnement du point focal pêche pour la mise en œuvre la gestion durable des lacs

dans la province de Kirundo.

a) La mise en place du point focal pêche

Du retour de la mission du Rwanda, des concertations ont été organisées au niveau de l'administration et des ministères techniques ayant l'environnement et la gestion des lacs dans leur attribution pour la mise en place du point focal pêche. Une rencontre a été organisée à Kirundo dans laquelle étaient conviés tous les intervenants dans le secteur de la pêche c'est à dire l'administration, les représentants des Ministères des services techniques et les représentants des associations des pêcheurs au niveau des communes.

Au cours de cette rencontre, les participants ont élu un comité provincial pour la pêche composé de:

1. le président : Monsieur la gouverneur de la province de Kirundo,
2. le vice-président : le représentant du SPPLNE,
3. les représentants : des associations des pêcheurs par commune,
4. les représentants : de la police et de l'armée maritime,
5. les administrateurs : des communes ayant les lacs à l'intérieur de leur circonscription.

b) Les activités du point focal pêche

Le point focal pêche après qu'il a été mis place a directement défini son plan d'action. Les activités prioritaires qui ont été ciblées sont au rapport avec:

- Le retrait et la destruction des engins de pêche prohibés utilisés dans les lacs de la province de Kirundo. Cette activité a été réalisée dans les communes ayant les lacs dans leur entité administrative. Grâce à la détermination des membres du comité, la quasi totalité des engins prohibés qui étaient utilisés dans la pêche ont été saisis et détruits.
- Les membres du comité ont aussi procédé à la sensibilisation de la population pour libérer les 20m des bords des lacs pour leur protection et la plantation des arbres.
- Ils ont aussi effectué des visites d'échanges d'expériences au Rwanda pour renforcer leurs capacités sur la gestion durable des lacs du côté Kirundo.
- Des descentes sur terrain ont été organisées par les membres pour assurer le suivi-évaluation des activités de protection des lacs et du retrait des engins de pêche prohibés.
- Les membres du point focal pêche ont participé très activement à la supervision et au suivi de l'activité de la distribution des filets réglementaires fournis en appui aux associations des pêcheurs qui avaient contribué à l'achat de ces filets à hauteur de 50% du coût total, le PADAP ayant contribué à 50%.
- Le point focal aide dans l'acquisition du matériel de protection des pêcheurs comme les gilets de sauvetage.
- Le point focal est en train d'aider dans l'élaboration d'un plan d'action de la pêche dans les lacs de la province de Kirundo

V. Les problèmes rencontrés

Les problèmes qui ont été rencontrés sont liés à la surveillance totale des activités de pêche sur tous les lacs. Certains pêcheurs mal intentionnés profitent de l'étendue des eaux et du manque du matériel adéquat pour la surveillance sur les lacs pour utiliser clandestinement du matériel de pêche prohibé.

Il a été constaté aussi la défaillance des administratifs à la base qui sont complices dans

l'utilisation du matériel de pêche prohibé.

Des conflits allant à des règlements de compte ont été observés entre les pêcheurs causés par des vols mutuels des captures des poissons et du matériel de pêche.

Avec la vigilance des membres du point de pêche, une véritable industrie de fabrication du matériel de pêche prohibé vient d'être démantelée.

VI. Leçons tirées

1. La gestion durable des lacs nécessite obligatoirement l'implication totale de la population, de l'administration et des forces de l'ordre.
2. La production halieutique est en train de s'améliorer dès la prise des mesures pour la conservation et la gestion durable des lacs,
3. les besoins en matériel pour la gestion, la surveillance effective des activités de pêche sur les lacs restent énormes.
4. L'activité du point focal pêche nécessite d'être renforcée et soutenue pour arriver à une gestion durable effective des lacs dans la province de Kirundo.
5. La filière pêche dans la province de Kirundo nécessite de l'amont en aval une restructuration et un plan d'action mais aussi une coordination de toutes les interventions sur cette dernière.

C. CAPITALISATION D'EXPÉRIENCE DE CONVENTIONS ENTRE LA DPAE ET LE PADAP À KIRUNDO

CONTEXTE

Le DTF du PADAP-Kirundo défini comme un des volets : « Le renforcement de rôles régaliens de la DPAE Kirundo ». Ce renforcement concerne l'acquisition de matériel et d'équipement, la réhabilitation des édifices, des formations diverses, et de fourniture des inputs nécessaires pour assurer un bon fonctionnement des services de la DPAE. Aussi, il a été convenu d'introduire un système de primes pour améliorer la motivation des agents de la DPAE, vu leur salaire bas en comparaison avec les autres ministères.

Dans ce cadre plusieurs conventions, accords et contrats ont été établis entre la DPAE et le PADAP de Kirundo. Une liste exhaustive se trouve en annexe.

Le PADAP- Kirundo peut être considéré comme un projet agricole pilote en la matière, aucun autre projet agricole ayant collaboré de cette manière étroite avec une DPAE.

OBJECTIF

L'objectif est le renforcement des capacités de la DPAE pour effectuer ses rôles régaliens.

DÉROULEMENT

a) PRIMES

La SMCL, dans sa réunion de 23 janvier 2009, a invité l'UGP à mettre en place un système équilibré de primes qui toutefois ne seraient pas attribuées automatiquement mais basées sur la performance, en prenant en compte les critères de performance qui apparemment existaient déjà au niveau de la DPAE. Ainsi, il fallait également prendre en compte les primes payées par d'autres intervenants.

Dans sa réunion de 13 août 2009, la SMCL a débattu longtemps sur la question de primes. Finalement, elle avait décidé que la Direction de la DPAE soumette une proposition équilibrée et cohérente à la Direction du projet qui pourra l'étudier et approfondir sa faisabilité.

Après des longs échanges entre le projet et la DPAE, il a été convenu de baser l'attribution de primes sur le système d'évaluation annuelle qui existe au sein de l'administration Burundaise.

Fin 2009, une évaluation a été faite et l'attribution de primes pendant l'année 2010 s'est basée sur cette évaluation, malgré quelques défauts constatés.

À la fin de 2010, malheureusement la DPAE n'avait pas effectué l'évaluation du personnel. Au même temps, au sein de la CTB en coordination avec le MINAGRIE, la question a été levée de mettre en place un système qui englobe tout le ministère et qui sera basé sur de contrats de performance. À cette fin, un consultant a été recruté au courant l'année 2011, dans le cadre du PAIOSA qui venait de démarrer. En vue de la mise en place d'un nouveau système pour toutes les interventions agricoles de la CTB en collaboration avec le MINAGRIE, le projet n'a pas trouvé opportun de revoir le système en place.

Le quatrième trimestre 2011, le rapport final du consultant mentionné ci-dessus, a été disponible, après lequel des négociations entre la CTB et MINAGRIE sur les modalités exactes de mise en œuvre du nouveau système ont été tenues. Parallèlement, le PADAP-Kirundo a été demandé d'élaborer de nouveaux accords avec la DPAE pour tester les nouvelles modalités.

Brève présentation du nouveau système de primes
CTB/MINAGRIE

Le système de primes connaît au début deux composantes :

- Primes structurelles, basées sur l'évaluation de mise en œuvre du cahier de charge de la fonction par l'agent ;
- Primes de performance, attribuées sur base de mise en œuvre de contrats de chantier entre une structure CTB et une structure MINAGRIE.

Un premier accord a été élaboré en novembre avec l'appui de l'équipe PAIOSA et du bureau du SP du MINAGRIE. Ceci définit les critères d'attribution de primes structurelles au Directeur DPAE et ses Chefs de Service. Intégré dans cet accord est le soutien en carburant et entretien de deux voitures et 18 motos mises à disposition de la DPAE et l'appui en fournitures de bureau.

b) FOURNITURES

Les autres conventions entre le PADAP et la DPAE Kirundo concernaient la mise à disposition de matériel, l'exécution d'activités par la DPAE et d'autres collaborations entre le PADAP et la DPAE.

Ces conventions ont été transformées en contrats de chantiers après les conclusions de la mission évoquée ci-dessus.

Ces contrats de chantier peuvent être repartis en trois groupes :

- appui institutionnel : le Service de Planification et de Suivi est visé au premier plan, mais aussi pour assurer la mise en œuvre des actions de recherche-action-développement ;
- l'appui à la DPAE pour réaliser certaines activités comme la protection de bassins versants ;
- motivation des agents de la DPAE à participer aux activités diverses du PADAP, comme la mise en œuvre du fonds de micro-projets.

APPRÉCIATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS

a) PRIMES

Après deux trimestres de la mise en œuvre de la première convention sur les primes, les agents de la DPAE ont considéré l'attribution de prime comme un ajout salarial acquis et plus comme un moyen de motivation.

Cette situation était encore aggravée par le fait qu'à la fin de l'année 2010, la DPAE a rompu avec l'habitude d'évaluer le personnel et commençait à donner des évaluations trimestrielles sur base d'une seule tâche. Ceci était plutôt en conformité avec l'esprit de « Résultats rapides » et « Engagements » du Ministère, dit la DPAE.

À partir du quatrième trimestre la convention sur les primes structurelles a démarré ; à la date d'aujourd'hui, on ne peut pas encore évaluer ce système. Néanmoins, l'attribution de carburant et de fourniture de bureau, continue de même façon que antérieurement. Cette mise en œuvre a connu beaucoup de contraintes, mais a été améliorée au cours de deux ans, mais il reste encore à gagner.

En ce qui concerne la gestion de carburant, les demandes sont parvenues tardivement, sans toutes les pièces (justificatives) nécessaires etc. On avait introduit des modifications plusieurs fois pour arriver au système que la justification se fait pour le mois n-1 au moment de la demande pour le mois n+1. Ceci fonctionne raisonnablement, mais on observe toujours les demandes tardives, surtout pour les motos.

Concernant l'entretien du parc mobile, la DPAAE signale souvent à temps le besoin des deux voitures en maintenance ou réparation. Le problème se situe surtout au niveau de motos, pour lesquelles la DPAAE trouve difficile de les gérer, avec comme conséquence que les motos sont souvent utilisées dans des états déplorables. Le système proposé par le PADAP que les utilisateurs de motos signalent mensuellement, lors de leur passage pour obtenir le carburant, les besoins de l'entretien ou de réparation ne fonctionne que partiellement, manque de rigueur de la part de la DPAAE.

b) FOURNITURES

Pour les fournitures de bureau, il est ressorti clairement que la gestion de stock connaît de lacunes : la demande n'est faite que tardivement, la mise à jour de fiches de stock n'est faite qu'à l'heure de demande, etc.

LEÇONS TIRÉS ET RECOMMANDATIONS

1. Le MINAGRIE devrait doter aux DPAAE de frais de fonctionnement, même si ce serait sous forme de co-financement aux projets dans la province d'affectation. Ce devrait être sous le contrôle du Ministère. Faute de quoi, un fonds souple, également sous contrôle du ministère pourrait être considéré pour des petites dépenses de fonctionnement, pour une meilleure responsabilisation par la DPAAE ;
2. La DPAAE nécessite de formation en différentes matières concernant l'aspect gestion (stock, finances, classement, ...) ;
3. La DPAAE devrait assurer une meilleure gestion de ressources humaines et d'équipement mis à sa disposition ;
4. La DPAAE devra mettre en œuvre les contrats comme convenus ;
5. La DPAAE devrait être mise dans la position de coordonner de manière optimale les interventions dans sa province et maîtriser tous les flux de financement (p.ex. de primes accorder aux agents sans que la DPAAE soit informée) ;
6. La DPAAE doit être soutenue en matière d'ownership en ce qui concerne non pas seulement les interventions techniques mais aussi la gestion d'appui institutionnel ;
7. La DPAAE doit œuvrer pour une meilleure organisation interne (lignes hiérarchiques claires, discipline, cahier de charges, etc.) ;
8. Une révision à la hausse de salaires du personnel du MINAGRIE pourrait améliorer leur motivation ;
9. Les objectifs seront un meilleur fonctionnement de la DPAAE et une plus grande responsabilisation de sa part, dans le cadre du Ministère.

ANNEXE : Liste des conventions DPAE-PADAP Kirundo

2009

Convention_carburant parc roulant en août 09_DPAE[1]
 DEC09_PADAP_DPAE_Convention_Mise_à_Dispo_Motos
 DEC09_PADAP_DPAE_Convention_Mise_à_Dispo_Véhicules
 Convention_fournitures_DPAE-mars2009
 Convention_groupe-elec-mars 2009

2010

Nouvelle Convention_fournitures_DPAE-mars2010
 Nouvelle Convention_groupe-elec-mars 2010
 Nouvelle Convention_Motos-mars 2010
 Nouvelle Convention_primes_DPAE-mars2010
 Nouvelle Convention_Véhicules-mars 2010
 Convention_protection litoral_DPAE
 Contrat intrants - PADAP-DPAE 2010/2011

2011

ACCORD PADAP-DPAE suivi UCODE
 Accord DPAE la mise en œuvre projet de lutte contre l'érosion de bassins versants -20-6-2011
 Contrat intrants - PADAP-DPAE-2011-2012

2012

PADAP-K - 151-CONTRAT DE CHANTIER DPAE SUIVI MICRO-PROJETS NOVEMBRE 2011-fin
 PADAP-K - 152-CONTRAT DE CHANTIER DPAE DIFFUSION INTRANTS BI NOVEMBRE 2011-fin
 PADAP-K - 154- CONTRAT DE CHANTIER DPAE ISABU décembre 2011
 PADAP-K-155- Contrat de chantier DPAE protection bassins versants 2011 dec
 PADAP-K - 156-CONTRAT DE CHANTIER DPAE S&E janvier 2012
 PADAP-K -160-2012 - CONTRAT DE CHANTIER DPAE-centre lait 2012
 PADAP-K-161- Contrat de chantier DPAE accompagnement micro projet Restauration Sols
 PADAP Kirundo CONTRAT DE PERFORMANCE ESSAI PILOTE 143

D. CAPITALISATION : FONDS MICROPROJETS

CONTEXTE D'INTERVENTION

Le Fonds « Microprojets » est le résultat d'un processus lié à la composante 'Appui aux initiatives des acteurs du monde rural' du PADAP Kirundo. A la formulation du PADAP Kirundo, l'accent avait été placé sur la mise en place d'un Centre d'Appui aux Initiatives afin que celui-ci réponde et appuie les initiatives des acteurs ruraux de la Province de Kirundo. Plusieurs étapes et processus d'évaluation ont été mises en place avant d'arriver à ce fonds microprojets.

L'objectif principal: Augmenter la valorisation, commercialisation des produits agricoles de la province

Les résultats :

- Augmenter les initiatives de types économiques pour augmenter la valorisation et la commercialisation des produits agricoles de la province
- Augmenter la participation des producteurs dans l'analyse, l'élaboration et la mise en œuvre des micro projets
- Augmenter la participation et la convergence des autres organisations de développement dans un processus pour appuyer les initiatives de la province

Etapes clefs:

Novembre 2010: Identification des Organisations de Producteurs fonctionnelles de la province parmi les 2000 enregistrées et Réunions communales pour expliquer les intentions du Centre d'Appui aux Initiatives

Les Agents du PADAP ont procédé à une sélection des OP sur base de critères tels que la bonne gouvernance (statuts respectés), les secteurs d'interventions, les fonds propres, les crédits, les qualités de remboursement, le critère genre respecté dans la constitution des OP. En tout et avec l'appui des autres intervenants, 44 OP ont été sélectionnées pour la première phase du CAI. Les Opérateurs individuels ont aussi été sélectionnés afin qu'ils puissent servir de levier dans les différentes initiatives des projets, les acteurs en aval des filières étaient prévus pour une phase ultérieure.

Le CAI se voulait alors comme un cadre de concertation où le comité de gestion du CAI servait d'intermédiaire pour les OP afin qu'ils puissent suggérer et mettre en œuvre des activités pour augmenter l'accès au financement, aux services agricoles des producteurs, faciliter l'accès au marché, et toutes autres sortes d'activités agissant sur les besoins des OP dans la province afin de mettre des actions de formation, de cofinancement en place, d'actions pilotes. Le CAI voulait à terme s'ériger comme lieu pour les producteurs par les producteurs.

Décembre 2010: Election d'un comité de gestion par les 44 OP et 12 opérateurs individuels, représentant les OP et les différentes faitières, communes de la Province

Janvier-Mars 2011: Réunions de planification avec le comité de gestion CAI et réunions d'information

Mars 2011: Mid Term Evaluation (MTR) PADAP et Arrêt temporaire du CAI dans sa forme actuelle

Au terme de cette première phase du CAI, la MTR du PADAP a estimé que la mise en place d'un centre d'appui aux initiatives porté par les OP n'était pas pertinente. D'après l'évaluation, les OP se positionneraient à ce moment là plutôt comme utilisatrices et bénéficiaires de services, plutôt que des OP capables de porter le processus du CAI. La recommandation était de mettre un terme à cette mise en place. A la place, un mécanisme d'accès à un fonds microprojet en faveur aux opérateurs de projets dans le secteur agricole (sans pré sélection comme auparavant) a été recommandé.

Mars- Juillet 2011: Réunions brainstorm avec les intervenants de la province (agence de développement, ONG, administrations..)

Juillet 2011: Elaboration participative avec les autres intervenants et mise en place du fonds microprojets (MP)

Aout 2011: Présentation du fonds micro projets dans les communes — Election des représentants des OP pour les comités communaux:

Election de 2 représentants des OPs, nomination du président (Conseiller technique de l'Administrateur communal) et des représentants des ONG de développement œuvrant dans la commune (WHH, Concern, CRS..) Présentation du guide (co financement, etc..)

Septembre 2011:	Formation des OP au canevas microprojet par l'accompagnateur de proximité des OP
Octobre 2011:	Premières réunions communales et provinciales -> Réunions communales
Décembre 2011:	Deuxièmes réunions communales et provinciales (1er lot projets)
Janvier 2012:	Troisièmes réunions communales et provinciales (2ème lot) + Visite et approbation des projets du 1er lot
Février — Mars 2012:	Quatrième réunions communales et provinciales (3ème lot) + Visite et suivi des 1-2ème lot et approbation 3ème lot
Avril 2012:	Visite de suivi des projets du 1er- 2ème et 3ème lot Approbation du 4ème lot de micro projets

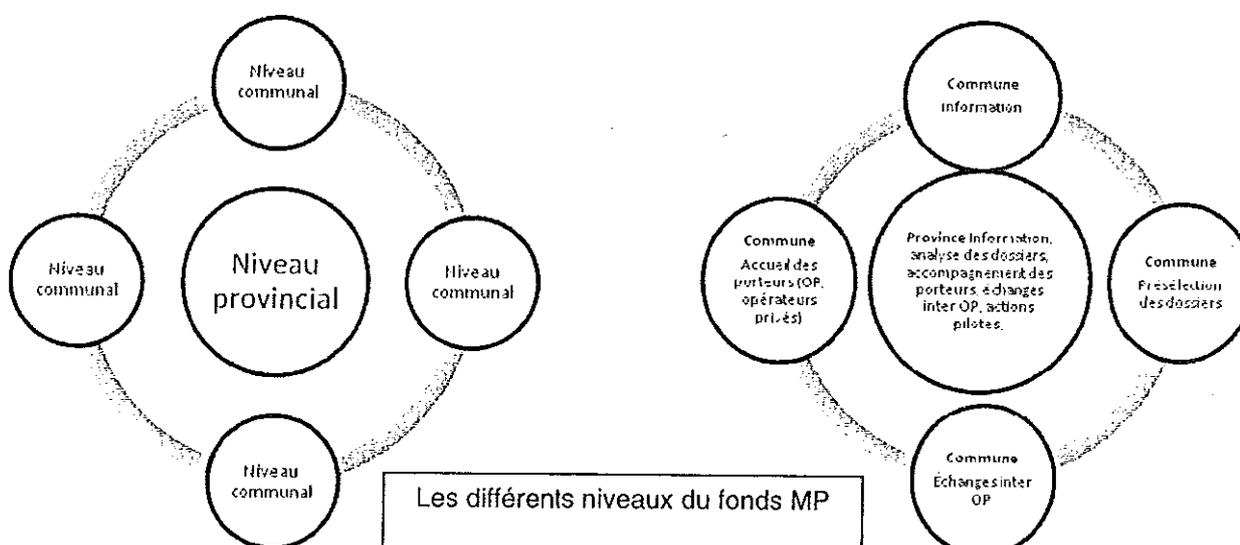
PROCESSUS Fonds Microprojet

Au vu des leçons tirées par la première étape de fonctionnement du CAI, le nouveau modèle du CAI prend en compte la faiblesse organisationnelle des associations de producteurs et accentue l'appui aux initiatives par la mise en œuvre du 'Fonds Microprojets'. Les aspects formation, informations agricoles sont pris en compte à travers la mise en place des microprojets. Le renforcement des OP est alors mis en œuvre dans un chantier à part 'accompagnement de proximité des OP'.

Fonctions	Modalités d'intervention
Informations sur fonctionnement de MP	Permanence hebdomadaire dans les communes Atelier de restitution, diffusion d'informations par les média
Appui à la mise en œuvre des projets portés par les OP et opérateurs privés	Présélection au niveau communal, sélection finale au niveau provincial puis mobilisation d'un fonds d'appui aux projets
Facilitation de l'accès à la formation	Dans le cadre des soutiens aux projets appuyés par le CAI
Facilitation de la mise en relation	Dans le cadre des soutiens aux projets appuyés par le CAI
Facilitation pour le renforcement des OP et de leur articulation au niveau communal et provincial.	A travers l'appui d'un opérateur de proximité

Les microprojets sont analysés en plusieurs étapes:

1. Dépôt hebdomadaire lors des permanences communales assurées par les agents de suivi PADAP
2. Troisième semaine du mois: Réunions Communales —> Analyse de l'éligibilité
3. Quatrième semaine du mois: Analyse par le Comité d'analyse (PADAP-DPAE)
4. Première semaine du mois suivant: Analyse par le Comité Provincial de Sélection et d'Octroi



Critères d'Éligibilité

Acteurs:

- Organisations de producteurs
- Opérateurs économiques du secteur agricole (aval, amont, ...) ayant cela comme profession principale

Actions

- Amélioration d'un projet en cours
- Activités à rentabilité différée et/ou présentant des risques importants
- Des actions qui ne peuvent pas être financées par les institutions de micro finance habituellement

Types activités

- Formation (dans le cadre d'un micro projet)
- Appui à l'amélioration d'une technologie, outils de gestion
- Mise en place technologie
- Equipements production, transformation, commercialisation, stockage

Filières

- Pêche:** Transformation, commercialisation
- Pisciculture:** Production, commercialisation, transformation
- Production céréalières et légumineuses:** Transformations, stockage, boutiques intrants (FR)
- Santé et production animale:** intrants vétérinaires, aliments concentrés, compléments minéraux et vitamines
- Apiculture:** Production, transformation, Commercialisation
- Lait:** Collecte, Transformation, commercialisation
- Bananes:** Transformation, commercialisation
- Restauration du Sol:** Amélioration fertilité
- Valorisation matière organique:** Fosse, fumières compostière, biogas

!!! Aucune filière agricole ne sera refusée mais les activités de production ne seront pas supportées

!!! Les fonds de roulement, les travaux d'infrastructures, la main d'œuvre, les ressources humaines ne sont pas éligibles

Modalités de financement

Pour les OPs

Types d'actions	Montant maximum en FBU	Contribution bénéficiaires	Contribution CAI
Formation	5 000 000	5 %	95 %
Appui conseils	5 000 000	5%	95 %
Intrants	5 000 000	40%	60%
Équipements	10 000 000	25%	75%
Plants forestiers	5.000.000	20%	80%

Pour les opérateurs individuels

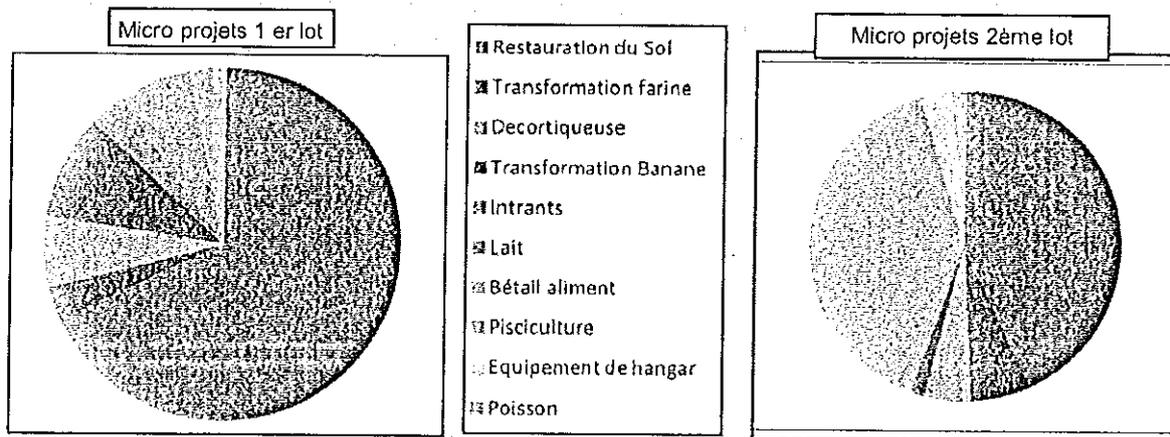
Types d'actions	Montant maximum en FBU	Contribution bénéficiaires	Contribution CAI
Formation	2 500 000	5 %	95 %
Appui conseils	2 500 000	5%	95 %
Intrants	5 000 000	50%	50%
Équipements	10 000 000	25%	75%
Plants forestiers	5.000.000	20%	80%

RESULTATS ATTEINTS

1. Augmenter les initiatives de types économiques pour augmenter la valorisation et la commercialisation des produits agricoles de la province

Lot	Dépôt commune	Eligibles communes	Compl info Province	Acceptés Province	Financés
1er lot (oct-nov)	311	105	25	29	31 financés (3 annulés)
2ème lot (jan)	93	68	11	58	64
3ème lot	38	40	22	1	NA

Les communes qui déposent le plus de micro projets sont Bugabira et Busoni avec respectivement en moyenne de 26% et 20% des dépôts. La commune de Vumbi et Gitobe sont celles qui pour le moment déposent le moins de dossiers avec respectivement 7,5 et 7% de dépôt).



Dans un premier lieu les projets de type restauration du sol faisaient la majorité des microprojets étant donné le fait que ces microprojets étaient les plus faciles à élaborer. Les difficultés à élaborer un compte d'exploitation étaient une des contraintes entrevues par la majorité des porteurs de projets diminuant le nombre des porteurs de projet de type « économique » (transformation...). A ces effets, des formations en élaboration de microprojets, compte d'exploitation etc...ont été données par l'accompagnateur de proximité ainsi que par des consultants de filières. En tout trois « étapes » de formations ont été données pour les microprojets:

- **Septembre:** 53 OP pré sélectionnées comme faisant partie de l'ancien CAI ont été formées par l'accompagnateur de proximité
- **Décembre:** Les pisciculteurs ont été formés par un consultant dans le cadre d'un accompagnement de proximité/formation pour la réhabilitation des étangs. Les microprojets portaient alors sur l'équipement de réhabilitation, l'ensemencement et les aliments. La mise en œuvre de ceux-ci continue sous la supervision du consultant pendant 2 mois.
- **Février:** Les pêcheurs et les apiculteurs ont eux été formés fin du mois de février afin d'augmenter les microprojets de ces filières qui n'étaient que peu représentées.

Les projets de transformation (farine, bananes, riz décortiqueuse) sont aussi très populaires auprès des associations formant 10% des projets. Cependant, les ressources impliquées dans la bonne mise en œuvre de ceux-ci (ex: achat de maïs ou riz paddy) ne sont que rarement prises en compte par les bénéficiaires qui ont tendance à surestimer les gains et à sous-estimer le financement.

Résultats atteints par les microprojets déjà financés (Dec 2011)

Restauration du Sol: Les premiers lots ont été fortement touchés par la sécheresse. Seuls les éclats de souches ont bien résisté (Reste des résultats non disponibles déjà, activité tardive mais cela est illustré en photo dans la version papier)

RESULTATS ATTEINTS (suite)

2. Augmenter la participation des producteurs dans l'analyse, l'élaboration et la mise en œuvre des microprojets

De manière effective, les OP sont représentées au sein des comités communaux et permettent de bien mettre en avant les tentatives de fraude ou de multiplication des bénéficiaires lors des séances d'analyses de l'éligibilité. Bien que le processus ne soit pas encore approprié et qu'il soit encore porté par les agents de suivi du PADAP et le PADAP lui-même, les OP sont représentées et grâce aux formations de l'accompagnateur de proximité, ils augmentent l'élaboration des microprojets. Un souci de pertinence des projets avec le niveau d'organisation de l'OP est toutefois quelque chose qui n'est pas encore fortement intégré. Le souci de 'faire un projet pour faire un projet' peut parfois persister. Dans de tels cas, ce résultat est atteint à 70% de manière générale.

3. Augmenter la participation et la convergence des autres organisations de développement dans un processus pour appuyer les initiatives de la province

Les autres ONG nationales/ internationales telles que PRODEMA Concern et AAA sont fortement appelés à participer lors des réunions communales mais aussi des réunions provinciales. Ces réunions servent non seulement à les informer des différents projets reçus, mais aussi fait appel à leurs propos critiques pour suggérer certains lieux d'activités non propice dû à une potentielle multiplication des interventions entre intervenants.

Bien que ce processus de convergence soit amorcé, le processus reste souvent au stade d'information sans que celle-ci ne soit utilisée à des stratégies de complémentarité entre intervenants. Leur présence n'est pas toujours régulière du fait de leurs autres activités de terrain ce qui limite une véritable appropriation collective.

4. Augmenter la participation et la convergence de la DPAA des communes et de la province dans un processus d'appui aux initiatives de la province

Les réunions provinciales et communales appellent l'administration à avoir un rôle clef dans ce processus. Ceux-ci s'approprient beaucoup plus le processus que les autres intervenants étant donné les projets dans leurs différentes communes et vont encore plus faire attention à l'analyse afin d'éviter les duplications d'actions.

Constats

Point de vue des projets des différents lots

- 1er lot : Une majorité des dépôts (42%) étaient liés aux activités de production finançables par les IMF → les MP 'production' ne sont même plus acceptés aux dépôts des permanences communales.
- 1er lot: Absence des statuts dans le cas de nombreuses OP et Problèmes de canevas → les MP sans statuts/compte exploitations ne sont plus acceptés aux dépôts des permanences communales: Les comptes d'exploitation restent une contrainte majeure dans la qualité des microprojets déposés → des réunions communales avec les comités communaux et le comité provincial vont avoir lieu afin d'expliquer les cas de rejets et les erreurs à améliorer
- De nombreux projets nouveaux ont été présentés → des visites des projets sont préalablement faites afin de déterminer l'expérience de l'OP et de l'activité
- Les budgets sont surévalués et les bases de détermination des unités de produits (matériels, intrants etc) ne sont pas expliquées: on arrive difficilement à établir le lien entre la partie narrative du projet et le budget → des visites des projets sont préalablement faites avant l'analyse pour déterminer les flux financiers, ressources et productifs du porteur afin d'affiner les demandes en fonction

→ Les porteurs de projet ne semblaient pas avoir encore compris le type de projet finançables et ceux sur la production étaient les plus faciles à faire

2ème lot: Nombreux cas de restauration du Sol à une période de sécheresse: Etant donné la relative facilité à confectionner un tel projet, nombreux sont ceux qui ont essayé de démontrer des grandes parcelles → les parcelles étaient vérifiées 'manuellement' et avec GPS. Un calcul de base (4660 éclats de souches/ha, 1200 Calliandra Leucaena/ha, 200 Grevillea/Cedrella/ha) a été formulées. Le PADAP ne finance dès lors que les plants en fonction de la superficie. Le financement de pépinières n'était pas opportun pour le moment vu la

saison. De plus, un accompagnement professionnel par les forestiers de la DPAA est mis en place afin d'avoir des courbes de niveaux et normes respectées pour augmenter la réussite du projet

Point de vue des projets des différents lots (suite)

- 2ème lot: Les projets de pisciculture ont fait l'objet d'une attention spéciale étant donné qu'ils ont reçu l'accompagnement par le consultant OP par OP. D'une manière générale, l'homogénéisation des appuis, c'est-à-dire la fixation de 'quota' d'équipements par projet (par exemple 1 filet par étang) facilite l'analyse et l'octroi du microprojet
- 3ème lot: 90% concernent la transformation en mouture sans toutefois que les porteurs de projets ne semblent maîtriser les besoins en capital demandé pour telle activité. Par exemple, la nécessité d'acheter la matière première pour faire fonctionner le moulin n'est pas inclus dans leur compte d'exploitation vu qu'ils comptent sur les apports volontaires de la population. De plus, les quantités attendues à transformer par jour semble élevée (600kg/jour,...)

On observe que ce qui a été financé d'un lot à l'autre revient en masse pour le lot suivant: ceci explique un certain mimétisme de moindre effort afin d'être financé

Point de vue des demandeurs de microprojets

- Certains cas de plagiat ont été relevés → les projets ont été rejetés
- Des projets étaient présentés par des porteurs non éligibles : salariés, ONG etc → Bonne participation des OP aux réunions communales pour investiguer les porteurs de projets

Point de vue de la mise en œuvre des microprojets

Livraison et approbation

- Tout microprojet doit faire part d'une visite préalable afin d'éviter que deux 'types' de moulins ne se chevauchent de trop près → une carte GIS avec une sélection de dispersion des projets est entrain d'être élaborée
- Certaines livraisons se font à compte goutte et les porteurs de projet ne peuvent pas commencer leurs activités avant un mois
- Certains micro projets (3/34) pour la première phase ont essayé de tricher dans la livraison de matériel de seconde main et de faux bons de livraison. → Les projets ont été annulés et les bénéficiaires ont été prévenus qu'ils sont sur une 'black liste'. Les livraisons doivent être approuvées par les agents de suivi ou agents du PADAP au lieu même de l'activité en une fois. Une clause dans le contrat liant les bénéficiaires au PADAP doit être fait stipulant que tout matériel acquis doit être utilisé dans le cadre de l'activité de microprojet strictement, ne peut être vendu. Une brèche à cette clause sera accompagnée d'une obligation de remboursement à 50% de la part du bénéficiaire.

Mise en œuvre des microprojets

- La plupart des porteurs de microprojets (75%) ont des difficultés de bonne gestion afin d'améliorer la rentabilité et comptabilité de leur projet: → Un agent de Suivi PADAP de type économiste passe deux fois par mois afin d'expliquer et de suivre l'application des carnets d'entrées, de sortie, de stock et des comptabilités mensuelles afin de les accompagner et conseiller pour augmenter leur rentabilité en attendant qu'un bureau de type 'business development service' soit mis en place pour tout les microprojets économiques
- Les porteurs ne maîtrisent pas toujours l'activité technique, par exemple il y eu des cas de mauvaise installation de décortiqueuse sans être remarqué par l'OP.

LECONS et RECOMMANDATIONS

- **Mettre à jour le guide/contrat:** Le Guide Microprojets et les contrats doivent stipuler un délai de livraison ainsi qu'un délai de paiement afin d'avoir un processus plus continu et ne pas avoir des cas de retards de 2 mois pour livraison non fournie totalement
- **Mettre à jour le guide/contrat:** Etant donné les procédures relativement longues de certains projets (processus de validation et d'analyse, visite, complément d'information, analyse), certaines 'fenêtres d'opportunités » doivent pré-figurés dans les conditions de dépôts pour certains types de microprojets :ex: Restauration du Sol: accepter les projets entre Septembre et Octobre et en Janvier pour éviter une plantation dans les périodes de sécheresse vu que les producteurs continuent de planter malgré la sécheresse, les projets de décortiqueuses doivent essayer de coïncider avec un commencement pour la saison culturale (donc acceptation des projets en février-mars et en octobre-novembre pour pouvoir avoir un commencement des activités pour juin et Décembre-Janvier)
- **Mettre à jour le guide/contrat:** Un porteur de projet ne peut déposer un nouveau MP endéans les 6-12 mois après avoir été déjà accepté afin de diminuer les OP/privés qui ont bénéficié de l'appui
- **Mettre à jour les procédures/étapes:** Un micro projet rejeté ou en complément d'informations plus de 3 fois et ne faisant pas partie des projets acceptés ne sera plus accepté aux dépôts
- **Mettre à jour les procédures/étapes:** Certains microprojets sont portés par des associations détenteurs d'un crédit non remboursé à terme: une approbation par les IMF doit être une condition à l'acceptation finale des microprojets afin que une acceptation de microprojets soit aussi vue comme une motivation pour le remboursement des crédits
- **Contrat à améliorer pour éviter tricherie:** Une clause dans le contrat liant les bénéficiaires au PADAP doit être fait stipulant que tout matériel acquis doit être utilisé dans le cadre de l'activité de microprojet strictement, ne peut être vendu. Une brèche à cette clause sera accompagnée d'une obligation de remboursement à 50% de la part du bénéficiaire.
- **Faire black liste:** Toutes OP ou individus ou fournisseurs qui n'a pas été corrects au niveau des engagements sera sur une black liste connue et partagée dans les comités provinciaux
- **Référentiel technique:** Tout les projets de type transformation céréalières (maïs, sorgho, riz..) doivent recevoir une formation technique sur l'utilisation et l'installation des machines
- **Accompagnement BDS et formation:** Tout microprojet doit être suivi 2fois par mois par un accompagnateur de proximité. Afin peut être de mieux suivre ceux-ci, un nombre de projets acceptés maximal par lot pourrait être entrevu afin de focaliser sur la qualité de la mise en œuvre des MP plutôt que de disperser les appuis sans réel suivi
- **Administration et autres intervenants:** La DPAAE doit être plus impliquée dans le processus d'analyse petit à petit à chaque étape pour que le processus soit mis en place de manière homogène et pour tout les intervenants dans la région. Une base de données de type GIS sur les différentes activités permettra à la DPAAE de coordonner les différentes interventions et d'améliorer sont rôle régalién. Les autres intervenants doivent informer de leurs autres initiatives mis en place afin d'éviter les multiplications et les formations d'accompagnement et de suivi peuvent être combinés entre les différents intervenants pour des bénéficiaires afin de coordonner les différents appuis techniques en fonction des initiatives reçues. A terme le processus MP devrait être un pool d'efforts communs
- **Explication des rejets et communication vers bénéficiaires:** Le processus doit être un processus d'apprentissage: les rejets devraient être expliqués de manière générale dans des réunions d'explications au niveau communal avec le comité communal et provincial pour miser sur un apprentissage continu

E. CAPITALISATION RENFORCEMENT FILIÈRES LAIT

CONTEXTE D'INTERVENTION

Au Burundi, le lait est une denrée appréciée mais, malgré les habitudes alimentaires, il n'est pas autant consommé que dans d'autres pays africains. La part de l'autoconsommation du lait en 1993 était évaluée à 30-50 % de la production, à comparer à 80% au Sénégal, ou 60-70% en Ethiopie. La consommation moyenne au Burundi est de 7L/hab/an comparé à 36L/hab/an pour l'Afrique de l'Est.

Les habitudes alimentaires sont belles et bien présentes mais la filière lait n'est pas encore fortement organisée. Bien qu'il y ait un nombre considérable de bovins, le Burundi importe beaucoup de son lait. Seul 5% de la production laitière nationale est commercialisée sur les marchés urbains, faute de moyens organisés pour rassembler l'offre d'un point de vue national. Les marchés ruraux sont encore sous développés et l'offre en lait se fait surtout chez des petits vendeurs, eux mêmes producteurs ou bien à travers des collecteurs. Cela ne correspond pas encore à tout le potentiel que cette filière peut offrir. Les activités du PADAP ont donc contribué à renforcer cette filière.

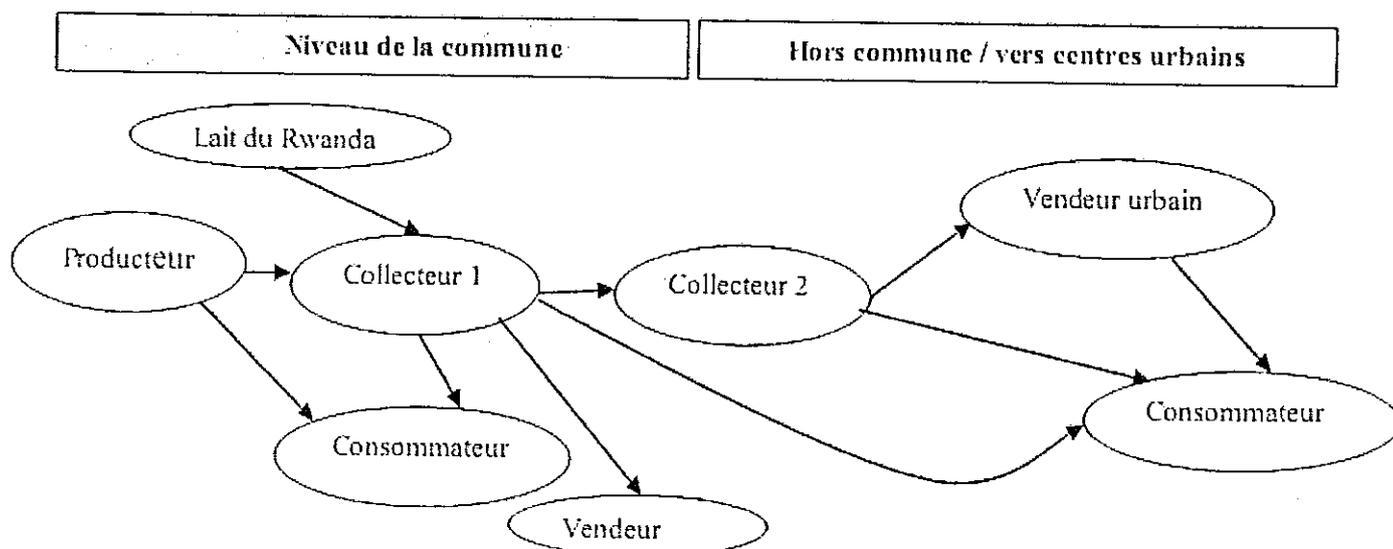
L'objectif principal: Augmenter la production, la conservation et valorisation des produits de la filière lait

Les résultats attendus :

- Le potentiel de la filière lait est diagnostiqué
- La production est améliorée
- Les conditions d'hygiène sont améliorées et les conditions de collecte sont aussi améliorées
- La structuration de la filière est amorcée

Activités

- 1) Novembre 2010: Étude de la filière lait dans le cadre du marché de consultant sur le développement des filières dans la province
- 2) Octobre 2010– Mars 2011 : Formation des producteurs, des collecteurs et des vendeurs sur l'hygiène de lait
- 3) Avril 2011 Enquête sur la production, les flux et la collecte de lait dans la province



		Moyenne par producteur (l/j)					
		Matin		Soir		Total journalier	
Communes	Nbre d'éleveurs	Max	Min	Max	Min	Max	Min
Busoni	20	6,5	4,9	4,5	3,2	11,0	8,1
Bugabira	21	7,4	3,8	6,5	2,8	14,0	6,6
Kirundo	22	6,5	5,1	4,9	3,8	11,4	8,9
Vumbi	20	4,1	3,3	4,1	3,3	8,1	6,6

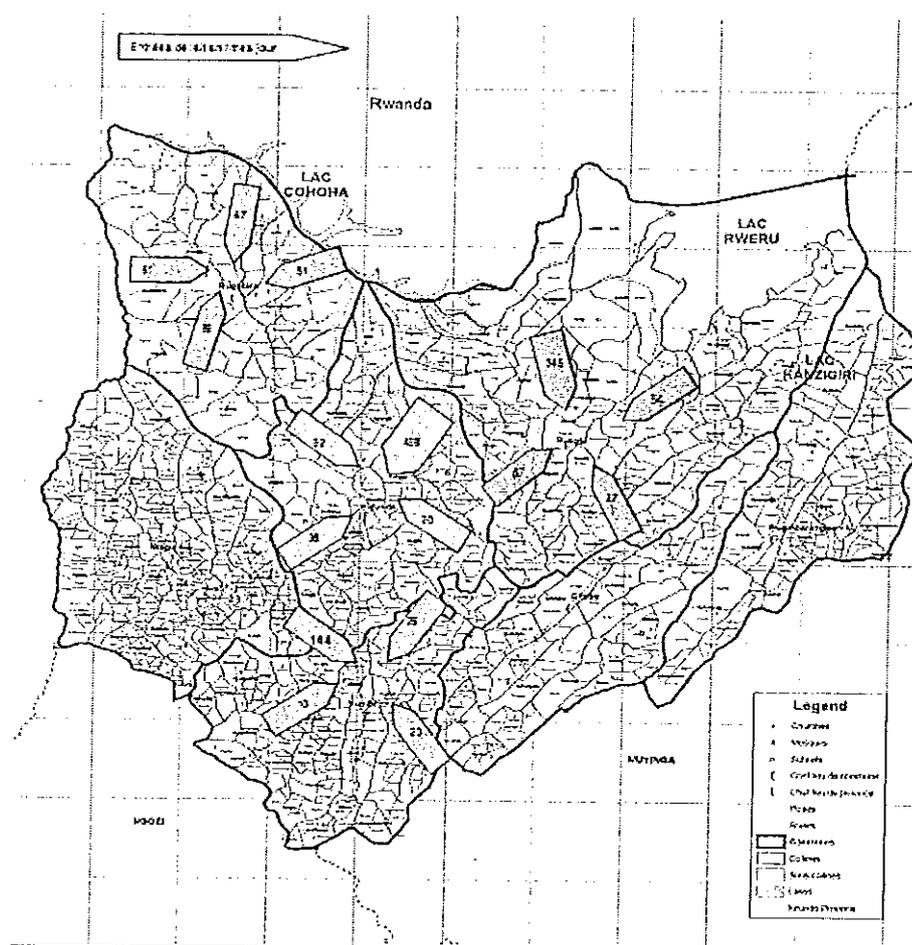


Figure: Circuit commercial de lait frais dans la province de Kirundo

A la suite des enquêtes, quelques porteurs potentiels de centres de centre de collecte ont été identifiés : deux associations à Vumbi, un promoteur individuel à Marembo (Busoni). Ces candidats promoteurs ont ensuite été approchés pour connaître leur projet de centre de collecte de lait. Les échanges ont permis d'identifier les besoins d'accompagnement des futurs porteurs. Enfin, ils permettront d'écarter les « porteurs opportunistes » qui cherchent plutôt à tirer un profit immédiat/court terme. Au vu des A la suite des enquêtes, quelques porteurs potentiels de centres de centre de collecte ont été identifiés : deux associations à Vumbi, un promoteur individuel à Marembo (Busoni). Ces candidats promoteurs ont ensuite été approchés pour connaître leur projet de centre de collecte de lait. Les échanges ont permis d'identifier les besoins d'accompagnement des futurs porteurs. Enfin, ils permettront d'écarter les « porteurs opportunistes » qui cherchent plutôt à tirer un profit immédiat/court terme. Au vu des

différentes enquêtes et entrevues, le porteur de Marembo a été identifié pour l'action pilote du centre collecte de lait. Etant donné qu'il était le collecteur le plus important de la région, et qu'il était à un endroit stratégique de collecte de lait, son site a été validé par les administratifs et le PADAP

- 5) Mai 2011** Préparation de fiches techniques sur l'hygiène de lait
Validation des dessins par les producteurs
- 6) Juin 2011** Journée Mondiale du Lait et Emission radiophonique sur la journée mondiale du lait
Afin de structurer les différents acteurs travaillant dans le lait (éleveurs, collecteurs, vendeurs, DPAAE et intervenants), la première journée mondiale du Lait a été mise en place le 1 Juin 2011. Bien que les débats sur la table ronde n'ait pas catalisé un plan d'Action clair de la part des acteurs, cette journée, avec la foire d'équipement, a permis d'avoir une vue d'ensemble sur les différentes activités ainsi que sur les besoins exprimés par les producteurs et les offres de services présents au Burundi.
- 7) Juin 2011** Co-financement de petits matériels de lait (bidons et thermomètres et lactodensimètres)
Dans le cadre de la JML, les producteurs et collecteurs préalablement inscrits ont pu bénéficier d'un co-financement pour l'achat de petits équipements pouvant répondre à leurs besoins d'amélioration de l'hygiène de lait
- 8) Août 2011** Visite d'échanges de 15 collecteurs et de vendeurs au Rwanda
Les participants ont bien apprécié la visite et de voir les test/exercices pratiques et concrets de gestion d'un centre de collecte. Ils ont pu s'essayer à certains tests (alcool ou lactodensimètre) et ils ont pu mesurer l'importance de ces tests pour la qualité du lait. De plus, les exemples de carnet d'enregistrement, de livret de caisse et les explications concernant les méthodes de paiement ont pu éclairer les futurs gestionnaires du centre de collecte de lait de Kirundo sur la future gestion.
- 9) Novembre 2011** Commencement de la construction du centre de collecte de lait de Marembo, Busoni
10) Novembre 2011 Finition des fiches techniques
Avec le dessinateur de l'ISABU, le PADAP a pu multiplier 700 fiches techniques sur les bonnes et mauvaises pratiques d'hygiène de lait. Les fiches techniques sont distribuées au Centre de Collecte de Lait afin que le gérant puisse les faire parvenir à ses partenaires ainsi qu'à tout ceux qui ont pu recevoir les formations en hygiènes.
- 11) Février 2012** Etude de marché sur les potentialités des produits laitiers (yogurt, mozarella, crème fraîche et fromage à pâte pressée non cuite) en vue d'une éventuelle relance de la fromagerie de Kirundo
- 12) Février 2012** Co financement de petits matériels de lait dans le cadre du Fonds Microprojet
- 13) Mars 2012** Réception provisoire du Centre de Collecte de Lait
- 14) Mars 2012** Contrat DPAAE pour l'accompagnement et le suivi de l'hygiène du Centre de Collecte de Lait
- 15 Avril 2012** Ouverture du centre de collecte de lait (à venir)

Résultats atteints

Résultats attendus	Résultats atteints	Remarques
Le potentiel de la filière lait est diagnostiqué	Atteint: Etude filière et enquête	Une mise à jour de la filière avec les nouvelles interventions devrait être réalisée
La production est améliorée	Non disponible	Le manque d'accessibilité financières de aliments, de compléments alimentaire et de services vétérinaires joue plus que les formations données
Les conditions d'hygiène sont améliorés et les conditions de collectes sont aussi améliorées	Résultats amorcés	Les formations peuvent contribuer à une amélioration et les équipements aussi. Cependant, ceci est un processus qui est aussi lié au faible capital des producteurs pour s'équiper correctement
La structuration de la filière est améliorée	Amorcement mais faible ancrage	Les collecteurs et associations sont plus en concurrence qu'en collaboration. La JML a pu introduire les différents acteurs mais aucune activité ou stratégie n'a été mise en oeuvre

Leçons apprises et recommandations Filières Lait

- Les associations collecteurs ou producteurs sont fortement en concurrence et un esprit de méfiance règnent entre eux. Ceci pourrait être néfaste pour le nouveau Centre de Collecte qui a fortement besoin de leur collaboration. Des réunions de sensibilisations et d'information impliquant la DPAE, l'Administration et le Gouverneur peuvent être des activités à mettre en place pour s'assurer de leur bonne collaboration ainsi qu'une stratégie de marketing du Centre de Collecte afin qu'ils puissent sensibiliser les vendeurs et collecteurs de la région
- Continuation de l'activité ponctuelle de la Journée Mondiale du Lait en mettant l'accent sur la foire aux exposants de fournisseurs de services aux acteurs de la filière ainsi que sur un plan d'action de la filière sous le PAIOSA et pour la province
- Le manque d'accessibilité financières de aliments, de compléments alimentaire et de services vétérinaires joue plus que les formations données au niveau de l'augmentation de la production—> des petits crédits pour l'achat de fourrage et d'aliments spéciaux pourraient être une possibilité

F. CAPITALISATION HANGARS DE STOCKAGE

CONTEXTE D'INTERVENTION

Les hangars de stockage servent à stocker les productions des populations environnantes afin de les conserver dans un endroit approprié avant d'être vendu ou pour stocker pour les semences. Dans un contexte où il y a manque criant de capital pour les producteurs, souvent ceux-ci ne maîtrisent souvent pas les termes de ventes. Avec ce besoin de capital, les producteurs sont souvent forcés de vendre leur récolte sur pieds avant même la récolte (umurwazo) ou après les récoltes à des prix désavantageux. Cette situation est aggravée par les habitudes spéculatives des grands commençants qui sillonnent les collines de la province pour acheter les produits agricoles juste après la récolte afin de l'acheminer dans les autres provinces après une période de stockage.

De toutes ces observations, il en ressort que les agriculteurs sont soumis aux lois du marché avec un poids de négociation relativement faible. La conservation dans des hangars de stockage et la vente groupée peut donner du poids aux agriculteurs isolés. En absence d'aléas climatiques la production serait largement suffisante avec une vente maîtrisée au sein de la province, et en période de pénurie, ces stocks devraient limiter les effets d'une spéculation accentuée et diminuer l'impact de l'insécurité alimentaire.

On dénombre en tout 35 hangars de conservation stockage tenus par les OPs (voir carte ci après). Si on considère que la capacité moyenne d'un hangar est de 50 tonnes, on estime à 1750 tonnes la capacité de tous les hangars de conservation-stockage. Compte tenu de la production, la capacité des hangars construits reste faible : La production totale de produits vivriers inclus au niveau de la province étant de 107 618 T tonnes (haricot, pomme de terre, sorgho, maïs, riz et arachide) (ISTEEBU 2010), on voit que ces hangars peuvent contenir seulement 1,7% de la production.

Dans la province de Kirundo, la présence des hangars n'est pas encore homogène à travers les communes. A cet effet, le PADAP a mis en œuvre quelques activités afin d'encourager le stockage des productions.

L'objectif principal: Augmenter la valorisation des produits agricoles de la province

Les résultats attendus :

- Les hangars ont la capacité d'accueillir les productions des populations environnantes de manière efficace
- Les hangars de conservation et stockage sont correctement utilisés à leurs fins
- La population conserve ses productions dans les hangars de stockage environnants afin d'augmenter leurs ressources et capital au long terme

Activités:

- 1) Avec une convention transitoire de reprise de magasins de stockage, le PADAP s'est engagé à suivre 7 hangars de stockage construits par le PPCDR
- 2) Afin d'augmenter les bonnes pratiques de gestion et de technicités des hangars, le PADAP a fourni l'équipement des hangars, ainsi qu'il a mis en place des formations des gestionnaires de hangars en Avril 2011
- 3) Dans le cadre de la Journée mondiale de l'Alimentation, le PADAP a octroyé des primes de gestion utilisées comme fond de roulement pour les hangars récompensés par leur bonne gestion → Voir section Hangars primés'
- 4) Le PADAP a construit quatre hangars de stockage de riz dans les communes de Bwambarangwe, Ntega, Kirundo
- 5) Action théâtre de sensibilisation sur l'importance de la conservation des denrées dans les hangars
- 6) Afin d'augmenter la dispersion des hangars dans la province, le PADAP est entrain de construire 6 hangars de stockage simple et 5 hangars mixtes.

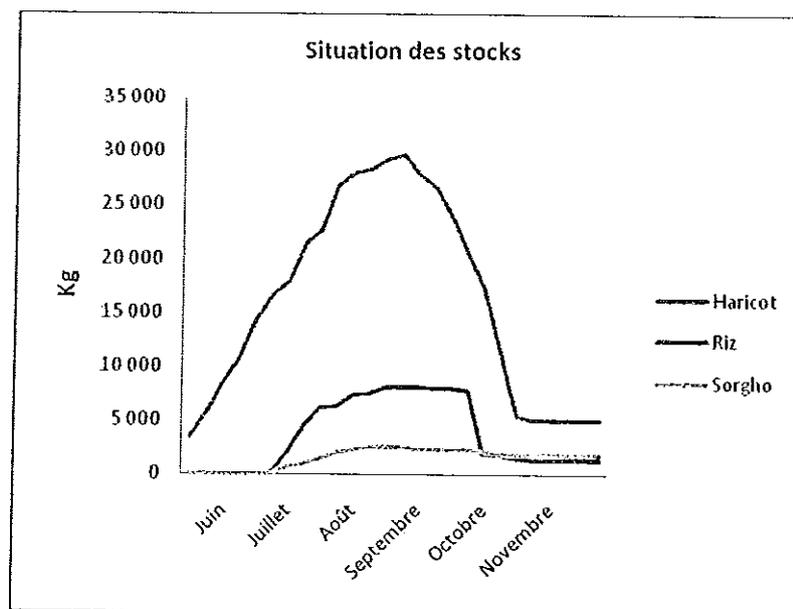
Activités: Suivi des hangars PPCDR et formations sur la gestion des hangars

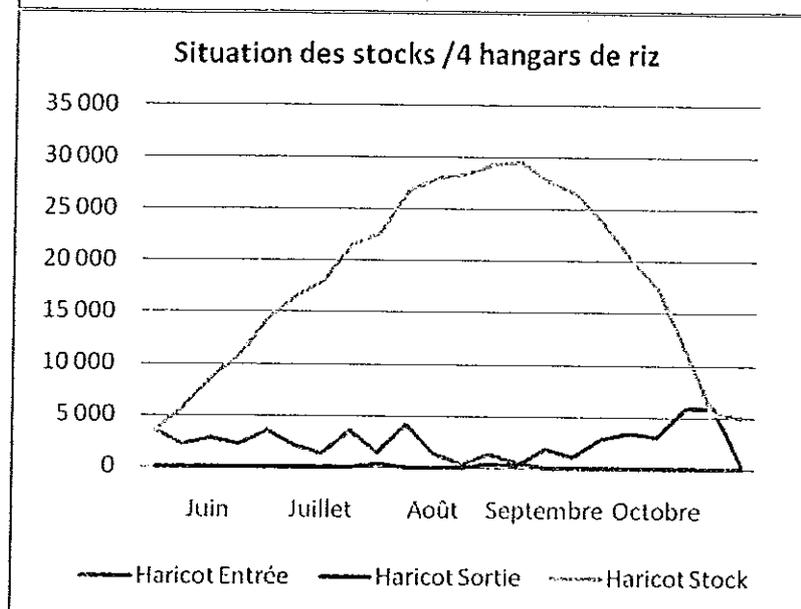
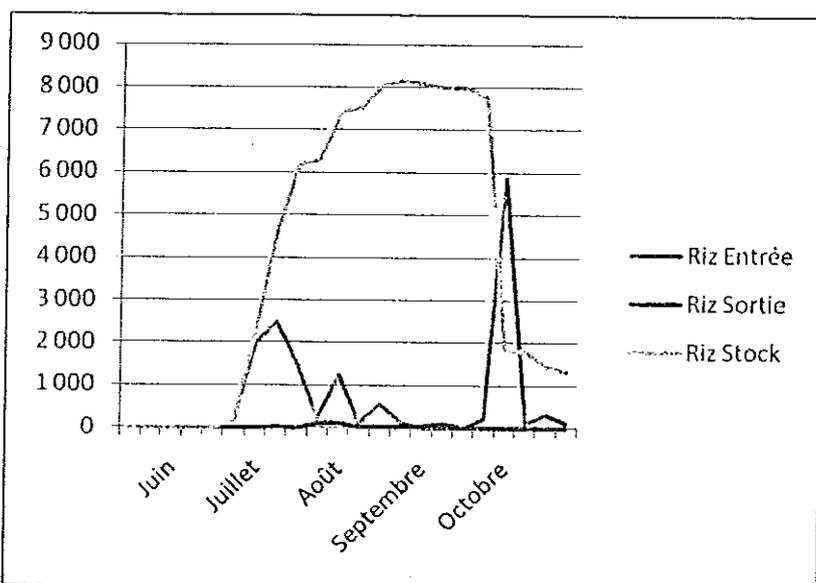
Le PADAP a convenu à organiser des formations en gestion de hangars afin d'améliorer la gestion de ceux-ci. En parallèle avec l'activité des autres hangars de riz, le PADAP a donc organisé en Avril 2011. pour 56 personnes gestionnaires de hangars. Les formations étaient concentrées à Busoni et Kirundo. D'après le consultant de la formation, les participants ont manifesté un intérêt considérable pour cette formation. Cependant certaines observations sont à remarquer après les quelques mois d'activités après ces formations.

Résultats attendus	Résultats atteints	Remarques
Les membres des comités de gestion des hangars utilisent les outils de gestion des hangars de stockage	Résultat faiblement atteints	On observe que certains hangars <u>manque de rigueur dans la tenue des fiches de stock et d'entrées.</u> Difficulté d'avoir la situation semaine par semaine
Les membres des comités de gestion des hangars de stockage sont capables d'analyser les informations fournies par les outils de gestion et de prendre les bonnes décisions de gestion	Résultats atteints	Ils comprennent mais les difficultés sont plus trouvées dans la rigueur et la régularité des mises de la situation
Un spécimen d'outils de gestion adaptés à la situation de chaque hangar (notamment en fonction des types de produits stockés) est remis à chaque comité de gestion.	Résultats atteints	Les fiches de stock, entrées et autres ont été fournies aux hangars et ceux-ci ont bien réceptionnés. Ils demandent toujours des nouvelles fiches mais ceux-ci doivent utiliser leur fond de roulement pour y parvenir

Recommandations pour la formation et le suivi des hangars

- Compte tenu de l'importance de la présente formation et du niveau de compréhension observé des membres des comités de gestion, cette action de renforcement des capacités devrait être étendue à tous les 10 membres afin d'offrir l'opportunité à un maximum de membres de suivre leurs activités au sein des hangars.
- Planifier un accompagnement des membres des comités de gestion des hangars de stockage dès les premiers jours de récolte et de réception des produits pour ne pas perdre les acquis des techniques de remplissage et de tenue des différents outils de gestion;





Hangars Primés

Contexte:

Dans la logique de motiver les gestionnaires de hangars qui ont démontrés des efforts de bonne gestion pour leurs hangars de stockage, le PADAP a donné un fond de roulement de 500 000 FBU à 5 hangars de stockage auxquels les hangars eux même devaient contribuer de part égale au moins. Cette prime de fond de roulement se déroulait dans le cadre de la Journée Mondiale de l'Alimentation en 2010 et était soumis à des critères de : 1) bonne gouvernance de l'OP, 2) Fiches de stock dûment complétées, 3) Cotisation régulières des membres. Chaque OP avait un projet mis en avant pour lequel la prime devait servir.

L'objectif principal: Augmenter la bonne gestion des gestionnaires de hangars afin d'offrir un service de qualité aux populations environnantes

Les objectifs à court terme:

Les hangars de stockage reçoivent un fond de roulement afin qu'ils puissent mettre en œuvre leur projet et utilisent ce fond de roulement à ces fins afin d'augmenter la qualité et la quantité des ressources des gestionnaires de hangars

Résultats Atteints

Commune	Hangar/OP	Projets demandés	Résultats
Bugabira	Rubuga	Commercialisation de 3T haricots, Bénéfices attendus: 585.000 FBU, Cotisation OP 1 331 500 FBU	Cotisation OP: 700.050 FBU Bénéfices reçus: (2ventes): 1 680 170 FBU Commercialisation d'haricot à bonne saison et en continu (2ème achat de stock d'haricot en juin grâce aux bénéfices 1ère vente)
Busoni	Munazi	Commercialisation de 3T haricots, Bénéfices attendus: 198.000 FBU Cotisation OP 144.000 FBU	Cotisation OP: 130 240 FBU Bénéfices de 2 ventes: 727 520 FBU Achat d'haricot et revente à bonne saison. Utilisation des bénéfices et fonds de roulement pour 2ème achat et achat produits phytosanitaires et remboursement crédit saison A.
Bwambarangwe	Kimeza	Commercialisation de haricots	Cotisation OP: 104 500 FBU (pas total): Bénéfices d'une vente: 46 500 FBU Bénéfices de la vente d'haricot remis dans l'activité boutique intrants (transport), achat haricot supplémentaire, location terrain. --> Non réinvestit dans le hangar mais dans d'autres activités OP
Gitobe	Butihinda	Commercialisation d'huile de palme de 400kg, Bénéfices escomptés: 240 000 Fbu	Cotisation OP: NA Bénéfices: -30% L'OP a décidé de faire un projet de commercialisation d'haricot, ils ont enregistrés des pertes dû à une mauvaise spéculation. --> Non utilisation du fond de roulement réinvestit dans le hangar, perte-> perte de 30%
Vumbi	Nyarurambi	Commercialisation d'haricots de 2300kg	Cotisation OP= Ofbu Bénéfices vente haricot: 35 000 FBU + 107 000 FBU (intérêt crédit) = 142 000 Changement de projets: utilisation fonds de 80 000FBU pour faire crédit rotatif entre membres avec intérêt. Utilisation pour location terrain

Leçons apprises Hangars Primés

Utilisation de la prime de fond de roulement

- Les primes de fonds de roulement des hangars de stockage ont pour les 4/5 des cas augmenter leurs revenus et ressources. Malgré l'échec d'une mauvaise spéculation pour le hangar de Gitobe, les autres hangars ont pu augmenter leurs ressources.
- Les utilisations de ces ressources, bien que non directement investis dans les ustensiles et équipements de hangars ont pu servir à offrir des services pour les membres de l'organisation: location de terrain, crédit rotatif, ou plus simplement augmenter leur capital pour continuer l'exercice de spéculation sur la commercialisation des haricots
- Avec parfois une augmentation de 4x supérieur au bénéfice initial de la commercialisation, ce fonds de roulement permet une augmentation significative. Ceci est surtout observable pour l'organisation qui a investit une contribution égale ou supérieure à celle du PADAP.

Amélioration des ressources et de la qualité des services des hangars de stockage

- (1) Comme dit plus haut, l'augmentation des ressources a pu être observé dans 80 % des cas à des degrés divers. Ces améliorations ont pu être ensuite utilisés pour offrir des services diverses aux membres de l'OP directement mais n'a pas été réinvestit pour l'offre de service du hangars.
- 1/5 des OP ont réinvestis cette prime directement dans le hangar (achat de produits sanitaire) pour le hangar. Certains hangars comme celui de Butihinda a connu des complications au niveau de l'intérêt pour les denrées déposés (demandant un intérêt plus élevé en montant fixe plutôt qu'en pourcentage) ainsi qu'un manque de produits antiseptiques ont résulté en une manque de confiance de la population pour ce hangar. L'intervention de l'administration a réussi à redonner la confiance par après
- Les hangars de stockage restent tout de même faible du niveau de remplissage des fiches et des documents de stock

Recommandations

- Au vu des différentes observations sur les primes, une autre prime de fonds de roulement pour des associations pourrait être entrevue pour les nouveaux hangars de stockage dans un plus long terme avec des critères de bonne gestion (fiches d'entrées, de stock, bonne conditions sanitaires des hangars, bonne utilisation des pièces de stockage et des pièces de bureaux, bonne utilisation/situation des équipements,...)
- Les formations pourrait être suivies d'un accompagnement de proximité durant 1 semaine sur place à leurs hangars afin de voir les côté à améliorer en présence des agents de suivis PADAP pour que ceux-ci comprennent bien les différents éléments à appuyer au cours de l'année.

Action théâtre sensibilisation

Contexte

15 personnes agri-éleveurs ont été formées en Août 2010 par ACCOR sur les techniques culturelles, de conservation ainsi que de commercialisation. Ils aimeraient tirer profit de cette formation pour transférer les connaissances apprises aux agriculteurs de la région.

Différents thèmes avaient été mis en avant pour ce théâtre. Au vu de la saison de la récolte, il a été décidé que le théâtre sensibilisation se focalise que sur le thème de hangars de stockage ainsi que sur le crédit warrantage, la commercialisation, vente groupée et conservation.

Les activités se sont déroulés fin juin- début juillet. Une à deux représentations par jour étaient jouées pour les communes

Le public était composé de membres d'OP invitées par la troupe et par d'autres personnes présentes à ce moment là. Le conseiller développement de la commune était invité et PADAP était accompagné de l'agent UCODE afin qu'il fasse la sensibilisation sur le crédit warrantage.

L'agent de suivi a établi une petite enquête auprès d'associations présentes. Celles-ci ont compris le message donné par la troupe de théâtre : avantage des hangars, risque de la dette de l'umugwaso, fonctionnement des hangars, importance du genre, compréhension sur le warrantage, identification du lieu des hangars.

Ils sembleraient plus enclin à apporter leur récoltes dans les hangars.

Difficultés

Difficultés de savoir l'impact réel d'une telle action, vu que micro-trottoir, mais il y a eu du succès en terme de présence et apparemment dans le stockage des denrées mais très peu de fiabilité pour faire le lien cause-effet.

Difficultés avec les déplacements de la troupe en elle-même. Les horaires n'étaient pas pris en compte au sens strict et à une commune, cela a occasionné un désintérêt de la population

Leçons à garder

Une commune par jour ou deux communes à des heures en écart réalistes.

Sonorisation et assurance sonorisation pour la troupe.

Prise en compte du budget pour la publicité / annonce / invitation à prendre en compte par l'association.

Mieux de faire une activité de sensibilisation avec une troupe un peu professionnelle pour avoir réellement un message clair et à la limite demander une participation du public. Il semblerait qu'il aurait fallu aussi plus de membres des OP.

Construction de hangars de stockage

Identification des sites

Bonne dispersion des sites d'ancrage des nouveaux hangars

Toutes les communes sont pourvues de hangars

Identification conjointe administration communale

Au niveau de la gestion des hangars, la prise en charge est assurée par une OP, cependant la propriété finale revient à la commune et à l'UCODE (dans le cadre des terrains cédés par l'UCODE). Les obligations contractuelles des différentes organisations soulignent que l'OP doit utiliser les hangars dans le cadre d'une activité de conservation des denrées et non un autre et ce, pour les 10 années qui suivent. Les OP ont donc une interdiction de vendre les hangars.

Résultats atteints

Les hangars sont en cours de construction et donc une évaluation des résultats est prématurés. Nous pouvons dire que supposant une capacité de 50 T par hangar, ceci peut alors augmenter la province de 500 T de capacité de

stockage.

Le résultat « Les hangars ont la capacité d'accueillir les productions des populations environnantes de manière efficace » est donc partiellement atteint avec une augmentation de 30% de la capacité pour la province. La production de 2010 pour la province est celle des meilleures du pays, ceci démontre des résultats positifs au long terme pour la conservation des denrées.

Le résultat « Les hangars de conservation et stockage sont correctement utilisés à leurs fins » est partiellement atteint. Avec les différentes formations les gestionnaires des hangars reçoivent les éléments pour l'utilisation correcte de ceux-ci avec les instruments (humidimètres, etc..) fournis par le PADAP. Un manque de rigueur au niveau des fiches de gestion ainsi qu'au niveau de l'utilisation des produits nécessaires pour la bonne conservation et des différents emplacements reste tout de même à être mis en place.

Pour ce qui est du dernier résultat « La population conserve ses productions dans les hangars de stockage environnants afin d'augmenter leurs ressources et capital au long terme », les activités de sensibilisation (émission radio, théâtre action) ont pu aider à sensibiliser de manière générale la population et celle-ci a répondu en masse à ces activités. Le lien de cause à effet ne peut cependant pas être déterminé. Il est cependant observable que la population conserve de plus en plus ces denrées.

Hangars de stockage de riz

Construction de 4 hangars de stockage de riz dans les communes de Bwambarangwe, Kirundo et 2 à Ntega (commune disposant de la plus grande superficie de marais. Les hangars de riz ont été équipés.

Résultats atteints

Les résultats ne sont pas encore déterminables étant donné que cette opération a été réalisée il n'y a pas si longtemps. De meilleurs résultats pourront être observables après la récolte de Juin-Juillet 2012 où l'on pourra observer deux saisons conservées.

Recommandations globales

Au vu des différents résultats et de l'expérience globale avec les OP, les administrations et autres intervenants, certaines leçons peuvent être tirées et d'en retenir certaines recommandations:

- La construction des hangars est fortement appréciée par la population ainsi que les administrations. La province de Kirundo aurait été très bien classée au niveau du Burundi au niveau de la sécurité alimentaire en 2011 notamment grâce à la bonne utilisation des hangars de stockage: —> Il serait donc recommandé de poursuivre ces travaux d'infrastructures sous le Programme PAIOSA pour les zones qui ne disposent toujours pas d'accessibilité à ces services
- L'implication des administrateurs dans l'identification des sites assure une pérennité des constructions
- Les formations suivies par les gestionnaires doivent être suivies par un accompagnement de proximité pratique afin que la formation soit effectivement 1) diffusée à tout les membres 2) mise en œuvre effectivement et que les problèmes de gestion de chaque hangar soit appuyer individuellement
- Le moyen de sensibilisation doit être une combinaison de annonces radio, annonce écrite à la commune/bureau de zone avec une carte des différents lieux de hangars et heure d'ouverture, ainsi qu'une représentation théâtre action professionnelle dans les chefs lieux des communes/zones. Ceci peut servir à provoquer la population bien que l'impact soit difficilement mesurable
- Les fonds de roulement, bien qu'un bon outil pour augmenter les ressources des hangars, peut rendre les producteurs des spéculateurs. De plus, peu des ressources des hangars ont été directement utilisées pour améliorer les services des hangars. Des comptes 'hangars' spécifique pourrait être mis en place afin d'augmenter une comptabilité saine et efficace de l'OP gestionnaire.

G. CAPITALISATION VENTE D'INTRANTS AGRICOLES PAR LES PRIVÉS

CONTEXTE D'INTERVENTION

Dans sa démarche d'augmentation des productions agricoles, le PADAP-Kirundo a effectué différentes activités pour recueillir des informations sur l'utilisation des intrants agricoles dans la province de Kirundo. C'est ainsi qu'à l'occasion du diagnostic participatif des OPA, les producteurs agricoles ont exprimé des besoins en intrants agricoles.

Une étude sur l'offre et la demande des intrants agricoles, réalisée par PADAP Kirundo, montre que la demande solvable est faible. L'étude sur l'offre et la demande des intrants montre également que les paysans ne sont pas habitués à l'utilisation des intrants agricoles. Les entretiens avec différents acteurs du développement agricole de la Province confirment ce constat.

La DPAE met, de temps en temps sur le marché via des livraisons subventionnées du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, des intrants agricoles. A titre d'exemple, elle avait déposé (dépôt vente à prix subventionnés) des quantités d'engrais au niveau des administrations communales pendant la saison A 2011. La plupart de ces engrais n'ont pas été vendus du fait qu'ils n'avaient pas été exonérés et n'étaient pas subsidiés. Leur coût élevé rendait leur vente difficile pour les administrations. De plus, il faut dire que ces dépôts n'ont pas été accompagnés d'une large information auprès des utilisateurs potentiels. Par ailleurs, les irrégularités des pluies pendant la saison A peuvent rendre les producteurs plus méfiants quant à l'utilisation d'intrants agricoles. On peut ajouter que l'absence de marge commerciale ne peut inciter les privés à s'investir dans cette activité. Les engrais non vendus pendant la saison A seront proposés aux producteurs selon les mêmes modalités pour la saison B.

Certaines ONG intervenant dans la Province font de la distribution d'intrants agricoles. Ainsi en saison A 2011, l'ONG Concern a « donné » 300 tonnes de fumure organique, 6500 kg de DAP, 4500 kg d'urée dans les communes de Bugabira et Busoni. Il semble d'ailleurs que cette démarche de dons soit bien généralisée dans le cadre des interventions des ONG dans la Province (semences, animaux etc). Finalement, les besoins en intrants agricoles sont importants. Par contre, la demande solvable en conditions de marché est plutôt faible.

Dans la mesure où l'utilisation d'intrants agricoles est considérée comme un des leviers importants à l'accroissement de la productivité agricole au Burundi, le PADAP a décidé de réaliser un test de vente d'intrants afin d'appréhender les possibilités de commercialisation privée de ces produits.

L'objectif principal:

Appréhender la demande solvable en intrants agricoles partiellement subventionnés

Les résultats attendus :

- Le niveau d'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires est connu
- Les modalités d'accompagnement des revendeurs privés intéressés sont définies
- La vente d'engrais permet une meilleure disponibilité des engrais à la population environnante

Le test de vente d'intrants (engrais et produits phytosanitaires) a été réalisé sous forme de dépôt vente dans la Province chez cinq revendeurs installés dans 5 communes de la province pour 2011. Les points de vente ont été identifiés par le PADAP sur une base volontaire. Ils sont tous tenus par des privés (OP ou individus). Leur localisation limite l'influence des distributions des ONG et les ventes via le système habituellement utilisé par la DPAE (vente via l'administration communale). En 2012, avec une identification conjointe DPAE- PADAP, il y a eu un ajout de 4 autres boutiques d'intrants afin d'augmenter la disponibilité géographique des boutiques.

Activités:

1. Étapes clés et contenus

Le test de vente d'intrants a été réalisé en deux temps : saison B 2011 et saison C 2011, ensuite l'activité a été continuée en saison B 2012. Cette dernière est difficile à évaluer du fait que les ventes ne sont pas encore déterminées.

1) Formations des moniteurs par le IFDC

2) Diffusion des prix et lieux de vente

Dans le but d'informer les utilisateurs potentiels de la disponibilité des produits, une action de communication par diffusion régulière à la radio a été organisée : produits, prix, points de vente.

3) Démarche pour la saison B 2011

Engrais : test de commercialisation privée sur les stocks de la DPAE ; il s'agit de produits subventionnés par le Ministère de l'agriculture et confiés à la DPAE pour vente aux producteurs.

La revente doit permettre aux revendeurs de réaliser une marge sur les produits. Une convention de dépôt vente a été conclue entre DPAA/PADAP/Revendeurs. En particulier, les produits ne doivent pas être vendus en dehors du territoire burundais ni aux commerçants (pour éviter les risques de spéculation).

Initialement, il était convenu que chaque revendeur puisse appliquer le niveau de marge commerciale qu'il jugeait adaptée. Toutefois, juste avant la livraison des produits, la DPAA a exigé que les produits soient vendus aux producteurs et OP aux prix fixés par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage ; ce qui revenait à demander aux revendeurs d'écouler les produits sans aucune marge. Une telle option n'était pas envisageable. Afin de faire le test, le PADAP a donc proposé aux revendeurs de leur verser l'équivalent de la marge commerciale. Dans la pratique, le versement de la marge aux vendeurs d'intrants s'est fait après règlement par ces derniers des montants correspondants aux ventes.

La livraison des produits chez les revendeurs a été organisée par le PADAP. Toutefois, il faut noter que les livraisons ont été faites après le début de la saison agricole B.

4) Démarche pour la saison C 2011

Avant la fin de la saison B, les revendeurs d'intrants ont exprimé leur volonté de poursuivre l'activité en saison C. PADAP a consenti à les accompagner sur la base d'achats faits auprès de grossistes de Ngozi. A la différence du test de la saison B, les intrants mis sur le marché local en saison C sont achetés puis vendus aux conditions du marché. Afin de faciliter la mise en place de l'opération, PADAP a pris en charge les frais de transport jusqu'à Kirundo centre.

Les commandes ont concerné le DAP, l'urée et des semences de cultures maraîchères.

Quelques semaines après les livraisons, les ventes ont connu un fort ralentissement à cause d'intrants subventionnés vendus par la DPAA. Afin de sortir de cette impasse, la DPAA a conclu avec les revendeurs un contrat à travers lequel ces derniers deviennent des dépôts ventes de la DPAA.

5) Démarche pour la saison B 2012

Suite aux leçons apprises de la Saison C2011 qui a mené à un blocage des ventes dû à l'entrée d'intrants subventionnés, les boutiques fonctionnent maintenant comme des dépôts vente « officiels » de la DPAA qui les approvisionnent en engrais subventionnés. La DPAA ne peut revendre à d'autres personnes que celles identifiées au préalable. Afin de couvrir un territoire géographique plus vaste, le PADAP et la DPAA ont identifié trois nouvelles boutiques. La commune de Gitobe, de Ntega dispose de magasins ainsi que un magasin supplémentaire est implanté dans la commune de Busoni.

Les dispositions financières impliquent plus la DPAA étant donné que c'est celle-ci qui fournit, et retransmet les marges.

6) Formation des boutiquiers par un consultant externe

Acteurs clefs et rôles:

Acteurs ayant participé à l'action pilote	Rôles 2011	Rôles 2012
DPAA Kirundo	Mettre à disposition certains intrants reçus via le Ministère Suivi de l'opération Participer au bilan de l'opération test d'intrants	Mettre à disposition certains intrants reçus via le Ministère Suivi de l'opération et des paiements. Réception des remboursements et transfert des marges aux boutiquiers
PADAP Kirundo	Mettre à disposition certains intrants, organiser les livraisons aux points de vente, organiser la diffusion de l'information sur les produits (prix, points de vente, suivre l'opération), suivre les remboursements par les points de vente, verser aux vendeurs l'équivalent de leurs marges commerciales en fin d'opération, organiser une réunion bilan avec les vendeurs d'intrants et capitaliser.	Transport Gitega-Kirundo, organiser la diffusion de l'information sur les produits, supervision des suivis de vente, versement des marges bénéficiaires à la DPAA sur preuve de remboursement des intrants par les boutiquiers, organiser les réunions bilans
Boutiques de vente d'intrants agricoles	Vendre les intrants aux prix convenus Verser à la PADAP les montants correspondants aux intrants vendus Participer aux réunions de bilan Proposer des pistes pour la pérennisation de l'action.	Prise en charge de leurs transports des communes à Kirundo Verser à la DPAA les montants correspondants aux intrants vendus Participer aux réunions de bilans et proposer des pistes

Les relations DPAE-PADAP et PADAP-Vendeurs d'intrants ont fait l'objet de contrats qui précisent les engagements de chacune des parties.

Méthodologie de suivi des tests

- Un dispositif de suivi du test a été mis en place : suivi mensuel des points de vente par PADAP : données des ventes, données sur les stocks, feed back éventuel des producteurs, recouvrement des quantités vendues.
- Il a aussi été demandé aux revendeurs de noter les autres types de produits demandés.
- Un bilan a été réalisé en fin d'opération sur la base des quantités vendues, du feed back (sur l'utilisation, sur les résultats obtenus, perspectives) des utilisateurs à l'occasion de réunions organisées sur certains des sites de ventes.
- Échanges avec les revendeurs sur leur intérêt à poursuivre la vente d'intrants et modalités d'accompagnement

Résultats

A) Quantités vendues

Saison B 2011									
Produits	Quantités totales livrées	Quantités totales vendues	Quantité vendue en %	Prix de vente	Marges unitaires	CA total	Marges cumulées	Total	Ratio "marge/CA" (%)
DAP (Tonne)	19 500	19450	99,70%	900 000	150 000	17 505 000	2 917 500	20 422 500	17%
KCL (tonne)	2500	300	12,00%	800 000	200 000	240 000	60 000	300 000	25%
Urée (tonne)	2500	2500	100,00%	700 000	200 000	1 750 000	500 000	2 250 000	29%
						19 495 000	3 477 500	22972500	18%
Saison C 2011									
	Quantités totales livrées	Quantités totales vendues	Quantité vendue en %	Prix de vente	Marges unitaires	Remboursement boutiques-> PADAP	Marges cumulées	Total	Ratio "marge/CA" (%)
DAP(en kg)	9 500 (12 350 000 FBU)	5109		Les privés décident du prix de vente librement	pas de marge données, mais juste remboursement à 1300FBU/kg		privé	NA	NA
Urée(en kg)	2 700 (2 700 000 FBU)	1122	84%		pas de marge données, mais juste remboursement à 1000FBU/kg	84%	privé	NA	NA

Saison B 2012

	Quantités totales livrées	Quantités totales vendues	Quantité vendue en %	Prix de vente	Marges unitaires	CA total	Marges cumulées	Total	Ratio "marge/CA" (%)
DAP(en kg)	20000	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Urée(en kg)	15900	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
KCL	6492	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Le chiffre d'affaires (hors marge commerciale) réalisé en saison B 2011 par les 5 boutiques d'intrants s'élève à 19 581 000 FBU. Les marges versées par PADAP s'élèvent à 3 487 000 FBU. Selon les produits, PADAP a versé entre 10 et 25% de marge nette. Les ventes sont représentées à 89 % par le DAP et par l'urée à 10%.

Même si les prix pratiqués sont inférieurs aux prix du marché hors subvention, l'opération a permis de montrer qu'il y a de la demande solvable et substantielle sur le DAP et l'urée. Les prix de cession du DAP et de l'urée aux producteurs (prix fixés par le Gouvernement burundais) représentent entre 70 et 78% du prix du marché hors subvention. Le test a été accompagné de fiches de suivi des ventes au niveau des revendeurs ; toutefois, celles-ci n'ont pu être exploitées faute d'avoir été correctement renseignées.

Durant la saison C 201, les marges bénéficiaires que les boutiques ont eux même appliqué sur le prix des intrants était de 100 FBU/kg pour tout type d'intrants.

B) Clients

Les principaux clients des boutiques sont les OP / fédérations d'OP, des individus de la commune ainsi que des projets tels que le Projet Bugesera, l'ISABU ou encore le CIALCA. A titre d'exemple, 24% des ventes de DAP dans la commune de Bwambarangwe a été achetée par les individus, 5% projet Bugesera, et 10% par les OP.

Les types de clients ne sont malheureusement pas vraiment spécifiés à chaque boutique.

C) Autres produits demandés

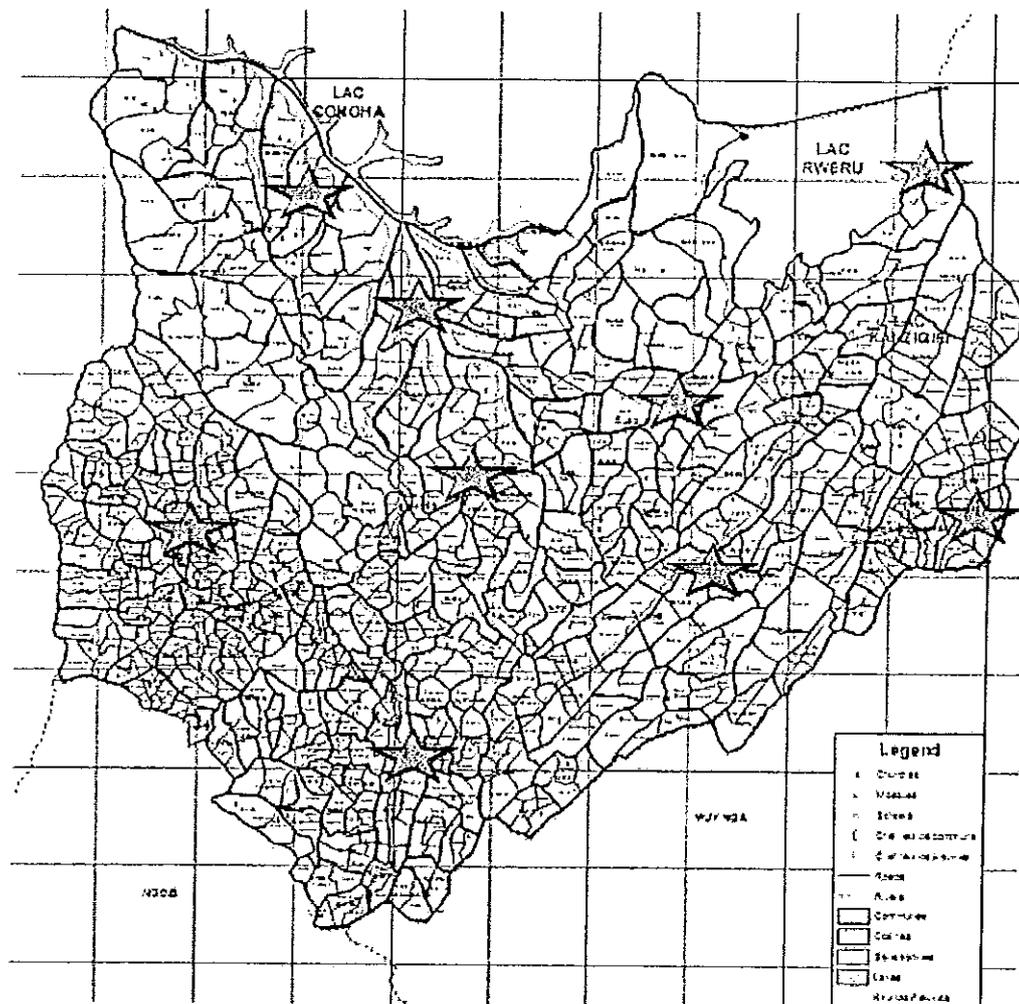
Durant la saison B2011, des quantités de Ridomil et de Dithane avait été disponibles. Cependant, le taux de vente était très bas (12% et 3% respectivement). De plus petites quantités avaient été acheminées pour la Saison C 2011 mais les taux de vente était de 10,8% pour le Actellic et de 10% pour le Dursuban.

De même, un essai pour la vente de semences maraichères avaient été proposés avec 12 sachets de Choux, carottes, oignons, tomates et 9 sachets de Céleris et 6 de poivrons. Cependant, les ventes de ces semences ont été quasi nulles.

Difficultés rencontrées

La mise en œuvre de l'opération a été émaillée des difficultés suivantes :

- Mauvaise tenue des supports de vente et des fiches de stock
- Rupture de stock temporaire dans certaines boutiques d'intrants
- Grève/mécontentement des personnes formées pour cause de non réception des perdiems
- Remboursement tardif des boutiques d'intrants au projet PADAP



Leçons et recommandations

- Le test a montré qu'il existe une demande solvable en intrants agricoles que ce soit pour la saison B ou la saison C. Toutefois, cette demande solvable est encore faible. C'est pour cela qu'il faut être prudent dans le soutien aux initiatives de promotion de nouvelles boutiques d'intrants dans des zones peu éloignées de boutiques déjà installées malgré les nombreuses sollicitations de PADAP à la suite du test.
- Par cette opération les boutiquiers peuvent profiter d'achat d'intrants à crédit étant donné qu'ils manquent de capital initial pour démarrer l'achat en gros d'intrants: une possibilité de faire des lignes de crédit à faible taux d'intérêt pourrait aussi les aider à acquérir les intrants lorsque les intrants subventionnés sont écoulés. Ceci pourrait aussi les responsabiliser dans les ventes et dans leur lien avec le marché des intrants.
- Le DAP et l'urée sont les intrants les plus demandés. Il s'agit probablement là de produits autour desquels les boutiques doivent structurer leur offre en intrants agricoles.
- Les quantités vendues sont généralement des petites quantités, c'est-à-dire 2-5kg par vente.
- Afin d'améliorer le suivi de ce type d'expérience, il est nécessaire de former les revendeurs à la tenue des fiches de suivi. Il est aussi nécessaire de leur montrer l'importance de la bonne tenue des documents. Dans l'expérience réalisée par PADAP, ces aspects n'ont pas été assez approfondis bien qu'il y ait eu des formations.
- Afin d'améliorer l'utilisation optimale des intrants, les agronomes et assistants de zone devraient être formés en même temps que les boutiquiers afin que ceux-ci puissent mettre en œuvre une information (à travers les assistants de zone) sur l'utilisation des intrants et référent technique par les agents techniques de la DPAAE
- Les intrants subsidiés accusent parfois un retard dû à l'indisponibilité de transport de Gitega à Kirundo, ce qui peut retarder l'utilisation des intrants à la période de semis.
- Les gestionnaires des boutiques se sont maintenant associés en collectif des vendeurs d'intrants et se mettent

- d'accord sur les prix fixés et les marges bénéficiaires. Ceci peut être un effet positif pour renforcer leurs positions, mais un contre-effet négatif de monopolisation du marché et entrave à la libre concurrence
- La mise sur le marché d'intrants subventionnés par d'autres canaux entrave l'activité des vendeurs privés d'intrants. Tant qu'un dispositif durable de commercialisation des intrants ne sera pas mis en place (libération totale ou subvention de quantités suffisantes), il est indispensable que les intrants reçus par la DPAAE soient majoritairement écoulés via les boutiques privées d'intrants. Pour rendre ce mécanisme durable en dehors de la subvention d'un projet, l'État doit accepter que les revendeurs puissent réaliser une marge commerciale, même faible (5 à 10%), sur les produits. Pour ce faire, il est indispensable que la DPAAE puisse faire un plaidoyer dans ce sens auprès des décideurs sur la base de résultats comme ceux obtenus à Kirundo. Dans la mesure où les prix de vente aux utilisateurs ne sont pas prohibitifs, on peut penser que les volumes vendus ont de bonnes perspectives d'augmentation.
 - De même, tant qu'il n'y aura pas de changements dans les démarches des ONG et la stratégie de subvention de faibles quantités d'intrants (par rapport aux besoins) par l'État, il est difficile d'imaginer le développement de l'utilisation efficiente d'intrants agricoles par les producteurs. En effet, les acteurs privés n'investiront pas dans la commercialisation d'intrants agricoles tant que le contexte ne change pas. De même, il y a tout lieu de penser que l'utilisation des intrants ne se fera pas de façon optimale (et maîtrisée) par les producteurs tant qu'ils recevront gratuitement les engrais et autres produits phytosanitaires. Enfin, il est difficile d'imaginer de subventionner durablement (Etat, ONG) l'utilisation d'intrants agricoles en faveur d'un nombre suffisant de producteurs.

H. CAPITALISATION OPÉRATION PILOTE : SERRES DE TOMATES

CONTEXTE D'INTERVENTION

Une étude sur les filières agricoles de la province a démontré que la surproduction de tomates en saison A et C entraînait une chute de prix de la tomate à ces moments, et donc une diminution du revenu des producteurs. En raison de la forte pression parasitaire causée par l'abondance de pluie, la saison B n'est généralement pas recommandée pour la production de la tomate en plein champ. Par contre, la production de tomates en serres pourrait donner de bons résultats techniques (maîtrises des attaques parasitaires et bonne productivité) et économiques (faible offre et prix élevés). L'étude sur les filières a donc proposé de construire des serres de tomates qui puissent permettre aux agriculteurs de tester une production de tomates en saison B sous des conditions plus maîtrisées sous serres que ne permet la production en plein champ.

Etant donné le caractère innovant et le risque lié à cette nouvelle activité, cette intervention a été prise en compte comme une action pilote du projet PADAP.

La présente note décrit l'action pilote, présente et analyse les résultats, tire quelques leçons pour de futures opérations similaires.

L'objectif principal est d'améliorer le revenu des producteurs par un étalement de la production de la tomate.

Les résultats attendus sont repris dans le tableau.

Tableau 1: Résultats attendus de l'action pilote « serres de tomates (*Indicateurs formulés après le lancement de l'action pilote)

Résultats attendus	Indicateurs*	Commentaires
Les OP sont formées aux bases de la production de tomates en serres	Nombre de personnes formées Production de fiches techniques pour les OP Connaissances des IT d'après rapport formation	Le rapport de formation n'indique pas s'ils ont bien assimilé les connaissances apprises
Les producteurs et leurs organisations appliquent les itinéraires techniques recommandés pour la production de la tomate en serres	Respect des Itinéraire Techniques (IT) (application engrais, produits phytosanitaires,...) par rapport à la documentation agent de suivi Productivité : 20 kg de tomates par pied/6 mois	Le respect des IT a été suivi par PADAP et AVET respectivement. Les agents de suivi vérifient l'état des plants hebdomadairement.
Les producteurs sont capables d'ajuster leurs prix de vente en fonction des coûts de production et par rapport à la demande	Connaissance des coûts de production et prise en compte du compte d'exploitation à travers fiche Prix de vente supérieurs au coût de production Ajustement prix en fonction de la demande	
Les producteurs sont capables de mettre en place une rotation pertinente des cultures permettant une exploitation optimale des serres	Rotation en tenant compte des maladies, des besoins du marché	Rotation par oignons rouges var. JAMBAR proposé par AVET plantés à la serre de Kavomo mi Novembre. Rotation prévue pour les autres serres / ou / vide sanitaire

AGENDA des ETAPES CLÉS

Construction des serres: 2 dimensions de serres : 4X25 et 8X15 mètres: Février-Mars

Formation : - Technique de production de tomate en serres Mars

- Suivi des coûts de production Mars

- Rotation dans une serre Juin

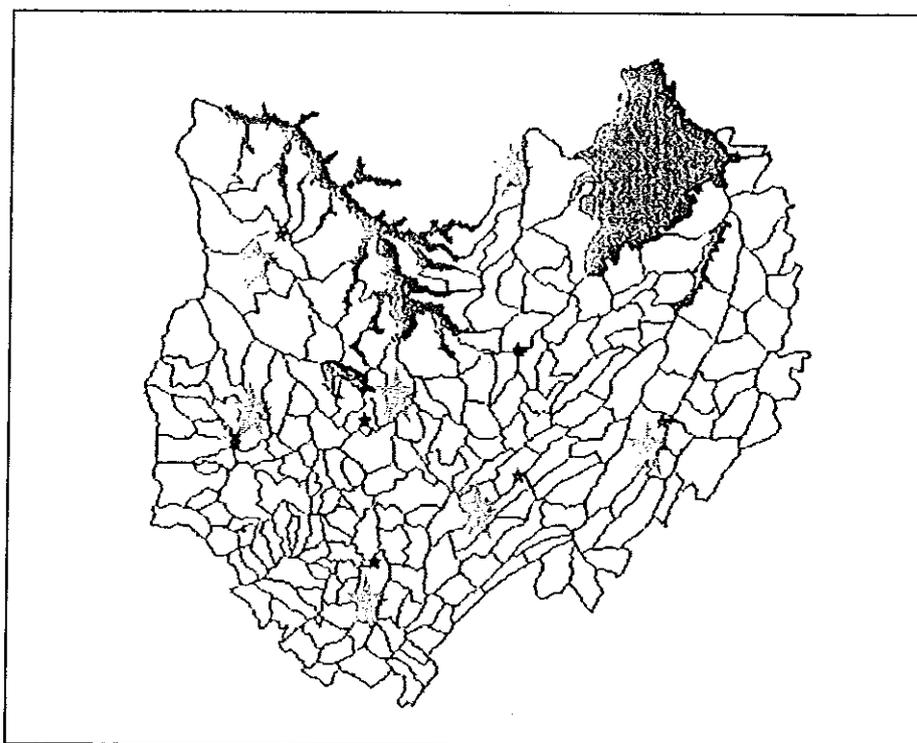
Mise en place des pépinières, lancement de la culture : Mars/Avril

Suivi AVET

Avril, Mai, Juin, Septembre

Suivi PADAP
 Visite d'échange :
 Suivi exceptionnel :

Mensuel. àpd Juin: Hebdomadaire
 Juillet
 Septembre



1. Bugabira:
 Dushigikirane
2. Gitobe:
 Twungorane
 Ubwenge
3. Busoni:
 Rondera
 Kasoza
4. Ntega:
 Dusirimbere
 Ibikorwa
5. Vumbi:
 Sanurimitima
6. Kirundo:
 Tugarukiribid
 ukikije
 7.
Bwambaran
 gwe:

ETAPES CLERS

-) Sélection des Organisation Paysannes gestionnaires (OP) et sur les sites : Janvier

L'action pilote a été présentée à la cinquantaine d'associations initialement retenues comme groupe cible des actions nouvelles du projet. Au terme d'un processus de sélection, sept associations ont été retenues sur la base des critères suivants :

- Expérience de l'OP dans la culture de la tomate
- Nombre de bénéficiaires par OP
- L'accord de l'OP d'apporter sa quote-part (main d'œuvre, matériels locaux de construction, site et fumure)

Les critères de sélection des sites étaient :

- Antécédent culturaux: éviter les plantes de la même famille que la tomate (Solanacées)
- Emplacement de la serre non loin d'un point d'eau
- Répartition géographique équilibrée dans les différentes communes de la province

-) Résultats parvenus grâce aux Formations AVET: Mars- Avril- Mai

Formation sur l'itinéraire technique et les coûts de production- Mars

- **Lieux:** Bujumbura et sur les sites de chacune des serres
 - **Total de personnes formées:** 70 personnes: 10 personnes formées par association localement, 2 personnes gestionnaires en visite à Bujumbura
 - **Contenu:** Théorique et pratique (installation des bâches, systèmes d'irrigation, la préparation de plates bandes et des tuteurs, préparation des pépinières)
 - **Output:** Fiches techniques + Conseils
- Formation sur rotation culturale- Juin
- **Lieux:** Communes
 - **Total de personnes formées:** 10/Serres
 - **Contenu:** Instruction sur la rotation efficace des cultures maraîchères dans une serre afin de pouvoir optimiser les outputs de la serre après la culture de tomates.
 - **Outputs:** Conseil+ Fiches Technique post culturale

Suivi AVET— Avril, Mai, Juin, Septembre

Les moments clefs de la serre ont été suivis directement par le formateur: le repiquage, tuteurage et à la mi- Saison. Il avait soumis une fiche technique avec les différents produits phytosanitaires à mettre aux moments adéquats, dose recommandées et les techniques d'applications. De plus, le formateur était joignable par téléphone pour les conseils directs de la serre.

Un suivi exceptionnel a été fait en Septembre pour évaluer l'état des serres et des plants après quelques mois de production et de conseiller pour les futurs développements.

Suivi PADAP

PADAP a suivi mensuellement les serres depuis leurs constructions (Mars- Juin). A partir de Juin, les agents de suivi passaient hebdomadairement sur les serres de tomates, et faisaient les visites de suivi nécessaires selon les besoins des serres. Les communications avec les gestionnaires et leurs besoins se faisaient plus rapidement

Visite d'échange inter serres: Juillet

A la mi Juillet, plus ou moins en parallèle au début de la production de tomates, le PADAP a organisé une visite d'échange sur deux sites de serres de tomates avec 2 représentants par chaque serre de tomates. Etant donné que le PADAP pouvait voir une avancée différente selon les serres, souvent dépendant du niveau de l'organisation de l'OP, il a été vu comme nécessaire de partager les avancées et contraintes. Les serres visitées étaient Busoni (à cette époque non attaqué par la maladie) et Vumbi. Les participants ont bien apprécié et ont pu se donner des conseil mutuels.

L'objectif était d'améliorer la compréhension et la gestion d'une serre de tomates par l'échange direct d'expériences concrètes entre eux. Les gestionnaires observent l'état de la serre et comprennent les nécessaires actions à faire à différentes étapes de la serre. Cette formation a bien été appréciée par les gestionnaires, permettant de voir concrètement d'autres résultats et d'apprendre de l'un l'autre selon leurs vocabulaires et leurs contraintes communes.

Coût PADAP	Bugabira	Gitobe	Busoni	Ntega	Vumbi	Kirundo	Bwambar angwe	TOTAL
Serres (film plastique, moustiquaire, irrigation)	2.524.000	1.849.000	1.849.000	2.524.000	2.479.000	1.849.000	1.849.000	14.923.000
Produits phytosanitaires (1kg Ridomil, 2 Sachet 500g Agroleaf P et K)	60.000	60.000	0	60.000	60.000	60.000	60.000	360.000
Marché construction serre Agrobiotec	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000	630.000
Frais de déplacement (formation Bujumbura et visite échange)	660.000	660.000	660.000	660.000	660.000	660.000	660.000	4.620.000
TOTAL	3.334.000	2.659.000	2.599.000	3.334.000	3.289.000	2.659.000	2.659.000	20.533.000

RESULTATS OBTENUS

Résultats attendus	Résultats obtenus
1. Connaissance de base des itinéraires techniques	2 personnes formées/OP à Bujumbura (14 personnes) 10 personnes formées localement (70 personnes) Peu de restitution pour les membres de l'OP Fiche technique sur les produits phyto-sanitaires et manuel pour la culture sous serre
2. Application des itinéraires techniques recommandés pour la production de la tomate en serres	Application des normes standards dans les serres avec plus ou moins de succès; les OP ayant une faible organisation interne (Ntega, Vumbi) n'ont que faiblement appliqués les itinéraires techniques spontanément mais ils devaient être poussé à le faire. Problèmes rencontrés dans les différentes serres; leur gestion, productivité Explication ci-dessous et chiffres: voir tableau ci-après
3. Capacité à ajuster leurs prix de vente en fonction des coûts de production	Pas de suivi des coûts de production par les OP
4. Les producteurs sont capables de mettre en place une rotation pertinente des cultures permettant une exploitation optimale des serres	Résultat prématuré

1. Les résultats obtenus pour l'application des itinéraires techniques pour la production:

Bugabira, Gitobe, Busoni: Bonne application des normes et bonne gestion, bonne organisation OP

- Les serres ont eu un entretien régulier, des OP travailleuses, suivant les itinéraires techniques d'AVET (irrigation, produit phyto, élagage, dispersion des plants sous fil,...)
- Bonne gestion des serres par les OP (responsabilisation active par les OP avec lien direct AVET, ils ont engagé de la main d'œuvre pour l'arrosage)
- Bonne production en moyenne sauf là où il y a eu des maladies (voir quantité au recto)

Kirundo: Bonne application des normes mais mauvais emplacement de la serre, bonne organisation

- Gestion et responsabilisation OP
- Bonne application des produits phyto sanitaires
- Mauvais choix du site mais mauvais suivi de l'OP au niveau du drainage résultant en maladie
- Les côtés latéraux de la serre n'avaient pas une bâche qui recouvraient les côtés jusqu'au bas de la serre. Ceci a résulté en des infiltrations d'eau de pluie sur les pans latéraux

Ntega, Vumbi: Passivité dans l'application des normes et mauvaises gestion, OP mal organisées

- Les serres n'ont pas été suivies régulièrement (pas d'élagage avant Septembre, irrigation partielle, mauvais entretien des constructions des serres, assèchement des plants)
- Application occasionnelles de l'itinéraire technique
- Maladies à Vumbi

Bwambarangwe Antécédent cultureux

- Communication menteuse sur les antécédents cultureux résultant en une contamination totale de la serre
- Abandon de la serre après la contamination
- Mauvais choix du site

Point à remarquer pour les différentiels: (fo: fumure organique, pp: produits phytosanitaires)

Les plus grand différentiel sont vus à la serre de Bugabira et de Vumbi. Les raisons de tels écarts peuvent être les suivantes:

Bugabira: Un gonflement de leur apport au niveau des perches (159.000), de l'arrosage/veilleur payé, et d'une très forte utilisation de produits phytosanitaires. Selon leurs chiffres, ils auraient utilisés 11kg de Dithane, et 7KL de Dusurban, 5kg de Ridomil. La présence de la maladie peut expliquer cela, cependant cela semble excessif.

Vumbi: Cela serait dû à une grande dose de fumure organique (5x 50.000) et de transport de celle-ci.

Gitobe: La main d'œuvre et le veilleur est la principale cause de déboursement.

Kirundo: Les produits phytosanitaires ont été fortement utilisés dû à la présence de maladie. L'autre cause est le déboursement veilleur/arroseur.

Ntega: Le coût des perches ont fortement été gonflées et une forte dose de fumure organique aussi.

Bwambarangwe: Le prix des perches est fortement gonflé (380.000)

Serres	Communes	Coût réels engrais /phyto pour OP	Main d'œuvre (MO construction et labour, Arrosage)	Equipements (clous, fil, bois, ciseau...)	Veilleurs	Charges PADAP Phyto sanitaires, engrais)	Total charges OP	Production Totale (kg)	Prix unitaire vente moyen	Prix Vente Totale	Bénéfices
	Prix standardisé/estimé	50 000/berne + 45 000 pp= 95 000 fbu	MO cons: 20.000	Bois: 100 000 Clous: 5000	72 000/ 6 mois		292 000				
Dushigikirane 11.07.11-30.09.11	Bugabira	251.000 (fo: 32.000 Pp: 218.500)	294.000	209.000	160.000	60.000	854.000	595	477	290 500	- 563 500 (-1500)
Twungorane Ubwenge 18.07.11-30.09.11	Gitobe	28.000	111.000	25.000	190.600	60.000	294.600	570,5	500	285 250	- 9350 (-6750)
Rondera Kazoza 10.07.11-30.09.11	Busoni	38.000	22 500	267 500	72 000	60 000	400 000	562,5	404	211 565	- 188 435 (-80 435)
Dushimbere Ibikorwa 12.07.11-30.09.11	Ntega	154.500 (fo: 150.000 Pp: 4.500)	50.000	220.000	192.000 (8 mois)	60.000	556.500	394	500	193 850	- 362 650 (-98 150)
Sanurimitima 2707.11-30.09.11	Vumbi	287.000 (fo: 250.000 Pp: 37.000)	150.000 (transport inclus)	57.000	175.000	60.000	609.000	296,5	580	124.000	- 485.000 (-168 000)
Tugarukiribidukikije 12.07.11-30.09.11	Kirundo	186.000 (fo: 50.000 Pp: 136.000)	44.000	139.800	280.000 (pour 7 mois)	60.000	589.800	424,5	457	193 996,5	- 395 803,5 (-98 003,5)
Abagumyabanga 10.07.11-30.09.11	Bwambarangwe	50.000	102.000 (arrosage 4mois, 2 pers)	390.000	60.000 (4mois)	60.000	542.000	170	500	85 000	- 457 000 (-207 000)

2. Les résultats obtenus au niveau de la production sont diverses en fonction des serres. (voir tableau)

- Productivité théorique des plants pour un cycle (6mois) par plant de la variété Anna 1: 35kg
- Production moyenne théorique optimale pour 4 mois: 23 kg/plant
- Nombre de plant par serre: 250 (serre de 4x25) -280 plants (Serre de 8x15)
- Production totale théorique par serre pour 4 mois: 5750 kg et 6440 kg
- Production réelle moyenne pour les 4 mois:
 - Serres Bugabira, Gitobe, Busoni: 576 kg (10%)
 - Serres Bwambarangwe, Ntega, Vumbi, Kirundo: 321, 2kg (5,6%)

Ces estimations théoriques se basent sur des hypothèses d'itinéraire culturale théorique connus et appliqués dans des conditions optimales de gestion. Bien qu'ils aient reçus des formations multiples, les gestionnaires des serres ne les ont pas toujours appliqués, laissant souvent l'arrosage au veilleur sans supervision.

La pic de production optimale était en Août pour les 'bonnes serres' et en Juillet pour les moins bonnes serres:

Mois/Serres	'Bonnes' serres	'Mauvaises' serres
Juillet	38,8 kg	42kg
Août	58kg	29,5kg
Septembre	35,5kg	21,3

3. Au niveau de la

connaissance du coût de production

7 OP formées en coût de production

7 OP ont ouvert un compte afin de mettre les bénéfices récoltés sur celui-ci.

Cependant, ils ne sont que peu enclins à diminuer leur prix de vente lorsque l'offre sur le marché devient saturé.

Ils ont la difficulté de commercialiser leur tomates en basse saison (Aout- Septembre), ceci est causé par:

- Sur-offre vu que démarrage tardif
- Manque de connaissance du marché et manque de liens avec le marché (par ex: les OP n'ont pas pris contacts avec des restaurants, cafés de la région pour avoir des petits contrats d'approvisionnement)
- Isolation physique et mauvaises infrastructures

Etant donné qu'un des buts de cette activité pilote était d'étaler la période de production sur plusieurs mois sur la saison B, le fait que le démarrage de l'activité a pris du retard, la production n'a pu bénéficier que d'un mois de commercialisation où il n'y avait encore que peu de tomates. Vers mi août, le marché de la tomate commence à être bien rempli par les autres producteurs et les prix de vente commencent à baisser.

LECONS APPRISES

Au niveau de la sélection des OP

La sélection des OP s'est faite trop rapidement en prenant pour garantie les éléments donnés par les OP (ex antécédents culturaux). De plus, les réunions concernaient souvent un représentant.

Une sélection plus stricte des OP/individus devrait être faite afin de s'assurer de leur sérieux. Une organisation sans leadership, sans activités communes ne devraient pas être prises. Il a effectivement été vu qu'une OP qui n'a pas d'activités en commun ne sait pas s'organiser pour maintenir la serre. Un responsable devrait être aussi personnellement responsable de coordonner les activités.

Pour ce faire, au niveau des critères/activités, il faudrait :

- Réunion préliminaire avec les intéressés avec l'assemblée générale de chaque OP

- Vérification des antécédents culturels (voisinage)
- Disponibilité d'un compte et contribution partenaire
- Tenue de réunion comité exécutif régulier démontrant une activité de l'OP
- Si d'autres activités (ex hangar de stockage, ...) montrer les fiches d'activités
- Bonne listing sur la situation crédit
- Expérience précédente dans la culture de tomate et dans la mise en marché de la tomate
- Capacité à contribuer à hauteur de 30% au coût de départ
- Sélection des sites
- Nomination préliminaire à la construction de responsable 'compte' et responsable 'maintien'

Au niveau de la construction de la serres

Les serres ont été construites trop tardivement que pour démontrer des résultats optimaux. Il faut construire les serres début décembre, et commencer à préparer la terre et plate bande en janvier.

Les OP devraient donc avoir tout leur matériel disponible pour début décembre.

Certaines serres étaient pourvues de bâches plastiques couvrant tout les contours. Cependant, au vu des expériences, ces bâches (qui devraient être soulevée et descendues chaque jour) n'ont pas été manipulées correctement. Une leçon apprise est donc de mieux sensibiliser les gestionnaires à cette pratiques.

Deux prestataires de services ont été utilisés pour la construction des serres et cela a compliqué les choses et les délais.

Un seul prestataire de service devrait être sélectionné pour la construction et la formation des serres de tomates pour un meilleur contrôle de la qualité des constructions en rapport avec la formation.

Des serres avec des charpentes métalliques seraient préférables pour une plus grande durabilité des matériaux et pour une plus grande facilité de déménagement.

Estimation coût d'une serre charpente métallique (moustiquaire, film plastique, charpente, goutte à goutte): 2.500.000 FBU

Estimation: Coût d'une serre en bois (moustiquaire, film plastique, goutte à goutte): 2.046.142 FBU

Au niveau de l'accompagnement PADAP

Il a été vu qu'un **suivi régulier** était nécessaire pour une production optimale des serres et des gestionnaires de serres.

Le suivi de PADAP a été amélioré par le fait qu'il y ait des agents de terrain PADAP qui aillent hebdomadairement visiter les différentes serres de tomates. Cela permettait d'augmenter la communication entre les gestionnaires et le projet.

Au niveau de l'accompagnement prestataire

Le suivi du prestataire a été régulier comme demandé, cependant certains aspects agricoles mériteraient d'être revus, notamment sur les recommandations élevées au niveau des intrants. Une première révision avait été opérée en Avril pour diminuer les intrants. Vu le coût des produits phytosanitaires pour un rendement assez médiocre, une révision devrait être opérée.

De même, les recommandations au niveau de la rotation de la culture devraient être plus précises sur le temps de durée du vide sanitaire (en fonction de présence de maladie ou pas), ainsi que sur le type de culture (justifiable sous serres en saison B et adaptée au marché). Une serre divisée en 4 pourrait être plus intéressante afin d'avoir une bonne rotation de la culture régulièrement.

NB: Les OP ayant le plus réussis ont été constamment en contact avec le prestataire de services qui lui était disponible pour les conseils et l'accompagnement même à distance.

Au niveau du suivi de la rentabilité économique

Charges d'exploitation vs production:

Au niveau de la rentabilité économique, suivant les chiffres, il n'y aurait pas eu de rentabilité économique des serres. La meilleure production, 541,5 kg a pu rapporté 243.500 FBU à la serre, tandis que les coûts étaient de 294.600 FBU.

Les pertes varient de -51.000 FBU à -693.000 FBU pour les serres. Ces pertes peuvent s'expliquer du fait d'un démarrage tardif de l'opération serre de tomate, résultant en une production durant la pleine saison de la tomate d'extérieur, et un écoulement plus difficile. De même, les serres ont été fortement affectées par des maladies dans les serres de Busoni, Bugabira (au début), Vumbi et Bwambarangwe. Ceci a décimé beaucoup de plants, réduisant la

rentabilité économique des serres.

De plus, les coûts élevés des produits phytosanitaires devraient vus à la baisse afin qu'il y ait une meilleure rentabilité pour une bonne production. Une sur-utilisation des produits phytosanitaires à un certain moment de la production n'augmente pas la production.

Suivi des couts de production

Le prestataire de suivi a formé les gestionnaires des serres sur les coûts de production . Les fiches de suivi/vente et production ont pu permettre d'évaluer les bénéfices. De pareilles fiches peuvent être mises à disposition pour les coûts entrepris dans la serre. Une personne de l'organisation gestionnaire doit être personnellement responsabilisée pour remplir ces fiches et contrôlées par le comité de contrôle.

Le suivi au niveau de l'ouverture d'un compte doit se faire au plus tôt afin que les dotations aux amortissements et bénéfices soient gardés la. Une petite formation en gestion financière pourrait être offerte aux gestionnaires des serres et aux membres du comité de surveillance de l'OP.

I. CAPITALISATION SYSTÈMES D'INFORMATIONS AGRICOLES : PRIX ET ÉMISSION

CONTEXTE D'INTERVENTION

Au cours des activités du PADAP-Kirundo, il a été relevé à travers différentes réunions et mini-enquêtes qu'il y avait un besoin d'offre d'informations agricoles pour les agriculteurs de la province, principalement des informations sur le marché étant donné leur isolement par rapport à celui-ci. Les interactions avec les agriculteurs ont démontré l'importance de la radio comme médium le plus utilisé pour récolter de l'information sur les marchés. Les informations agricoles nécessaires étaient de l'ordre de : prix/lieu intrant, prix des denrées agricoles sur différents marchés, techniques agricoles, pluviométrie,...

Dans ce contexte, le PADAP Kirundo a effectué des visites auprès de potentiels pourvoyeurs d'informations : ISTEEBU, DGDPAE, ISABU, Radio Isanganiro, Centre Multimedia de Gitega (qui a un partenariat avec le MINAGRIE et la RTNB pour la production et la diffusion d'une émission agricole). A l'issue de ces rencontres et au vu des différentes activités, telles que le SIP, qui étaient au stade pilote pour une seule province à ce moment là, le PADAP a décidé de mettre en place des collaborations avec des pourvoyeurs / producteurs déjà en place.

L'action pilote 'informations agricoles' s'est déroulée en deux étapes:

Une première étape: Avril-Août 2011: Accord entre PADAP-ISTEEBU- Radio Isanganiro

Une deuxième étape: Octobre '11- Mars' 12: Accord entre PADAP-ISTEEBU-CMM-RTNB

L'objectif principal est d'améliorer le niveau d'informations des producteurs de la province sur les prix des denrées agricoles ainsi que sur différentes initiatives intéressantes dans le monde agricole

Les résultats attendus sont :

1. Les producteurs connaissent les prix des denrées dans différentes villes et utilisent cette information pour déterminer leur stratégie de vente de leurs denrées
2. Les producteurs écoutent les émissions mensuelles et sont informés des initiatives nouvelles dans le monde agricole pouvant les inspirer à agir d'une manière nouvelle

AGENDA des ETAPES CLEFS

Janvier 2011:	Visite partenaires et pourvoyeurs informations agricoles
Février 2011:	Négociation des informations agricoles et méthodologies
Avril 2011:	Commencement Première Etape
Juin 2011:	Observations des lacunes de captage de Radio Isanganiro
Juillet 2011:	Evaluation mid term pour la première étape
Août 2011:	Rupture Contrat Radio Isanganiro et négociation avec d'autres partenaires radio
Octobre 2011:	Commencement Deuxième Etape
Décembre 2011:	Rencontre avec Projet SIP
Février 2012:	Evaluation finale sur l'Informations agricoles

ETAPES CLEFS

-) Sélection des Informations Agricoles

La sélection des informations agricoles a été faite selon les enquêtes menées auprès des différentes communes de la province de Kirundo. Comme précédemment citées, ces enquêtes ont démontré le besoin en informations concernant les prix des denrées sur différents marchés, des informations sur

le monde agricole telles que le rôle des agronomes, les différentes techniques agricoles, ou sur la pluviométrie...

Dans cet esprit, le PADAP Kirundo a mis en place deux sortes de diffusions radiophoniques:

- Une émission mensuelle de 15 minutes traitant de thèmes agricoles divers
- Une chronique 'prix' hebdomadaire sur les prix à la consommation de certaines denrées agricoles. Ceci permettrait de rapprocher les producteurs du marché en les informant sur des différentes opportunités commerciales par la diffusion des prix des denrées sur les marchés principaux au Burundi. Les produits sélectionnés sont:

No	Nom du Produit	Unité de mesure	No	Nom du Produit	Unité de Mesure
1	Farine Manioc Inyange	1KG	11	Sangala	1KG
2	Haricots secs kirundo(HM75)	1KG	12	Tilapia Frais	1KG
3	Haricots secs jaunes	1KG	13	Kambalé fumé	1KG
4	Pomme de terre	1KG	14	Oeufs frais	1PIECE
5	Riz blanc	1KG	15	Miel local	1KG
6	Manioc Frais	1KG	16	Tomates	1KG
7	Farine de Maïs	1KG	17	Choux blancs	1KG
8	Maïs frais en épis	1KG	18	Bananes plantain	1KG
9	Sorgho non germé	1KG	19	Petites bananes	1KG
10	Mukeke Frais	1KG	20	Oignons	1KG
11	Sangala	1KG	21	Ananas	1KG

-) Méthodologie pour la collecte de données

1. Chronique

La méthodologie de collecte de données est celle proposée par l'Institut des Etudes Statistiques du Burundi. La collecte des prix des produits se fait au niveau national dans le milieu urbain et rural.

Il y a deux types de produits: les produits à questions-réponses et les produits à peser, et pour chaque type de produits, il y a trois points de vente. Pour les produits à peser, il y a deux pesées/produit/point de vente.

La collecte hebdomadaire se fait en deux jours du marché. Le prix hebdomadaire diffusé pour chaque produit est la moyenne des moyennes des pesées sur les deux jours du marché.

Les provinces touchées par la collecte des prix est:

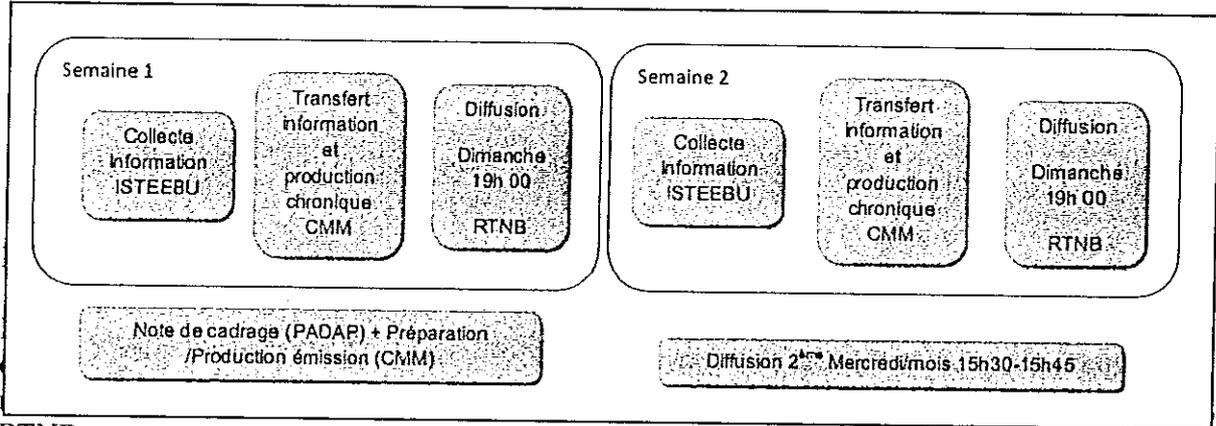
Etape 1: Kirundo, Ngozi, Muyinga, Bujumbura

Etape 2: Kirundo (Centre ville et Vumbi), Ngozi (Centre ville et Gashikanwa) , Gitega, Ruyigi, Bujumbura (Centre ville et Ngagara), Cibitoke

2. Emission

Une note de cadrage est préparée deux semaines avant la diffusion par l'équipe du PADAP et est discutée avec le producteur ensuite. L'émission comprend des moments interactifs (focus group, des interviews) afin de faciliter les échanges.

-) Méthodologie pour diffusion des données

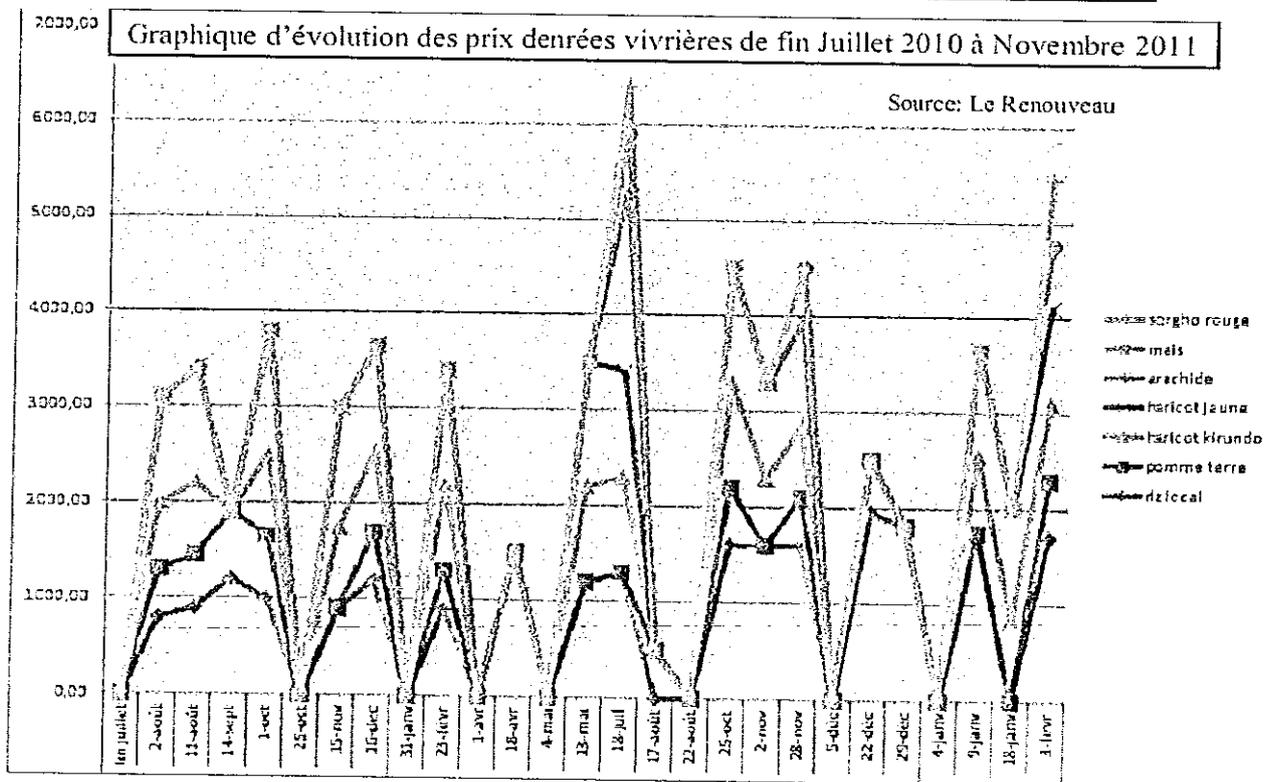


RTNB.

La chronique 'prix' est diffusée hebdomadairement

L'émission agricole est diffusée mensuellement (2ème mercredi du mois)

OUTCOME



Bien que cela soit basé sur des données du Renouveau, la collecte des prix hebdomadaires permet de voir les pics de hausse et descente des prix. A noter que certaines denrées n'ont pas été collectées tout les mois expliquant les chutes à 0 de certaines denrées.

De manière générales, il peut être observé que pour:

- Le sorgho: Période de hausse des prix: Mai-Juillet/aout
- Haricot Kirundo: octobre-novembre
- Pomme de terre: janvier –février
- Mais: Juillet

-) Chroniques Prix

La chronique 'prix' est diffusée hebdomadairement.

Phase 1: 16 chroniques diffusées sur la radio Isanganiro

Phase 2: 24 chroniques diffusées sur la RTNB

-) Emissions Agricoles

Thèmes diffusés :

Avril :	La pêche : filière porteuse en province de Kirundo
Mai :	La maladie du flétrissement de la banane : conseils techniques pour les producteurs
Juin :	Journée Mondiale du Lait en province de Kirundo
Juillet :	Crédit Warrant : expérience et démonstration
Octobre :	Le crédit warrant (rediffusion de celle de l'émission d'Isanganiro)
Novembre :	Le rôle des Organisations de Producteurs pour la provision de services à ses membres : exemple d'une OP à Ruyigi
Décembre:	Recherche Action dans le monde agricole: Expériences ISABU-FACAGRO – PADAP
Janvier :	L'amélioration de l'hygiène de lait et la mise en place des CROL
Février	La commercialisation des intrants dans la province de Kirundo: délocalisation communale
Mars :	Le semis et repiquage Saison B: échange sur les perspectives de production et les utilisations des intrants

Evaluations et Leçons apprises

1. Evaluation à mi parcours et conséquences

Une évaluation à mi- parcours de cette activité a été conduite mi juillet. Cette évaluation s'est produite dans le contexte de problèmes techniques persistants pour la Radio Isanganiro qui a résulté une rupture du contrat en Août. Bien que la radio satisfaisait dans la conception, la diffusion en province de Kirundo était limitée.

Lors de l'évaluation à mi parcours, sur les 52 personnes interviewées, 32 captaient la radio Isanganiro. Cependant, seulement 20 connaissaient l'existence de la chronique et 13 l'écoutaient. Cela faisait plus ou moins 25% des personnes qui écoutaient la chronique sur toutes les personnes interviewées. L'émission radio n'était que très peu écoutée.

Les raisons principales pour le faible taux d'écoute des programmes étaient de l'ordre de :

-) **Le mauvais ou non captage** de la radio Isanganiro

-) **Mauvaise connaissance de la chronique** : Sur les 32 qui la captent, seulement 2/3 des personnes en connaissaient l'existence. La sensibilisation passant à travers les membres du comité de gestion du CAI pour atteindre les bénéficiaires s'était avérée insuffisante pour attirer le plus possible

d'auditeurs.

-) **Heures de passage** : En phase 1, les chroniques et émissions passaient à 17h00 le dimanche après le journal en langue nationale. L'heure de passage n'a pas été considérée favorable pour les agriculteurs.

L'étape 2 a pris cela en considération:

-) **Captage**: Transfert sur de la diffusion à la RTNB

-) **Sensibilisation**: Utilisation des permanences agent de suivi, annonces aux messes, posters communaux

-) **Heure de passage**: Changement d'heure à 19h00 dimanche qui est l'heure du long journal en langue national, bien écouté.

2. Evaluation finale et résultats

-) Echantillons de personnes interviewées

141 Interviewés : 0,01% comme échantillon de la population totale de la province de Kirundo

16 Ntega : (Ntega Centre, Mugendo, Murunginira)

8 Vumbi (Vumbi Centre, Bukuba)

19 Bwambarangwe (Kimeza, Bugorora, Mukenke, Buhoro,)

8 Busoni (Kabanga, Rusarasi, Nyarunasi, Munazi, Renga, Kumana, Gatare)

29 Kirundo (Cewe, Kirundo centre, Gikuyo)

30 Gitobe (Shore, Gitobe Centre, Baziro, Rungazi)

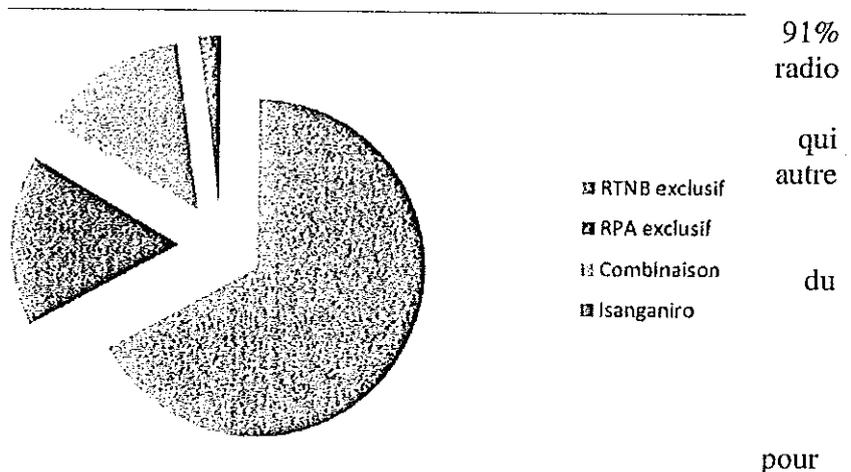
24 Bugabira (Kigina, Ruhehe, Kiyonza, Rubuga, Nyakarama, Rugasa, Nyabikenke, Kigoma)

Cet échantillon comprenait 44% Femmes et 56% hommes. Sur ces 141 personnes interviewées, 71% étaient des producteurs, 21 % Commerçants et 8% des 'Autres,' (profs, taximoto..). Bien que certains soient principalement producteurs, 66% affirment commercialiser leur produits. De ceux-ci, 32% fixent leur prix en comparant les prix avec les marchés des alentours (Kirundo ou de leurs zones).

D'une manière générale, il y a de personnes qui écoutent la radio dont 61% qui l'écoutent à la maison exclusivement et 18% l'écoutent à la maison et à un endroit (cabaret, amis, lieux de travail). 50% des personnes écoutent leur radio préférées fait que c'est un bon captage.

En comparaison, 70% des personnes possèdent un téléphone. Ceci peut être une information utile à prendre des actions futures.

D'une manière générale, 62% des personnes interviewées affirment connaître les prix des denrées agricoles, la plupart pour les marchés de Kirundo.



-) Résultats atteints

Résultats attendus	Atteints	Commentaires
Les producteurs connaissent les prix des denrées des différentes villes	64% des personnes connaissent la chronique, et 52% l'écouent.	Certaines personnes interviewées ne pensaient pas que c'était intéressant et certains connaissent les prix à travers les posters autres
Les producteurs utilisent leurs connaissances pour déterminer leurs stratégies de vente	Des 52% des personnes qui écouent la chronique, 65% l'utilisent pour fixer leurs prix de vente (soit 36% de la totalité des personnes interviewées)	Bien que certains écouent la chronique, certaines personnes interviewées ne pensent pas qu'ils avaient un pouvoir pour déterminer les prix, ou d'autres préfèrent connaître les prix de leurs amis
Les producteurs écouent les émissions mensuelles et sont informés des initiatives nouvelles dans le monde agricole pouvant les inspirer à agir d'une manière nouvelle	48% des personnes ne connaissent pas l'émission mensuelle, 51% la connaissent et 42% du total des personnes interviewées l'écouent. Dans la totalité 38% des personnes trouvent les émissions intéressantes	D'une manière générale, l'émission est moins connue que les chroniques qui passent à une tranche meilleure horaire (soir weekend). Cette tranche horaire est celle la plus appréciée par la population.

Leçons apprises

-) Au niveau de la chronique

La chronique prix peut démontrer une réelle utilité pour les producteurs pour améliorer leurs interactions avec le marché en dehors de leurs zones de production. L'évaluation finale est positive que la majorité des personnes écouent, et utilisent ces informations à des fins de stratégies commerciales.

—> Au fur et à mesure que le système s'institutionnalise et que les nouveaux médias soient plus disponibles aux groupes cibles, l'opportunité de développer des systèmes d'informations plus focalisés, par exemple à travers les téléphones, pourrait être envisagé. Une première expérience pilote sur un groupe de producteurs pré-enregistrés utilisant un programme similaire qu'au Rwanda (voir <http://www.frontlinesms.com>) pourrait être développé pour comparer l'impact sur l'utilisation de l'information et l'outreach.

	Phase I	Phase II	Remarques
Au niveau de la connaissance sur la chronique	Sensibilisation par le comité de gestion du CAI (Représentants organisation de producteurs et réunions communales	Sensibilisation par les agents de suivi communaux du PADAP, posters communaux et zonaux et les messes du dimanche au début de l'opération	Meilleure connaissance de la chronique et de l'émission en utilisant les différents médiums de sensibilisation —> Inclure les chefs de zones et administrateurs pour la sensibilisation
Au niveau contenu	Denrées sélectionnées pour 4 provinces proches de la province de Kirundo	Même denrées sélectionnées pour les grands marchés du Burundi et province action du PAIOSA	Bonne appréciation sur le fait que les denrées soit connues pour tout le pays —> Une plus grande diversité des denrées pourraient être entrevue
Au niveau médium de communication	Radio Isanganiro: Mauvais captage et écoute	Radio RTNB: Meilleur captage et connaissance et écoute	Radio en général bien appréciée même si il y a eu des suggestions de diversifier les médiums: téléphone, poster, messes. Cependant, dans ceux qui ne connaissaient pas la chroniques, seulement 6% désiraient recevoir l'information par téléphone. La grande majorité préférerait la radio (79%), ou en la combinant radio-annonce écrite.
Au niveau utilisation	Très peu connue et utilisée	68% des personnes écoutant la chronique et utilisent effectivement cette information	Impression de faible ou non pouvoir de fixation des prix par les petits revendeurs:

NB: Le PPCDR et la DSIA ont depuis mis en place un système similaire de collectes et de diffusion des prix sur certaines provinces, dont certaines se recoupent avec celles du PADAP. Un recadrement des actions pour viser à la convergence sera faite en transition après PADAP. Pour le moment, l'ISTEEBU est chargé de transférer les données à la DSIA, qui elle est responsable de centraliser les statistiques et analyses agricoles au niveau national. A moyen long terme, les informations agricoles seraient donc disponibles à la DSIA pour servir différents publics:

- Les producteurs
- Les planificateurs

□ Les Bailleurs

Les médiums pour diffuser ces informations au dit public devront être adaptés en fonction des besoins et habitudes de ces différents publics.

Des formations et sensibilisation sur l'offre et la demande du marché et des fixations des prix de groupes pourront être des solutions pour la mécompréhension de leur perception de faible capacité de changement individuel.

-) Au niveau de l'émission mensuelle

Au niveau contenu: Les contenus de l'émissions semble être apprécié. Cependant, il est parfois difficile d'arriver à trouver quelque chose qui puisse être directement utile et attirant pour les producteurs d'une manière régulière. Une majorité (32%) des personnes interviewées demandaient d'avoir des informations sur les techniques agricoles, ainsi que sur les expériences innovantes du Burundi et au Rwanda.

—> **Recommandation Diffusion:** Une recommandation fréquente était de laisser plus d'interactions avec les producteurs : ex: ligne ouverte, interaction directe table ronde avec producteurs...

—> **Recommandation Conception:** Une plus grande participation des producteurs et des autres acteurs (commerçants, bailleurs, ONG) dans l'élaboration des émissions est à entrevoir pour diversifier les inputs, et atteindre le plus de personnes. Une interaction/adaptation l'émission en place du MINAGRIE (Inka n'imirima) pour permettre une interaction/ligne ouverte/thèmes qui partent de la Demande du marché.

Au niveau médium de communication: La radio semble toujours un bon medium pour ce type d'émissions, bien que celle-ci doit être plus interactive (terrain+ ligne ouverte). Cependant, le fait que l'émission soit mensuelle n'aide pas à fidéliser l'audimat sur de telles émissions et les activités de sensibilisation doivent être faites chaque mois pour les émissions.

—> Au court terme, s'il n'y a pas de plus grande participation d'autres acteurs et une appropriation de la part du producteur à chercher cette participation, l'initiative devra toujours venir au PADAP qui n'est pas en mesure d'avoir des sujets hebdomadaires et qui ne contribueraient pas à une durabilité de l'action.

S'il n'y a pas un plus grande intégration et une modification des modalités de conceptualisation, l'émission pourrait être arrêtée après mars.

NB: Afin d'augmenter l'audimat: fidéliser une tranche horaire de soirée (post 18h) hebdomadaire, sensibiliser la population à travers agents de suivis, poster (Activités concluantes pour le PADAP) mais aussi les chefs de zones et administratifs.

Au niveau utilisation: Pour le moment, cela reste des échanges d'informations top-down, il est difficile d'évaluer le degré d'« inspiration » que cela peut provoquer chez les producteurs. Une émission plus 'bottom up' avec ligne ouverte comme suggérée par la plus grande partie des personnes interviewées peut résoudre cela.

Recommandations futures long terme

Une émission agricole-appui à un meilleur environnement des affaires pourrait voir le jour dans la même lignée que les programmes FIT-ILO en Ouganda:

<http://www.springfieldcentre.com/publications/sp0704.pdf>) afin de soutenir le développement du monde d'affaires en milieu rural.

1. Ouvrir l'émission sur des thèmes plus généraux d'appuis/conseils: ex Des thèmes qui peuvent convenir aux commerçants/ producteurs (ex: explication des taxes communales, OBR, expériences et explications pour mettre en place des petites unités de transformation, exemples d'entreprise privée qui interagisse avec producteur ex: BRARUDI, implication MINAGRIE-

API, Bailleurs, Min.Commerce ...): Thèmes interactifs pouvant permettre une convergence entre le monde commercial/producteur, ainsi que de donner lieu à une interaction.

2. Pour améliorer l'interactivité de l'émission: Imaginer que les radios fassent une prise hebdomadaire sur le terrain ensuite que ces prises là soit diffusées sur la radio avec un 'invité' approprié (ex: de type économiste, agronome, consommateur) pour débattre de la prise et de pouvoir avoir une 'ligne ouverte' pour les questions/commentaires des auditeurs
3. Implication Radio privée/publique pour voir l'intérêt de celles-ci à se lancer dans un nouveau type d'émission : choisir celles prêtes à prendre des risques
4. Former les producteurs de radio à être 'poussé par le marché de l'audimat' et à s'approprier eux même la conception des émissions: former point de vue technique et créatif, et faire action pilote de subsides aux début qui puisse être ensuite soutenu financièrement par les publicités des commerçants ou autres privés qui travaillent dans l'agriculture et/ou les petits commerces.
5. Implication entreprises privées: Publicités au cours de l'émission de petits commerces agricoles, qui peut servir à informer sur les entreprises agricoles existantes pour les petits producteurs

J. CAPITALISATION DE SUIVI / ACCOMPAGNEMENT

CONTEXTE D'INTERVENTION

Au cours des activités du PADAP-Kirundo, la présence sur le terrain est indispensable. Non seulement faut-il assurer un lien avec les bénéficiaires afin de s'assurer de leur bonne implication et participation mais aussi du fait du besoin de communication constant avec eux tant pour informer que pour transférer des informations au PADAP. Les besoins en ressources humaines pour satisfaire cette présence constante sur le terrain s'est donc fait ressentir à la suite du départ de l'agent technique du PADAP. Suite à cela, des agents de terrains ont été recrutés afin d'assurer cette présence, visibilité mais surtout pour suivre les activités du terrain. Ces agents de suivi opèrent en même temps que les agents de terrain de l'accompagnateur de proximité qui eux se spécialisent dans le renforcement de capacité organisationnelle des Organisations de Producteurs. Un point bilan sera élaboré en dernière partie sur cette activité spécifique.

L'objectif principal est d'améliorer le niveau de communication avec les producteurs et les bénéficiaires de manière générale afin d'améliorer les réussites des projets du PADAP Kirundo.

Les résultats attendus sont :

1. Les producteurs sont au courant des initiatives diverses du PADAP communes par commune et peuvent se référer aux agents de suivi pour demande de complément d'information, transferts de communication, etc
2. Le PADAP est au courant du suivi de ses activités communes par communes et peut rediriger ses actions quotidiennes en fonction
3. La visibilité du PADAP est améliorée dans chaque commune

Mise en oeuvre

Activités hebdomadaires

Permanence communale : 0,5 jour/semaine: Réception des dossiers microprojets (enregistrés sur une fiche de réception avec signature bénéficiaire) + explications aux bénéficiaires (critères éligibilité MP, dossiers complets (statuts, cpt exploitation, ...) en fonction avec le canevas).

Bwambarangwe : Lundi matin : Lieux Chef lieux communes
 Gitobe : Lundi Matin
 Bugabira : Mardi matin
 Busoni : Jeudi matin
 Kirundo : Mercredi matin
 Ntega : Mardi matin
 Vumbi : Mercredi matin

Visite des microprojets : Vérifier information des microprojets (chiffres du compte exploitation, vérification de bonne existence du projet et de l'honnêteté des bénéficiaires, bonne mise en œuvre des activités, vérification des docs de gestion) + Rapportage à PADAP de l'état d'avancement

Visite des opérations pilotes PADAP: boutiques intrants, hangars de stockage, centre de collecte de lait : Vérification des documents Entrée sortie, rapport sur carnet d'entrée et sortie, stock physique une fois par mois, vérification compte COOPEC

Débrief avec RB2000+

Débrief : Rapport de la semaine selon canevas 'fiche de suivi hebdo' annexe 2' à remettre pour Jeudi matin si possible sinon Jeudi après midi

Activités ponctuelles

Accès au financement : visites des bénéficiaires de l'opération crédit

Restauration du potentiel halieutique : opération filets de pêche, aménagements des berges des lacs

Suivi des organisations de producteurs (OP) : Collecte d'informations sur les OP (anciennes Op et nouvelles OP), visites des OP appuyées par PADAP, suivi activité de l'accompagnateur de proximité

Travaux d'infrastructures

- Recherche action développement : essais variétaux Isabu/Facagro
- Formation : identification des bénéficiaires, suivi évaluation
- Collecte des informations relatives au système de suivi évaluation du PADAP
- Toutes nouvelles activités décidées par PADAP
- Transmission/remontée des informations entre PADAP et partenaires sur le terrain

Agencement

Etape 1

4 agents de suivi : 2 communes par agents sauf pour la commune de Bwambarangwe qui avait seulement un seul agent de suivi dû à sa vaste étendue et éloignement

Etape 2

4 agents de suivi : 2 communes par agents sauf pour la commune de Gitobe. En effet, dû au faible niveau d'activités de cette commune et à la multiplication des microprojets de type économiques dans la province du à la bonne mise en route du fonds microprojets, l'agent suivi de cette commune est à mi temps sur les activités de suivi de cette commune et à moitié sur les activités de suivi et appuis/conseils pour les projets de types économiques tels que les moulins, les unités de transformation de bananes et autres.

Il sera en charge de vérifier la compréhension des outils de gestion, de les appuyer dans le remplissage et leur comptabilité afin de les appuyer pour une meilleure rentabilité économique.

Résultats atteints

Résultats attendus	Résultats atteints	Commentaires
Les producteurs sont au courant des initiatives diverses du PADAP communes par commune et peuvent se référer aux agents de suivi pour demande de complément d'information, transferts de communication	Bonne réussite: Permanence communale hebdomadaire comme lieux pour toutes questions mises en place et fonctionnels, réunions communales pour autres informations aux autres intervenants	Bonne utilisation de ces permanences pour une régularité des présences et informations
Le PADAP est au courant du suivi de ses activités communes par communes et peut rediriger ses actions quotidiennes en fonction	Activités boutiques et hangars suivies régulièrement, avancement des microprojets pris en compte	Une amélioration du système de collecte des données pour les intrants et hangars doit être mis en place pour s'assurer des avancement. Les debriefs servent à réajuster le tir pour certaines des activités régulières
La visibilité du PADAP est améliorée dans chaque commune	Atteint	Communication plus facile tant avec l'administration que les OP

Ceci a donc démontré une plus grande facilité d'action et de mise en œuvre des activités étant donné la présence continue du PADAP sur le terrain. Une supervision constante doit quand même être assurée par le PADAP ainsi que celui-ci doit toujours être aussi présent sur le terrain pour des activités plus ponctuelles de visite de certains projets à difficulté, de réunions extraordinaires. Leur présence est un renforcement à nos actions mais en loin une substitution étant donné qu'ils sont plus dans l'exécutif des actions.

Ils servent d'autant plus que la recherche d'informations comme les compléments d'informations sur le porteur d'un micro projet nous sert grandement pour la décision finale d'octroi de projet

Difficultés rencontrées

- Etant donné que nous ne sommes pas tout le temps avec eux, le contrôle de la bonne transmission des informations est difficile à superviser. Le bon contact avec les bénéficiaires ont pu nous révéler certaines rumeurs dispersées par

certaines des agents de suivis et des activités de ceux-ci qui servent de leçons pour augmenter la supervision afin d'éviter les effets d'électrons libres

- Multiplication de professions pour certains des agents de la première étape diminuaient leur présence et qualité de travail sur le terrain
- Beaucoup de modifications sur les frais de déplacements et autres avantages liés à la fonction: trois avenants ont du être nécessaires afin d'arriver au montant correct. Ceci peut être expliqué par l'effet pilote que ceci était pour le PADAP

Suivi actions 'accompagnement de proximité des OP'

Dans leurs tâches les agents de suivi sont aussi appelés à suivre les activités de Réseau Burundi 2000+, l'accompagnateur de proximité, afin de vérifier les bonnes mises en œuvre de celui-ci.

Pour rappel, l'accompagnateur de proximité a dans ses prérogatives de former et accompagner les producteurs agricoles partenaires avec le PADAP. A ces effets, ils ont réalisés plusieurs activités pour les 53 OP suivies

- Juillet-Aout: Diagnostic des OP et élaboration d'un Plan d'Action OP/OP
- Septembre: Légalisation des organes de gouvernance et statuts
Formation des OP aux canevas de microprojets PADAP
- Octobre: Formation en gestion et organisation et comptabilité (outils de gestion)
Appui sur les organes de gouvernance des OP
- Novembre: Appui conseils sur les outils de gestion et d'organisation
- Décembre: Continuation appui conseils sur les outils de gestion et d'organisation
- Janvier: Formation en Alphabétisation
Appuis conseils épargne collective et cotisation
Appui sur les organes dirigeants et application texte statutaires
- Février: Formation en Alphabétisation
Formation sur le leadership communautaire et en gestion des rumeurs
- Mars: Appui conseil sur la gestion et l'épargne collective

Etant donné le fort chevauchement qu'il peut exister entre leurs activités et les activités de terrain des agents de suivi du PADAP, des réunions de coordination et de synergie ont pris place afin que les deux 'types' d'agents se tiennent au courant des avancées ainsi qu'ils veillent à ne pas trop solliciter les OP pour qu'elles puissent aussi continuer leurs activités.

D'une manière générale, la collaboration entre les agents de suivi et les agents de RB2000+ s'est bien déroulé et les agents de suivi PADAP ont pu remarquer de réelles différences au sein des associations appuyées dans certaines communes. Etant donné que le travail de terrain de RB 2000+ dépend beaucoup de la qualité du travail de l'agent de terrain RB2000+, certaines communes sont plus avancées que d'autres. Ces informations étaient relayées au PADAP par nos agents de suivi.

Les résultats attendus de l'accompagnement de proximité sont:

- Le fonctionnement des organisations de producteurs agricoles est amélioré au niveau de leur gouvernance, leur gestion opérationnelle et leur gestion financière
- Les organisations de producteurs agricoles réalisent avec satisfaction leurs actions, notamment celles appuyées par PADAP.

Les résultats finaux peuvent être évalués au vu du dernier rapport de Mars de RB2000+ mais on peut dore et déjà observer du côté de manière globale (statistiques à l'appui du rapport final RB2000+)

- Amélioration de la gouvernance des OP: Amélioration des statuts et des organes gouvernants avec une clarification des rôles ainsi que des remplacements des organes là où il était nécessaire
- Amélioration gestion opérationnelle: Le point de la participation des membres aux activités de l'OP a été réglé et

clarifier pour certaines OP. Une amélioration est à entrevoir. Des activités de type chaîne de solidarité ont vu le jour.

Amélioration gestion financière: Les cotisations des OP ont généralement augmentés, le capital non financier a été augmenté surtout dans la commune de Bugabira

Amélioration de la mise en œuvre des actions de l'OP: Ce point-ci mérite une attention plus particulière étant donné que les activités structurantes des OP (hangars, décortiqueuses, moulins...) n'ont pas forcément été tout le temps mis en avant par les agents RB2000+ pour utiliser dans les pratiques de l'organisation au niveau gestion, gouvernance, fonctionnement opérationnel. Avec les microprojets acceptés pour certaines OP, un appui plus précis sur ces activités structurantes peuvent être faites.

Leçons apprises et recommandations sur le suivi OP et suivi PADAP

Ne prendre que des agents de suivis libres de tout engagement professionnel auprès d'un autre employeur

Les introductions aux administrateurs facilitent grandement leurs activités de terrains

Formation sur le terrain pour les premières semaines sous supervision directe des agents de PADAP est une nécessité.

Une formation en gestion et en compte d'exploitation est à prévoir aussi. Si les agents de suivi sont en parallèle aux agents de l'accompagnateur de proximité, il faut prévoir une formation conjointe pour avoir les mêmes informations

Limiter les communes à deux par agents de suivis, voir une commune par agent afin de maximiser l'accompagnement et/ou le suivi des activités

Une combinaison des activités de suivi et des activités de renforcement des OP peut être intéressants pour ne pas arriver à une multiplication des interventions par différents acteurs. Cependant, il faut aussi éviter les conflits d'intérêt entre l'accompagnement des OP pour les microprojets et les processus de sélection d'éligibilité dans le cadre du Fonds Microprojets.

ANNEXE 2. État des dépenses

Fichier joint.

ANNEXE 3. Taux de déboursement de la prestation.

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution belge directe	Régie € 1 054 870	Régie € 1 000 000	Régie 95%	Les dépenses d'évaluation finale et d'audit final seront prises en compte par PAIOSA (€ 55.000) ; un montant de € 30.000 se trouve au Burundi par malentendu.
Contribution État partenaire	Cogestion € 2 445 130 Total € 3.500.000	Cogestion € 1 787 938,58 + environ € 450.000 engagements	Cogestion 90% Total 92%	Pas tous les engagements seront honorés par PADAP, mais transférés au PAIOSA.
Contribution Fonds de contrepartie	€ 225.000	€ 49 574	22%	Des engagements existent, mais souffrent de procédures ; il est espéré que la situation sera éclaircie avant la fin de mars 2012.
Autres				

ANNEXE 4. Personnel de la prestation

Type de personnel (titre, nom et genre)	Durée de recrutement (date début et fin)	Commentaires (délais de recrutement, pertinence de la fonction ou du profil...)
1. Personnel national mis à disposition par le Pays Partenaire	Marcien NIBASUMBA, Début 1 ^{er} octobre 2008, fin 31 Mars 2012	
2. Personnel d'appui recruté localement	1. Françoise .Xavière MURERWA, du 19/1/2009 au 31/3/2012 2. Nestor NTAKIRUTIMANA, du 16/2/2009 au 31/3/2011 3. D.C NSHIMIRIMANA, du 1/6/2009 au 31/1/2012 4. Denis NSENGIYUMVA, du 1/4/2011 au 31/3/2012 5. Fabrice KEZIMANA, du 1/2/2009 au 31/2010 6. NKURUNZIZA Déo, du 24/2/2009 au 31/3/2012 7. Aloys MPFUBUSA, du 24/2/2009 au 31/3/2012 8. J. Baptiste NDIKUMANA, du 14/2/2009 au 31/3/2012 9. NDUWIMANA Richard, du 14/2/2009 au 31/3/2012	Démission Économie (superflue) Licenciement (non fiable, superflue) Détaché
3. Personnel d'encadrement recruté localement	1. Justin NIYONIZIGIYE, du 9/12/2008 au 31/3/2012 2. Antoine M. MWEMERABUGABO, du 2/2/2009 au 30/4/2011	Démission
4. Personnel International (CTB)	1. Josée HOOGERVORST, de Octobre 2008 à Janvier 2010 2. Fabien TALLEC, de Septembre 2008 à Avril 2009 3. Eric HOOGLAND, De décembre 2009 à 31/3/2012 4. Amadou DIALLO, de juin 2010 à Janvier 2012	Démission Licenciement Parti pour économie
5. Assistants Juniors Internationaux (CTB)	1. Jeroen DE WAELLE, de Janvier 2009 à Décembre 2009 2. André CRESPIAN, de Juin 2009 à Juin 2010 3. Emma TILQUIN, de septembre 2010 au 30 Juin 2012	Partagé avec le Projet semencier

ANNEXE 5. Sous-traitance et appels d'offres

Mode de passation du marché	Nom du sous-contractant (ou firme)	Date d'appel d'offres	Date de début du contrat de sous-traitance	Objectif du contrat	Coût du Contrat	Durée du contrat	Resultats produits	Commentaires
Domaine public	DPAE	12/08/2010	12/09/2010	Accord pour la mise en œuvre d'un projet de protection des rives des lacs	16 248 000	1 an	Plantation 60.000 arbres	
Domaine public	SPPLNE	10/08/2010	12/09/2010	Contribution à la protection des lacs du nord du Burundi et l'augmentation de la production halieutique	20 386 000	1 an	Plantation 60.000 arbres	
Accord	UCODE-MF	01/10/2010	02/11/2010	Accord cadre de partenariat avec UCODE MF	200 000 000	1,5 an	en cours	
Domaine public	DPAE / ISABU / FACAGRO	14/02/2011	14/03/2011	Convention entre DPAE-PADAP-ISABU-FACAGRO	133 239 070	9 mois	Recommandations variétés	
Gré à gré	DPAE/IFDC	02/05/2011	17/05/2011	Accord sur la formation de gestion intégrée de la fertilité du sol pour le personnel technique de la DPAE-Kirundo	pas de montant total spécifié	1 semaine	Assistants zone formés	
AO	SOGETRA	10/09/2009	12/10/2009	Rehabilitation des bureaux de la DPAE KIRUNDO	16 661 164	3 mois	RD	
AO	SOGETRA	18/10/2009	18/11/2009	Rehabilitation de 11 maisons de la DPAE KIRUNDO	79 841 531	3 mois	RD et mise en demeure	
AO	SOGETRA	25/10/2010	29/11/2010	Rehabilitation de 7 centres vétérinaires ; pénalité de retard	189 651 023	4 mois	RP	
DC	UCODE MF	30/09/2010	02/11/2010	Crédit UCODE MIF	150 000 000	1,5 an	en cours	
DC	KARAGIRA Juvénal	01/12/2010	15/12/2010	Renforcement des capacités sur la filière lait (2 formations)	3 400 000	3 semaines	fin	
DC	MANIRAKIZA D'ogratias	01/12/2012	15/12/2010	Formation sur l'amélioration de l'hygiène de traite dans la province de Kirundo	3 235 000	3 semaines	fin	
AO	s.a AGRER n.v	08/08/2010	15/09/2010	Stratégies de développement des filières agro-sylvo-zoohalieuques	100 563 920	2 semaines	étude	
DC	NIRUKANA Christ - Venant	15/09/2010	04/10/2010	Étude sur le mode de gestion des marais rizicoles dans la province de Kirundo	5 234 000	2 semaines	étude	
DC	CBINET	17/10/2010	05/11/2010	Installation Internet PADAP KIRUNDO	5 616 585	2 ans	installé, abonnement	

Mode de passation du marché	Nom du sous-contractant (ou firme)	Date d'appel d'offres	Date de début du contrat de sous-traitance	Objectif du contrat	Coût du Contrat	Durée du contrat	Résultats produits	Commentaires
AO	CECOS SA	12/10/2010	16/11/2010	Exploitation et la mise en forme des données d'une étude sur l'offre et la demande de services en faveur des acteurs des filières agricoles	17 005 000	6 mois	Base données	Non fonctionnel
AO	SEC	05/12/2011	08/12/2011	Surveillance de construction de 9 hangars de stockage (riz et mixte)	23 805 000		en cours	
AO	ECODIC	08/08/2010	27/09/2010	Travaux de construction de 4 hangars de stockage et 4 aires de séchage	112 883 268	3 mois	RP	
DC	AVET	02/01/2011	15/02/2011	Formation sur la culture des tomates sous serres	7 430 000	1 semaine	fin	
DC	KARAGIRA Juvénal		07/03/2011	Conception des images et scènes	1 300 000	2 semaines	fin	
AO	CEC	31/01/2011	01/03/2011	Surveillance réhabilitation centres vétérinaires	21 020 000	4 mois	RP	
DC	BIZOZA Fabien	31/01/2011	01/03/2011	Conservation des denrées alimentaires et la gestion des hangars de stockage	6 574 000	2 semaines	fin	
AO	BAKAMIE Panrace	19/01/2011	24/02/2011	Rejets de bananeraies	59 415 000	2 semaines	bananes	
DC	RADIO ISANGANIRO	31/01/2011	24/02/2011	Récolte des données, planification, diffusion de la chronique	10 094 720	6 mois	émissions	
Domaine public	DPAE-PADAP-IISABU	14/02/2011	14/03/2011	Convention RAD	78 012 112	9 mois	variétés	
Domaine public	5/6 Boutiques	24/01/2011	24/02/2011	facilitation vente intrants	2 072 000	6 mois	en cours	
					810 000			
					4 720 000			
					9 800 000			
Appui aux OP	EVET		14/03/2011	mise en place serres de tomates	4 540 000	1 mois	5 serres tomates	
Appui aux OP	RUBERINTWARI Sylvestre		01/08/2011	mise en place décorativeuse (Association Abagumyabanga)	770 000	1 semaine	Décorativeuse	
DC	Onésime NIYAKIRE	14/08/2011	29/09/2011	Formation sur l'utilisation et la maintenance de la décorativeuse	2 965 000	1 semaine	Fin	
Appui aux OP	fatière miel		05/06/2011	bidons conservation miel		1 jour	100 bidons	
Appui aux OP	filère lait		23/05/2011	intrants améliorer qualité lait	39 654 000	1 jour	150 bidons	
AO	GECIBAT		10/11/2011	suivi 6 hangars simples	11 715 550	3mois	en cours	

Mode de passation du marché	Nom du sous-contractant (ou firme)	Date d'appel d'offres	Date de début du contrat de sous-traitance	Objectif du contrat	Coût du Contrat	Durée du contrat	Résultats produits	Commentaires
AO	BECOCI			Construction Centre de collecte de lait	28 870 050	2 mois	Réception provisoire	
AO	ECOTRAVE	18/07/2011	mars-12	Construction Shangars mixtes	183 538 175	4 Mois	Lancé	
Avenant	SEC	13/10/2011	28/10/2011	suivi centre collecte lait	8 450 000	60 jours	Réception provisoire	
AO	ECOTRAVE	09/08/2011	26/01/2012	Construction éhangars simples	135 997 714	3 Mois	en cours	
DC	NZOGERA Joseph	10/01/2010	02/02/2010	Fourniture des semences de haricot	9 752 500	5 jours	Semences	
DC	APPSB- Twiyororere imbuto, ASBL	01/02/2010	25/02/2010	Fourniture des semences de Pomme de terres	98 226 000	24 jours	100 tonnes	
DC	NDICUMANA Denis	01/06/2009	20/06/2009	Location mégaphone		2 mois		
DC	NTAMAGARA Willy	28/08/2009	28/08/2009	Formation marché public	298 000	1 journée	Fin	
DC	BIRIMANA J. Baptiste	01/12/2008	31/05/2009	Contrat Devis Estimatif	700 000	1 semaine	DAO	
DC		28/9/20009	15/10/2009	Etude de faisabilité riz	9 921 000	1,5 mois	Fin	
BC	Sony			Contrat G.E CAI	1 560 000	1 jour	Groupe	
BC	CABU		19-mars-09	Contrat G.E UGP	2 930 000	1 jour	Groupe	
AO	SOGETRA	Extension délai	18/02/2010	Réhabilitation des 7 Centres vétérinaires	14 411 000	1 mois	Fin	
DC	NDAYISENGA Modeste	18/02/2010	22/02/2010	Contrat de transport des semences de Pommes de terre	17 680 680	1 semaine	Fin	
DC	MANIRAKIZA Samson	29/03/2010	06/04/2010	Elaboration des TDRS	2 484 500	1 mois	5 TDRs	
BC	NDIHOKUBWAYO Antoine			Contrat de protection des fenêtres grillages des bureaux PADAP	2 128 000	2 semaines	Protection	
DC	NDAYISENGA Modeste	01/04/2010	19/04/2010	Formation sur la production, protection et conservation des semences	9 820 000	1 jours	Fin	
DC	BARARYENYA Astière	01/04/2010	19/04/2010	Formation des techniques culturelles production, protection et conservation	14 432 500	3 semaines	Fin	
AO	TOYOTA Burundi			Jeep land cruiser et Double cabinet	81 500 000	1 jour	2 voitures	
AO	Bonauto			19 Motos YAMAHA tout terrain	76 000 000	1 jour	19 motos	
AO	TOYOTA Burundi			2 Jeeps TOYOTA Prados	87 000 000	1 jour	2 voitures	
AO	Buroflash			Fournitures matérielles informatiques	98 408 560	1 jour	16 ordinateurs complets	

Mode de passation du marché	Nom du sous-contractant (ou firme)	Date d'appel d'offres	Date de début du contrat de sous-traitance	Objectif du contrat	Coût du Contrat	Durée du contrat	Resultats produits	Commentaires
DC	Saidi BADENDE	12/03/2010	28-04-10	Contrat de consultation étude de pisciculture	7 931 250	3 semaines	étude	
DC	NTAGUNAMA Frédéric	15/07/2009	07-08-09	Contrat de consultation volet pêche	4 800 000	3 semaines	étude	
DC	ISABU	03/01/2010	21/01/2010	Contrat maïs	1 420 000	1 semaine	étude	
DC	KARAGIRA Juvénal	28/04/2010	19/05/2010	Formation sur les facteurs de risque	5 297 450	3 semaines	Fin	
DC	KAHONDGORO Hamissi	25/06/2010	15/07/2010	Formation sur les facteurs de risque	4 650 000	3 semaines	Fin	
DC	KABERA Frédéric	16/07/2010	03/08/2010	Réhabilitation et protection du parking de la DPAAE	7 952 500	1 semaine	protection	
DC	NDIHOKUBWAYO Antoine	23/08/2010	01/09/2010	Fabrication du réservoir d'eau	785 000	1 jour	Réservoir	
DC	KABERA Frédéric	16/08/2010	03/09/2010	Avenant réhabilitation parking DPAAE	828 500	1 jour	Protection	
DC	MANIRAKIZA Déogratias	02/09/2010	20/09/2010	Contrat lait	4 433 000	3 semaines	étude	
DC	BECOCI	25/08/2010	13/09/2010	Réhabilitation clôture de la DPAAE	4 831 000	1 semaine	Protection	
AO	MANIRAKIZA Samson NTIBASHOBOKA Léonidas	10/05/2011	14/06/2011	Établissement base de données	48 369 000	4 mois	Base données	
DC		12/04/2011	04/05/2011	Insémination artificielle	9 510 000	3 semaines	étude	
AO	BAKAME Pancrace	01/03/2011	01/02/2011	Fournitures rejets baïonnettes	59 415 000	15 JOURS	bananes	
DC	Radio Isanganiro	12/03/2011	01/04/2011	Chronique hebdomadaire	6 356 000	7MOIS	Émissions	
AO	BECOCI	02/01/2011	02/02/2011	Réhabilitation et extension de la salle DPAAE	27 856 314	3mois	RP	
AO	SONAPIS	19/04/2011	23/05/2011	EVALUATION DU POTENTIEL DE PRODUCTION DU MIEL DANS KIRUNDO	9 365 000	2 semaines	étude	
AO	RBU2000plus	20/04/2011	27/06/2011	Accompagnement des OP	17 702 190	9 MOIS	Fin	
DC	KARAGIRA Juvénal	25/04/2011	08/08/2011	Formation sur la ZOONOSE	5 400 000	9 JOURS	Fin	
AO	ISABU		13/03/2011	Recherche agricole	109 319 070	9 mois	Variétés	
Avenant	ISABU		01/09/2011	Recherche agricole	78 012 112	5mois	Fin	
AO	Formation sur la pisciculture		12/10/2011	Formation pisciculture	21 437 900	5MOIS	Fin	
DC	CMM		01/10/2011	Émission radiographique	4 626 000	24 Semaines	émissions	
Avenant	NDEREYIMANA Constance	01/12/2011	01/01/2012	Alphabétisation des OP Kirundo	30 060 200	3MOIS	Fin	

Mode de passation du marché	Nom du sous-contractant (ou firme)	Date d'appel d'offres	Date de début du contrat de sous-traitance	Objectif du contrat	Coût du Contrat	Durée du contrat	Résultats produits	Commentaires
	UCODE IMF		10/06/2011	CREDIT WARRANTAGE	40 000 000	1 an	Crédits	
DC	ISTEEBU		10/10/2011	Indicatifs des prix des denrées alimentaires	5 392 000	3MOIS	Émissions radio	
DC	Ferdinand Nganyirinda	02/02/2012	16/02/2012	Formation sur la lutte contre les maladies et ravageurs des plantes	5 627 400	2 semaines	Fin	
	ISABU		01/12/2011	Accord recherche : Action Développement	114-856 560	10 MOIS	Variétés	
DC	Freddy NDAYISHIMIYE	11/02/2012	17/02/2012	Étude de marché des produits dérivés du lait	7 000 000	3 semaines	étude	
DC	NDAYISHIMIYE Patrick		20/02/2012	Formation sur le dosage des intrants agricoles	2 400 000	5jours	Fin	
DC	IDEC/Euphrem NIYONGABO	25/01/2012	17/02/2012	Evaluation UCODE	4 398 200	10 jours	En cours	
DC	SINDAYIEBURA Cyriaque	24/01/2012	20/02/2012	Formation des menuisiers en fabrication de ruches langstroths	2 400 000	5jours	fin	
DC	BECOCI	24/02/2012	09/02/2012	Protection des fenêtres des bureaux de la DPAAE	5 747 680	1 semaine	Protection	
DC	MUHETO Ananie		10/02/2012	Insémination artificielle	6 020 000	3 semaines	étude	
DC	COOPER BURUNDI		23/02/2012	Fourniture du matériel et produits vétérinaires	14 081 060	3 mois	Équipement CV	
DC	KAREMERA P.Claver		14/02/2012	Fourniture de l'équipement des bureaux et habitations des centres vétérinaires	48 881 000	1 mois	Équipement CV	
DC	Compagnie générale des services (GPS)		15/02/2012	Fourniture des GPS	4500Euros	1 mois	En cours	
DC	NGENDAKUMANA J.Berchmans	21/02/2012	07/03/2012	Formation CEP 1ère partie	2 100 000	3jours	Fin	
DC	NDIKUMANA Spéciose	21/02/2012	07/03/2012	Formation CEP 2ème	2 100 000	3jours	Fin	
DC	SONAPIS	29/02/2012	16/03/2012	Formation des Ops pratiquant l'apiculture sur les techniques modernes	3 183 000	7jours	fin	

Commentaires :

-Micro-ordinateur HP DX2400	613,00	21-juil-09	personnel
-Micro-ordinateur HP DX2400	613,00	21-juil-09	personnel
-Micro-ordinateur HP DX2400	613,00	21-juil-09	personnel
-Ecran HP TFT 17"	235,00	21-juil-09	personnel
-Ecran HP TFT 17"	235,00	21-juil-09	personnel
-Ecran HP TFT 17"	235,00	21-juil-09	personnel
-Ecran HP TFT 17"	235,00	21-juil-09	personnel
-LAPTOP TOSHIBA SATELLITE Pro S300-11F	766,00	21-juil-09	DI
-Onduleur Infosec E3 750VA	359,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Onduleur Infosec E3 750VA	359,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Onduleur Infosec E3 750VA	359,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Onduleur Infosec E3 750VA	359,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Onduleur Infosec E3 750VA	359,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Onduleur Infosec E3 2000VA	693,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Onduleur Infosec E3 2000VA	693,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Multifonction Laser Jet HP M 5035s MFP	6 584,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Imprimante couleur laser HP CP1215	338,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Imprimante couleur laser HP CP1215	338,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Vidéo Projecteur SONY VPL _ EWS	915,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-LAPTOP TOSHIBA SATELLITE Pro S300-11F	765,00	10-sept-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Centrale téléphonique Voir IPBX DIGIUM AA50S844B	1 450,00	21-juil-09	RR
-Stabilisateur APC 1200VA	94,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Stabilisateur APC 1200VA	94,00	21-juil-09	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Ordinateur portable HP	886,36	21-déc-11	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Ordinateur portable HP	886,36	21-déc-11	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Ordinateur portable HP	886,36	21-déc-11	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Imprimante photocopieur xerox	4 261,11	24-janv-12	PAIOSA/Antenne Kirundo
-Micro-ordinateur HP DX2400	980 800	21-juil-09	DPAE
-Micro-ordinateur HP DX2400	980 800	21-juil-09	DPAE
-Micro-ordinateur HP DX2400	980 800	21-juil-09	DPAE
-Micro-ordinateur HP DX2400	980 800	21-juil-09	DPAE
-Micro-ordinateur HP DX2401	980 800	21-juil-09	DPAE
-Micro-ordinateur HP DX2402	980 800	22-juil-09	DPAE
Ecran HP TFT 17"	376 000	21-juil-09	DPAE
Ecran HP TFT 17"	376 000	21-juil-09	DPAE
Ecran HP TFT 17"	376 000	21-juil-09	DPAE
Ecran HP TFT 17"	376 000	21-juil-09	DPAE
Ecran HP TFT 17"	376 000	21-juil-09	DPAE
Ecran HP TFT 17"	376 000	21-juil-09	DPAE
Ecran HP TFT 17"	376 000	21-juil-09	DPAE
LAPTOP TOSHIBA SATELLITE Pro S300-11F	1 225 000	21-juil-09	DPAE

Onduleur Infosec E3 750VA	574 400	21-juil-09	DPAE
Onduleur Infosec E3 750VA	574 400	21-juil-09	DPAE
Onduleur Infosec E3 750VA	574 400	21-juil-09	DPAE
Onduleur Infosec E3 750VA	574 400	21-juil-09	DPAE
Onduleur Infosec E3 750VA	574 400	21-juil-09	DPAE
Onduleur Infosec E3 750VA	574 400	21-juil-09	DPAE
Onduleur Infosec E3 3000VA	7 460 800	21-juil-09	DPAE
Photocopieuse digital Canon IR2018	1 464 000	21-juil-09	DPAE
Onduleur Infosec E3 3000VA	1 200 000	12-févr-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 200 000	12-févr-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 200 000	12-févr-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 200 000	12-févr-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 200 000	12-févr-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 200 000	12-févr-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	450 000	13-févr-11	DPAE
Imprimante HP Office Jet 4500/09/04	1 650 000	17-nov-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 650 000	17-nov-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 650 000	17-nov-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 650 000	17-nov-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 650 000	17-nov-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 650 000	17-nov-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 650 000	17-nov-11	DPAE
LAPTOP COMPAQ	1 650 000	17-nov-11	DPAE
Coffre fort	281,25	19/02/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Ventilateurs	284,41	19/02/2009	personnel
Étagères	146,28	19/02/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Table avec tiroir	250,00	19/02/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Tables Simple	75,00	09/01/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Armoires	140,64	09/01/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Boîte à clé	6,25	23/04/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Table bureau avec coffre	46,88	23/04/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Fût de mazout	26,25	30/04/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Water dispenser	156,25	30/06/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Machine à reliure	104,72	30/06/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Générateur 10KVA	4 705,88	30/11/2011	PAIOSA/Antenne Kirundo
Inverseur et câble	50,88	30/06/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Chaises en bois	150,08	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Table Simple	93,75	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Chaise de bureau (Moving chair)	337,50	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Chaise de bureau (Moving chair)	368,75	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Chaise de bureau (Moving chair)	368,75	18/08/2011	PAIOSA/Antenne Kirundo

Chaise de bureau en tissu bleu (Moving chair)	343,75	03/02/2011	PAIOSA/Antenne Kirundo
Chaise de bureau (Moving chair)	250,00	15/12/2008	PAIOSA/Antenne Kirundo
Cafetière	47,06	17/12/2008	PAIOSA/Antenne Kirundo
Téléphone satelliteur Thuraya n° 5 avec accessoire n° de série:IMEI 35601300-648055-5	81,25	07/10/2008	PAIOSA/Antenne Kirundo
Téléphone satelliteur Thuraya n° 6 avec accessoire n° de série:IMEI 35601300-647844-3	81,25	07/10/2008	RR
Téléphone fixe	18,75	25/11/2008	PAIOSA/Antenne Kirundo
Modem U Com	156,25	25/11/2008	PAIOSA/Antenne Kirundo
Modem U Com	171,88	12/03/2011	PAIOSA/Antenne Kirundo
Perforateur G F	15 000	08/04/2010	PAIOSA/Antenne Kirundo
Agrafeuse G F	15 000	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Tableau filp chart	15 000	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Tableau filp chart	15 000	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Machine à reliure	15 000	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
32 Chaises	480 000	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Table bureau	45 000	21/07/2009	20 PAIOSA/Antenne Kirundo, 12 DPAA
Table Simple	30 000	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Table Simple	30 000	09/01/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Armoire	30 000	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Etagère	75 000	21/07/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Etagère	25 000	23/04/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Etagère	25 000	23/04/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Etagère	25 000	23/04/2009	PAIOSA/Antenne Kirundo
Chaise super prince	380 000	24/01/2012	PAIOSA/Antenne Kirundo
Chaise prince	350 000	24/01/2012	DPAA
Chaise prince	350 000	24/01/2012	DPAA
Chaise prince	350 000	24/01/2012	DPAA
Chaise prince	350 000	24/01/2012	DPAA
Chaise prince	350 000	24/01/2012	DPAA
Chaise prince	350 000	24/01/2012	DPAA

ANNEXE 7. Formations

Type de formation	Pays, Institution, Durée	Nom ou Nombre de personnes formées	Dates de la formation	Sujet ,contenu et niveau
Stage				
Bourse				
Workshop	Congo, MDF, 5jours	NIBASUMBA Marcien	Du 12 au 16 Octobre 2009	MDF (Gestion des Ressources Humaines basée sur la Performanncce)
	Burundi 1jour	Assistante de Direction et Secrétaire caissière	25 Août 2009	Gestion de la caisse
	Burundi 2jours	Assistante de Direction	Du 14 au 15 juin 2011	Archivage, Gestion du courrier et Gestion de Stock
	Burundi, 4 jours	DI, Comptable et Assistante de Direction	Du 10 au 11 et du 17 au 18 Octobre 2011	Marchés Publics
	Burundi, 3jours	Directeur CAI	Du 2 au 4 Novembre 2011	Management et Leadership
	Burundi, 3jours	Directeur CAI	Du 19 au 21 Novembre 2011	Gestion des Projets
	Burundi	AT Junior	Oct 2010 à mai 2011	Kirundi
Autres	Burundi, e-learning, ILO	AT Junior	2011	Value chain